

هكذا صالحي

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13233 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - SAMEDI 15 AOUT 1987

SERVICES	
Abonnement	20
Publicité	19
Administration	19
Redaction	20
Service clients	20
Service presse	20
Service juridique	18

ITALIE

La Mafia n'est plus ce qu'elle était...

Après 40 ans de pouvoir, la Mafia italienne a perdu son prestige. Les chefs de la pègre ont été tués ou emprisonnés. Les journaux ont commencé à parler de « mafia blanche ».

CORÉE DU SUD

Affrontements entre policiers et manifestants à Séoul

Des affrontements ont eu lieu à Séoul entre des policiers et des manifestants. Les manifestants réclament des réformes politiques.

LES ÉLECTIONS

Les élections en Nouvelle-Zélande

Une partie plus difficile que prévu pour M. David Lange.

SYALIS

Le trafic de drogue en Afrique du Sud.

GRANDE-BRETAGNE

Des trafiquants de drogue en Grande-Bretagne.

Les mineurs contre l'apartheid

Les mineurs d'Afrique du Sud ont refusé de travailler pour l'apartheid.

M. Pieter Botha

Le chef de l'Etat, ne s'y est pas trompé, et son discours du 13 août, devant le Parlement, prouve à quel point — comme par le passé — il entend reprendre les choses en main et garder pour lui seul le privilège de toute initiative, qu'il s'agisse de durcir les positions ou de lâcher du lest.

F

Face à chaque crise, le premier réflexe des dirigeants africains est le raidissement. M. Pieter Botha, en outre, n'a jamais voulu tenir compte de l'avis de ces libéraux considérés comme des « traîtres » à la « tribu ».

La grève actuelle des mineurs

souligne les limites du raisonnement selon lequel les seuls maux dont souffre l'Afrique du Sud viennent de l'étranger. Face à tant d'intransigeance, milieux d'affaires et cercles religieux opèrent depuis de longs mois une marche arrière.

(Voir page 3 l'article de MICHEL BOLE-RICHARD.)

Mettant à profit la crise dans le Golfe

Moscou s'emploie à resserrer ses liens avec Téhéran

L'Union soviétique met à profit la crise dans le Golfe et le conflit qui oppose l'Iran aux puissances occidentales, pour resserrer ses liens avec Téhéran. Elle aurait même l'intention, si l'on en croit le « Wall Street Journal », de conclure avec le régime iranien un traité d'amitié analogue à celui qui la lie déjà avec l'Irak et la Syrie.

L'Iran et l'Union soviétique seraient sur le point de signer un traité d'amitié et de coopération militaire et économique, affirme le « Wall Street Journal » du vendredi 14 août, citant des informations recueillies à Téhéran auprès du journaliste Fereydon Pezeshkan du South-North News Service.

M. Pezeshkan, qui fait état de sources proches des milieux diplomatiques est-européens de la capitale iranienne, affirme qu'un accord préliminaire a été conclu lors du récent voyage à Téhéran de M. Youli Vorontsov, vice-ministre des affaires étrangères soviétique, et que la signature solennelle du traité aura lieu en septembre lors d'une visite officielle de M. Edouard Chevardnadze, le chef de la diplomatie soviétique. Toujours selon

La hausse des prix a été modérée en juillet

Bonne surprise pour le gouvernement : la hausse des prix de détail a été modérée en juillet, un peu plus faible qu'on ne l'attendait. D'après les calculs provisoires de l'INSEE, l'augmentation par rapport à juin a été comprise entre 0,2 % et 0,3 %.

Malgré la hausse des loyers, malgré le renchérissement du pétrole, malgré la hausse du dollar, l'indice des prix de détail a augmenté de façon modérée en France en juillet.

Les calculs provisoires de l'INSEE aboutissent à une hausse comprise entre 0,2 % et 0,3 %. Il faudra attendre une dizaine de jours pour — au vu des résultats définitifs — analyser les différents postes de hausse et de baisse dans l'indice.

Une chose est sûre : la baisse de 2 % des prix du gaz domestique imposée par le gouvernement à la fin de l'été a modéré la hausse. Si cette baisse n'a pas eu de conséquences très importantes sur l'indice de juillet, elle n'en est pas moins significative quant à

L'aide française au Tchad

Tout en désapprouvant la reconquête de la bande d'Aozou, Paris poursuivra son soutien logistique aux troupes de M. Habré dans le nord du pays.

Les élections en Nouvelle-Zélande

Une partie plus difficile que prévu pour M. David Lange.

La Suisse et la CEE

S'adapter, se rapprocher, dans la perspective du grand marché européen.

Le sommaire complet se trouve page 20

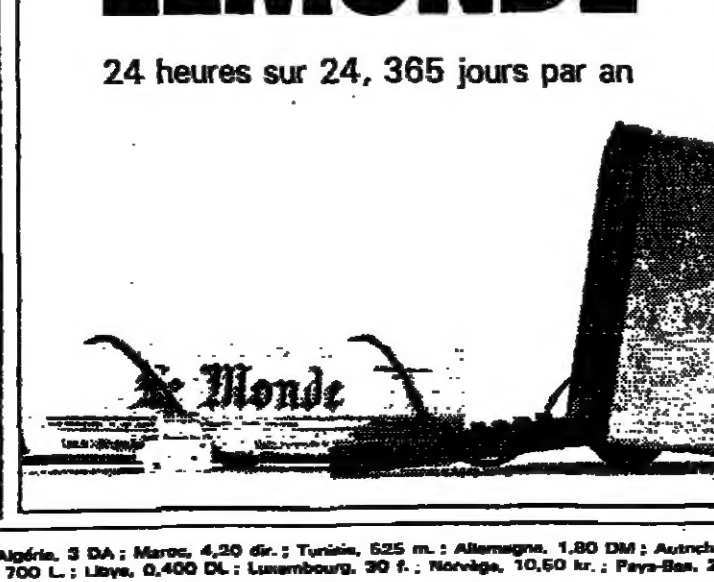
« Forum de la paix » au Pérou

Le message d'Ayacucho

Le vétérate théâtre Cavello est plein à craquer. Les notables, chapeau mou et complet-veston, essaient de se frayer un chemin vers les premiers rangs, écartant ponchos et chulos des paysans, blousons de cuir et casques des militaires. Pourtant, le programme de la rencontre — qui s'est tenu récemment — n'est guère divertissant. Pas de western spaghetti ou de mélodrame hindou qui font courir les provinciaux. L'affiche est plutôt rébarbative : « Forum Ayacucho XXI^e siècle : paix, justice, développement ».

36.15 TAPEZ LEMONDE

24 heures sur 24, 365 jours par an



guérilla et de l'armée. Les organisateurs du forum, des ingénieurs, ont une quarantaine de leurs qui ont été assassinés par le PCP-SL. « Parce qu'ils endormaient la conscience du peuple en rendant plus douce l'exploitation... » Plus d'une centaine de personnalités locales ont déjà été tuées, et la plupart des maires, conseillers municipaux, préfets, juges, présents dans la salle sont sous le coup d'un arrêt de mort du Sentier lumineux.

A 100 mètres du théâtre, le bureau du maire est plongé dans une semi-pénombre. Les volets sont fermés. Mesure de précaution ? « Non, non », se défend Fernán Azparren sans trop de conviction.

La rénovation du Théâtre des Champs-Élysées

La Caisse des dépôts parie sur la culture

La grande salle du Théâtre des Champs-Élysées, fermée lors de la saison 1986-1987, rouvrira ses portes le 23 septembre prochain, restaurée et modernisée. Un investissement prestigieux qui, à long terme, doit devenir rentable. C'est en tout cas le pari de la Caisse des dépôts, propriétaire du bâtiment et principal bailleur de fonds.

Avenue Montaigne, la façade du Théâtre des Champs-Élysées est toujours dissimulée sous une bâche. Dans la rue adjacente, des camions chargés de gravas. A l'intérieur, différents corps de métiers s'affairent à grand bruit, dans une odeur de ciment frais et de tissu neuf. Pourtant, dès la semaine prochaine, les premières répétitions vont avoir lieu dans la

Nouvelle agitation dans les prisons



Des détenus se sont révoltés, le 13 août à la prison des Baumettes, à Marseille, provoquant d'importants dégâts matériels. L'intervention des forces de police a permis de rétablir l'ordre en fin d'après-midi.

Le Monde

SANS VISA.

La fête du Palio à Sienne. Vacances et quotidien. Profession : maître d'hôtel. Gastronomie. Escapes. Jeux.

Les parois, débarrassées de leur badigeon coquille d'œuf ont retrouvé leur décor de stuc et de pierre. La moquette de l'atrium, avec ses motifs amarante liserés vert-brun sort des ateliers d'Aubusson. Elle est identique à l'ancienne. Les bars parasites disparaissent dans le coffrage des murs. Des vitrines peuplent les foyers déserts des étages supérieurs.

EMMANUEL DE ROUX. (Lire la suite page 13.)

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

Payer les députés...

L'indemnité parlementaire fait traditionnellement l'objet de plaisanteries. « Prix de la démocratie », elle permet de ne pas réserver les sièges de député ou de sénateur à des candidats fortunés. Mais elle ne résout pas la question du financement des partis politiques.

par Jean-Noël Jeanneney

Le 22 novembre 1906, vers 14 h 30, Charles Benoist, député modéré du sixième arrondissement de Paris, professeur d'histoire constitutionnelle à l'École libre des sciences politiques, publiciste apprécié à droite, se rendait à pied vers le Palais-Bourbon, par le boulevard Saint-Germain, lorsqu'il aperçut soudain de l'autre côté de la chaussée un de ses collègues, élu radical de la Nièvre, nommé Claude Goujat. « Je ne lui avais auparavant que très rarement adressé la parole, raconte Benoist dans ses Mémoires, mais il était ému, chauffé et littéralement vibrant. Tandis que vous vous promenez, me dit-il, nous avons travaillé pour vous. Vous avez à présent 15000 F ! Je fus littéralement cloué sur place... (1) »

Une dizaine de minutes plus tôt en effet, la Chambre a voté à main levée et à l'improvise (la question n'était pas à l'ordre du jour) l'augmentation de l'indemnité parlementaire de 9000 à 15000 francs par an, après avoir entendu le président de sa commission de comptabilité, le docteur Baudouin, lire à voix précipitée un rapport qui ne fut suivi d'aucun débat. Moins d'une quarantaine de députés étaient présents en séance. A peine une heure plus tard, le Sénat a procédé de la même façon. Passer muscade ! Le souci de régler l'affaire par escamotage ne fait de doute pour personne, et Charles Benoist peut observer avec justesse, mais non sans pertinence : « Ce n'est pas autrement qu'une coquette pauvre dérobe un coupon de dentelle au Louvre ou au Bon Marché. »

Ceux qui firent agir ainsi le Parlement à la dérobée étaient bien naïfs s'ils pensaient qu'on pourrait faire l'économie d'un grand débat national. Enchantée de l'aubaine, la presse de droite, hostile aux radicaux au pouvoir, s'enflamma : le bruit fut si fort que tant l'une que l'autre Assemblée se virent contraintes, avant de confirmer l'augmentation, d'organiser un débat à posteriori sur l'affaire — et cette fois sans rien dissimuler. Jusque-là la guerre, l'attaque contre les « quinze millistes », les « Q.M. », fut une constante dans le combat des droites. L'esprit public n'y fut pas toujours insensible (2).

Soit, dira-t-on. Mais quel écho aujourd'hui ? Voici belle lorette — depuis la Quatrième République — qu'on a eu la sagesse de lier l'indemnité parlementaire au traitement des conseillers d'Etat, pour éviter à la représentation nationale la réurgence d'une controverse dégradante et propre à souiller les formes les plus frustes de l'aniparlementarisme. Et pourtant il n'existe guère, en réalité, de question plus actuelle. Il suffit pour s'en persuader, de considérer ce qu'on enseigne l'affaire Nucé, parmi d'autres aspects de l'épisode, quant au péril qui résulte pour la démocratie du flou entourant encore le financement des dépenses d'un parlementaire : ce dont témoigne, que les griefs faits à l'ancien ministre de la coopération soient fondés ou non, la prudence de tout le milieu politique.

Le plus facile, dès 1906, c'est la goguenardise simpliste de la droite et d'une partie de l'extrême gauche. On rit gras, à l'époque, du mot ironique qu'eut Joseph Lascès, député nationaliste du Gers (qui n'était pas riche !), quand il apprit à son arrivée à la Chambre que son traitement venait d'être augmenté de plus de 66 % : « Mon indignation », s'écria-t-il, n'égale que ma satisfaction ! (3).

Dans le tohu-bohu de l'opposition de droite, la démagogie trouve l'occasion des plus faciles débordements (le ressort que l'on fait jouer ainsi, tout vulgaire qu'il soit, n'est pas sans efficacité : en 1907, lors d'une élection partielle dans la Drôme, un candidat qui, pour tout programme, promit de distribuer les 6000 francs supplémentaires à ses électeurs fut élu triomphalement (4)).

Citons au hasard, à la Chambre, le 30 novembre, le marquis de Rosambo s'exclame : « Vous n'avez qu'à vous promener sur les boulevards, dans les gares de chemin de fer, à prendre un fiacre, et vous verrez si on l'apprecie.

vous le loi ! (5) » Quant à Louis Le Provost de Launay, sénateur conservateur des Côtes-du-Nord, et très hostile à la République, il s'écrit à la tribune du Luxembourg : « Ce n'était pas le moment (...) parce qu'il y a autour de nous et à côté de nous des misères créées par la politique gouvernementale (Très bien !). (...) Je veux parler de ces malheureux qui ont été expulsés de leur logement avant-hier, et hier de leur séminaire... (6) » Et Eugène Brager de la Ville-Moyen, autre sénateur de droite : « C'est dans les milieux populaires, où les ouvriers se rencontrent, dans les cabarets, chez les petits coiffeurs (exclamations ironiques à gauche) (...) que l'indignation a été la plus grande... (7) »

Le prix de la démocratie

Contre la démagogie sans pudeur, l'abbé Lemire, député d'Hazebrouck, homme de droite et de désintéressement, interpelle la droite en ces termes, en 1909 : « Je suis un quinzaine milliste avoué ! (...) Je ne suis pas de ceux qui, après avoir levé la main, ont entrevu dans cette question des 15000 francs une arme électorale, que j'appellerai une arme indigne ! (...) Je regrette que sur la terre de France il se rencontre un groupe d'hommes politiques (...) qui va aux élections sans programme positif, les mains vides, uniquement avec l'argument des 15000 francs (8). »

En fait, le clivage ne recouvre pas la coupe de la droite et de la gauche. Ainsi le Parti socialiste de l'époque (PSU-SFIO) se coupe-t-il en deux. A la tribune de la Chambre, deux de ses élus ouvriers, Albert Bouleau et Jean Bouvier, viennent plaider, l'un pour les 15000 francs, l'autre contre eux. « Je suis sûr, dit le premier, que le corps électoral sera à peu près unanime à dire, avec son bon sens populaire : si l'on veut avoir de bons ouvriers, il faut les payer... » Et le second : « Je suis bien tranquille vis-à-vis de mes électeurs, qui (...) savent qu'avec l'indemnité parlementaire on peut tout juste joindre les deux bouts. Mais (...) je déclare franchement que ma situation de député à 9000 francs est encore supérieure à celle de mineur que l'occupait (9). » A telle enseigne que Jean Jaurès, placé devant ces discordes intestines, dut proposer en forme de compromis que l'on repousse la décision jusqu'à ce que la commission du suffrage universel se fût prononcée sur la représentation proportionnelle (proposition à vrai dire un peu bancale et qui n'eut pas de succès).

On n'a pas trop de peine à se faire une idée assez précise du budget d'un député. Non seulement, il lui est à peu près impossible, si l'indemnité est sa seule ressource, de faire quelques économies pour le cas d'une défaite électorale après laquelle il peut avoir des difficultés à retrouver son métier antérieur, mais, pendant le mandat même qu'il exerce, nul doute qu'il vive assez mal s'il n'a pas de fortune personnelle. Dans son rapport... expédié du 22 novembre 1906, le docteur Baudouin rappelle de façon convaincante que les 9000 francs annuels ont été fixés par la Seconde République, en 1849, et que le chiffre a été repris tel quel en 1871 (alors que l'Empire l'avait porté à 12500 francs, plus une indemnité spéciale de 2500 francs par mois pour les sessions extraordinaires). Or, depuis soixante ans, le coût de la vie a fait plus que

doubler. Les 9000 francs (dont les statisticiens nous disent qu'ils correspondent à peu près à 80 000 F de 1987) sont à rapprocher des 35000 francs qu'un préfet touche à l'époque (un recteur, 16000 francs, un professeur de faculté 11000).

Charles Benoist lui-même, tout hostile qu'il soit à la décision de 1906, ou en tout cas à la procédure suivie, admet, lui qui est député de Paris, que sur ses collègues des départements pèsent un poids très lourd : « Ils doivent prendre un second domicile à Paris, tout en gardant le premier en province ; ils doivent généralement déléguer leur métier : médecins ou avocats, en tous cas médecins, abandonner leur clientèle (lorsqu'ils en ont une) ; ils sont assaillis de quémendeurs et de mendiants ; toutes sortes d'associations avides et gourmandes se penchent à leur sonnette ; leur correspondance, ne fut-ce que pour répondre aux demandes de démarches et de subventions, exige un secrétariat. Et je ne dis pas tout.

social. C'est, selon le mot fameux : « Silence aux pauvres ! (11) » Ce parlementaire est un peu grandiloquent, mais il sonne juste, en somme.

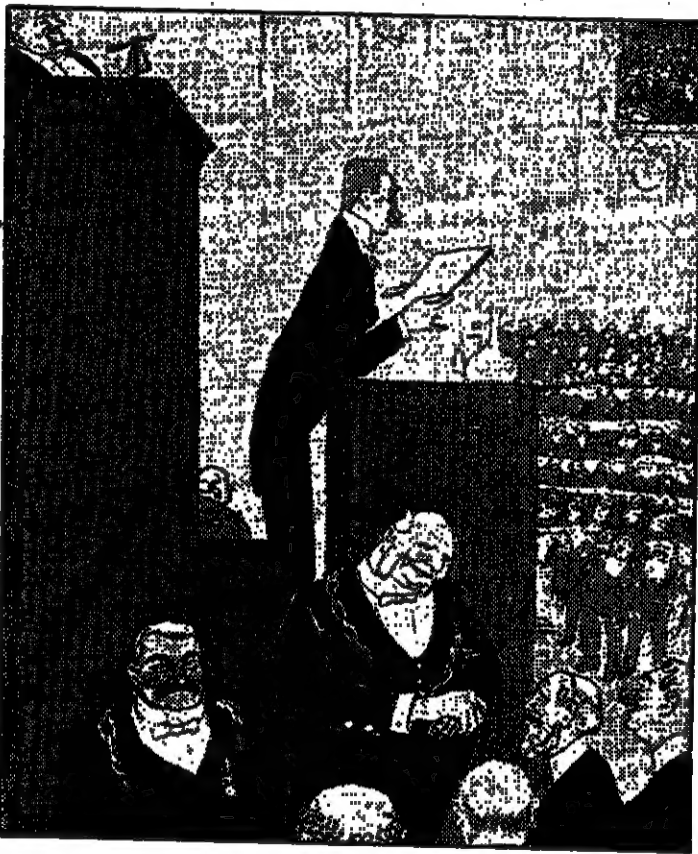
Les grands ancêtres de la Première République avaient d'emblée compris cela, et, lorsque la Convention décida de doubler le traitement de ses membres, le 23 nivose an III, Cambon l'expliqua, fort bien, affirmant que c'était la noblesse et le clergé qui, « pour éloigner les pauvres », n'avaient fait décréter en 1789 qu'une indemnité de 18 livres (12). Et Jean Jaurès reprend efficacement le même argument démocratique quand il s'écrit : « C'est avec une sorte de stupeur que, dans les Débats, où les hommes infiniment distingués qui les rédigeaient avaient, j'imagine, quelle que soit leur modération, fini par accepter le principe même de la démocratie, j'ai vu se reproduire la pure politique censitaire : « Oui, disent-ils, la condition matérielle des députés est

lement si l'on s'assure aussi des moyens que ces frais soient maintenus dans des limites maîtrisées. Jaurès l'avait bien vu quand il disait : « La surenchère illimitée des dépenses électorales, c'est un des plus sérieux obstacles à l'exercice loyal et probe de la souveraineté (15). »

Le financement des partis politiques

La gauche, dans la période précédant 1981, paraissait avoir compris tout cela. Mais quand elle parvint au pouvoir elle ne prit en main le dossier que trop tard dans le déroulement de la législature pour être en mesure de faire voter la réglementation que beaucoup de démocrates voisins ont mise en pratique avec succès.

Ensuite la décision qui comportait la loi Lotard d'août 1986 d'autoriser, pour la première fois, la publicité politique à la télévision ne pouvait apparaître, en l'absence de législation sur



— Je vois avec plaisir, messieurs, que cette proposition d'augmenter notre traitement ne rencontre pas la moindre opposition. C'est une mesure qui s'impose !



— Augmenter les cotisations... Vous refusez la France ? Vous nous menez tout droit à la faillite !

(Cartoons de Grandjean parues dans l'Assiette en beurre, novembre 1907.)

J'omets le bouleversement d'habitudes, la révolution morale, qui transformait à leur tour l'homme qui vient ou revient tard à Paris. Sa femme qui souvent n'y avait point vécu, ses enfants lachés de leur froid collage sur ce pavé brûlant, tout ce « petit monde ancien », ancien par ses idées ou par ses préjugés, qui s'imaginaient qu'un député, anonyme hors de son arrondissement, était quelqu'un, et que la souveraineté déléguée de la vie parisienne aux terrasses des brasseries de la rue Royale (10).

Benoist raconte aussi que, si le président de la Chambre, l'austère Henri Brisson, s'était résolu à soutenir l'augmentation, c'est parce qu'on lui avait montré la liste des saisis-arrests pratiqués sur les traitements : « Elle était si longue qu'il s'était, à contrecœur, incliné... »

Le problème est aggravé, à mesure que les partis se structurent, par les cotisations lourdes qu'ils commencent à demander à leurs parlementaires. Or les partis de gauche, les radicaux et surtout les socialistes, plus pauvres par nature, exigent davantage. Au congrès de Nancy, en août 1907, la SFIO décide que députés et sénateurs lui reverseront la moitié de l'augmentation votée en 1906, soit 3000 francs par an !

Voici le cœur de la question : s'il faut que les citoyens consentent à payer le prix de la démocratie, c'est parce que c'est la seule façon d'éviter l'inégalité des chances entre les riches et les pauvres (individus et partis) devant le suffrage universel.

« Ah ! s'écrit le député radical Jacques Chausse, je comprends les privilèges qui préconisent le mandat gratuit ! C'est une tactique pour que personne en dehors d'eux ne puisse prétendre à la direction des affaires du pays, qu'ils dirigent ainsi tout à leur aise dans l'intérêt de leur classe

« difficile : mais nul n'est obligé d'être député. » C'est la formule de l'oligarchie bourgeoise essayant de s'imposer à la souveraineté nationale » (13).

Ne pas payer assez les élus du peuple, c'est les exposer aux tentations multiples des diverses corruptions. « Comment ! dit Clemenceau, président du conseil, le 12 juillet 1909, pour répliquer à ceux qui ne cessent de lancer les 15000 francs au visage de son gouvernement, comment ! voilà un homme qui est dans sa province, il a obtenu des diplômes, il est entré dans une carrière libérale, il se livre enfin à un travail quelconque — car il y a là des hommes appartenant à tous les rangs de la société. Vous le faites venir à Paris avec sa femme et ses enfants et vous ne lui accordez aucun dédommagement ! A quelles tentations allez-vous le livrer ? Vous lui donnez la puissance publique et vous le réduisez à la misère... »

Déjà, en juin 1836, quand le député Glais-Bizoin déposait une proposition de loi pour rétablir l'indemnité que le système censitaire avait supprimée, il rappelait ceci : « En 1814, lorsqu'on s'occupait de la composition de la Chambre, un illustre diplomate demanda ce qu'on donnerait aux députés : Mais rien ! Rien ? répondit l'homme habile, rien ? alors ils coûteront bien cher ! (14) »

LES leçons du débat de 1906 sont aussi actuelles que jamais. La politique coûte, et le citoyen doit y pourvoir. C'est le devoir des hommes publics de l'expliquer au public en lui démontrant que l'hypocrisie entraîne ici son bon lot d'effets pervers. Mais on doit d'un même mouvement souligner, en 1906 comme aujourd'hui, que cette démonstration peut emporter la conviction seu-

Prochain article : les socialistes et l'alliance du centre (numéro du 17 août daté 18)

l'argent en politique, et parce qu'elle était destinée à provoquer une hausse exorbitante des coûts, que comme la certitude d'une éclatante régression civique. « Silence aux pauvres ! » Le Parlement a eu très heureusement, au mois de juin dernier, le courage de revenir sur sa décision première, mais le problème reste entier. Quand ils débattirent de ces questions en février 1980, Pierre Messmer, ancien premier ministre post-gaulliste, et Pierre Mauroy, futur premier ministre socialiste, divergèrent d'opinion sur le financement public des partis politiques : le premier n'en voulait pas, contrairement au second. Mais tous deux se rejoignirent pour prôner un strict plafonnement des dépenses électorales. L'un et l'autre souhaitaient une loi à ce sujet avant les présidentielles de 1981. On attend toujours, et probablement faut-il craindre que l'actualité de 1906 ne perdure encore quelque temps (16).

- (1) Charles Benoist, *Souvenirs*, t. III, 1902-1933, Paris, Pion, 1934, p. 134-136.
- (2) Cf. Teissier-Somier, *L'indemnité parlementaire en France*, Paris, 1910, et surtout *Annales des députés en France de 1871 à 1914*, Paris, Sirey, 1980, p. 106-114.
- (3) Cité par Georges Boncompagni, *Histoire politique de la III^e République*, t. I, L'Assemblée, Paris, PUF, 1965, p. 46.
- (4) Guiral et Thuillier, *op. cit.*, p. 111.
- (5) J. O., Débats de la Chambre, p. 2814, 20 décembre 1906.
- (6) *Ibid.*, p. 1167.
- (7) J. O., Débats de la Chambre, 21 octobre 1909.
- (8) *Ibid.*, 30 novembre 1906, p. 2812 et 2816.
- (9) Charles Benoist, *op. cit.*, p. 134-135.
- (10) J. O., Débats de la Chambre, 30 novembre 1906, p. 2813.
- (11) On trouve d'utiles renseignements dans une brochure électorale du Parti radical, *L'indemnité parlementaire, son historique. Opinions sur les Quinze Mille*, Paris, 1910, 32 p.
- (12) J. O., Débats de la Chambre, 30 novembre 1906, p. 2815-2817.
- (13) Parti radical, brochure citée p. 6.
- (14) J. O., Débats de la Chambre, 30 novembre 1906, p. 2817.
- (15) *Le Point*, n° 387, 18-24 février 1980, p. 47-49.

Tout en développement
la reconnaissance de la loi de 1906

Paris poursuivra ses allées et venues de M. Habib

Après six mois de l'absence de M. Habib, le maire de Paris, le conseil municipal a décidé de le réélire. Le conseil municipal a décidé de le réélire. Le conseil municipal a décidé de le réélire.

La sécheresse et l'inondation

La sécheresse et l'inondation. La sécheresse et l'inondation. La sécheresse et l'inondation. La sécheresse et l'inondation.

La Société anti-esclavagiste de Lo

La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo.

La Société anti-esclavagiste de Lo

La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo.

La Société anti-esclavagiste de Lo

La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo.

La Société anti-esclavagiste de Lo

La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo.

La Société anti-esclavagiste de Lo

La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo.

La Société anti-esclavagiste de Lo

La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo.

La Société anti-esclavagiste de Lo

La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo. La Société anti-esclavagiste de Lo.

Tout en désapprouvant
la reconquête de la bande d'Aozou

Paris poursuivra son aide logistique aux troupes de M. Habré dans le nord du Tchad

La crise tchadienne a donné lieu à une explication, le jeudi 13 août, entre le président Mitterrand et M. André Giraud, le ministre de la Défense. Les deux hommes avaient en effet tenu des propos qui pouvaient paraître contradictoires au début de la semaine.

Lundi, le président de la République avait notamment fait savoir qu'il désapprouvait la reconquête de la bande d'Aozou par les forces de M. Hisène Habré et avait ajouté : « Le dispositif militaire français reste conforme aux décisions déjà prises par les autorités responsables. Pas au-delà. » Traitant du même sujet, M. Giraud avait déclaré mercredi que « la France ne s'interdit aucun moyen militaire au Tchad », laissant entendre que des opérations pourraient avoir lieu au nord du 16^e parallèle, mais certainement pas dans la bande d'Aozou puisque la France est favorable, pour régler ce litige, à un arbitrage international.

En sortant de l'Elysée, jeudi matin, M. Giraud s'est déclaré « tout à fait d'accord » avec le président de la République. Renseignements pris, il semble bien que ce soit le cas. On fait en effet remarquer, de bonne source, que c'est volontairement que M. Mitterrand n'a pas cité lundi la « ligne rouge » que constitue le 16^e parallèle car cette

ligne n'a plus de sens depuis que les troupes de M. Hisène Habré ont reconquis le nord du Tchad. La Libye ne doit donc pas se sentir libre de bombarder la zone septentrionale du Tchad, et la France apportera s'il le faut son aide pour mettre un terme à ces bombardements. Ce que Paris s'interdit, en revanche, c'est d'apporter une aide logistique aux unités tchadiennes ayant reconquis la bande d'Aozou.

Les bombardements libyens

Sur le terrain, les bombardements libyens se poursuivent. Ainsi, le haut commandement de l'armée tchadienne a annoncé, jeudi 13 août, qu'une grande partie de la localité d'Aozou, reprise samedi 8 août par les forces de N'Djamena, était en feu à la suite des bombardements incessants des avions libyens. Tous les jours, selon les Tchadiens, l'aviation libyenne aurait attaqué de nouveau l'avant-poste d'Ounianga-Kébir, dans le nord-est du pays.

L'offensive diplomatique des deux parties se poursuit. Ainsi, le ministre tchadien des affaires étrangères, M. Gouara Lassou, a déclaré jeudi à Lomé que le président Hisène Habré était prêt à rencontrer le colonel Kadhafi à tout moment.

« La libération de notre territoire d'Aozou, précisa-t-il, ne nous empêche pas de poursuivre notre politique de bon voisinage avec le pays frère qu'est la Libye, car nous ne confondons pas le peuple libyen et le colonel Kadhafi avec son régime. » Le chef de la diplomatie tchadienne a précisé que son pays était prêt à discuter avec la Libye des conditions de vie, du bon voisinage, et de la coexistence pacifique entre les deux pays. De son côté, l'ambassadeur de Libye à Paris, M. Hamed el Houdeiri, a affirmé jeudi que son pays était prêt à accepter « une médiation pour réduire la tension » dans la région, mais à l'exclusion de toute discussion sur la bande d'Aozou, qui est libyenne. « Nous accusons les Etats-Unis », a-t-il aussi ajouté, d'avoir suscité la prise d'Aozou pour tenter de déstabiliser la Libye. Les Etats-Unis n'ont jamais caché qu'ils voulaient nous créer des problèmes. Ils ont essayé par le nord et maintenant ils essaient par le sud. »

Cette intranquillité de Tripoli en ce qui concerne la bande d'Aozou donne peu de chances aux différentes tentatives de médiation susceptibles d'intervenir, comme celle de l'Algérie, qui pourrait tenter de convaincre la Libye de soumettre le cas du territoire litigieux à une juridiction internationale.

AFRIQUE DU SUD

Le président Botha revient sur sa promesse d'organiser des élections en 1989

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le président Botha n'a pas tenu sa parole. Il a annoncé, jeudi 13 août au Parlement, qu'il n'y aura pas d'élections à la Chambre blanche en 1989 comme il l'avait pourtant assuré en dissolvant cette Chambre au début de l'année, ce qui avait conduit au scrutin du 6 mai, remporté de haute main par son parti, malgré une forte poussée de l'extrême droite.

Le chef de l'Etat a expliqué qu'il serait « injuste » pour la formation dirigeante, le Parti national, de ne pouvoir aller au terme du mandat habituel de cinq ans et que, d'autre part, les électeurs devaient avoir la possibilité de juger leurs représentants sur une période normale. Au cours de la même intervention, le président de la République — qui a proposé la libération de M. Govan Mbeki, soixante-dix-sept ans, qui purge une peine de prison à vie avec M. Nelson Mandela — s'en est violemment pris à la délégitimation d'Afrikansers qui, en juillet, à Dakar, a reconstruit l'ANC (Congrès national africain) (le Monde du 14 juillet). Il les a qualifiés d'« idiots naitifs » (à l'ANC), pour reprendre la formule de Léning, les accusant de vouloir « saboter les initiatives de réforme du gouvernement ainsi que sa légitimité et sa souveraineté ». Utilisant les termes de « saffari » et de « cirque », il a fustigé la « naïveté » de « ces pèlerins (...) utilisés pour promouvoir les

objectifs de la première phase de la révolution ».

Pour M. Botha, les entretiens de Dakar « n'ont pas du tout permis de résoudre les problèmes compliqués de l'Afrique du Sud, ils les ont seulement aggravés et prolongés ». Dorénavant, a-t-il souligné, le gouvernement « ne fera pas les yeux » sur les « crédules dakariens », bien qu'il eût laissé M. Frederik Van Zyl Slabbert et ses amis entreprendre ce voyage sans rien dire.

Le chef de l'Etat a annoncé que des mesures allaient être prises. Tout d'abord, un contrôle plus strict de la délivrance des passeports pour ceux qui « collaboraient avec les ennemis de l'Afrique du Sud ». « Le passeport n'est pas un droit », a déclaré le président, c'est un privilège. Ensuite, la création d'une commission d'enquête pour examiner les activités et le financement des organisations extraparlimentaires. Des dispositions doivent être prises pour réglementer plus sévèrement « le flux des fonds en provenance de l'étranger utilisés pour saper l'Etat ». Enfin, des mesures seront adoptées à l'encontre de « certains membres d'ambassades spécifiques » en Afrique du Sud. M. Botha n'a pas précisé lesquelles.

Répondant au chef de l'Etat, M. Van Zyl Slabbert a affirmé qu'il était « triste, à ce moment crucial de notre histoire, de voir le président de la République consacrer autant de temps, d'une manière indigne, à une affaire dont le but essentiel était de promouvoir la compréhension, de se débarrasser de stéréotypes et d'explorer les possibilités de négociations ». Le créateur de l'Idass (Institut pour une alternative démocratique en Afrique du Sud), organisme directement visé par les restrictions en cours d'examen, a fait remarquer : « Bien que M. Botha affirme que son gouvernement soit favorable à la négociation, celui-ci ne crée pas les conditions nécessaires ni ne déclare avec qui il est prêt au dialogue. »

M. Slabbert a reproché au chef de l'Etat de prendre prétexte de la violence pour refuser de s'engager sur le chemin de véritables pourparlers. A ce propos, M. Botha a déclaré que l'Etat d'urgence restait en vigueur « aussi longtemps que les révolutionnaires continueront de créer des troubles ». Il a réaffirmé que le Conseil national était « l'in-

strument approprié pour élaborer le futur constitutionnel du pays ». Il espère que le texte définitif pourra être adopté « si possible » au cours de l'actuelle session parlementaire et a confirmé que les Noirs urbanisés pourraient élire leurs représentants à cet organisme, seul et unique outil de dialogue pour le pouvoir, même s'il est rejeté par tous les leaders reconnus de la communauté noire.

MICHEL BOLE-RICHARD.

« Pamplonaises contre l'apartheid. — Un commando d'une quarantaine de membres de la CGT a défilé, jeudi 13 août, devant le ministère français des affaires étrangères plus de 150 coils de pamplonaises et d'oranges en provenance d'Afrique du Sud. Le bureau fédéral du syndicat appelle d'autre part à une manifestation lundi 16 août devant l'ambassade de la République sud-africaine à Paris pour soutenir les mineurs en grève et demander la libération de Pierre-André Albertini, le coopérant français condamné à quatre ans de prison.

Selon un organisme indépendant 300 000 mineurs seraient en grève

La grève des mineurs, qui a débuté le 9 août, se poursuit dans tout le pays. Si les représentants du patronat affirment que le mouvement commence à s'essouffier, le secrétaire général du syndicat national des mineurs (NUM) estime, pour sa part, que la grève est en train de faire tâche d'huile.

Selon les experts d'un organisme indépendant, le Labour Monitoring Group, 300 000 mineurs auraient cessé le travail, ce qui se rapproche du chiffre de 350 000 grévistes — que de celles des employeurs (moins de 200 000). Les deux parties se rejettent aussi la responsabilité des incidents qui émaillent le conflit. Ainsi, on apprend, vendredi 14 août, que la police sud-africaine avait fait évacuer par la force des mineurs en grève d'une mine d'or de Ergo, à l'est de Johannesburg, en tirant des balles de caoutchouc et des grenades lacrymogènes, faisant sept blessés, selon le syndicat, et un seul, selon les forces de l'ordre, qui ont arrêté en outre 23 personnes. (AFP, Reuters.)

Asie

INDE

Sécheresse et inondations : des centaines de victimes

En raison de la grave sécheresse qui affecte plusieurs Etats de l'Inde, tandis que d'autres sont ébranlés par des inondations, M. Rajiv Gandhi a renoncé, à une tournée d'une semaine qu'il devait faire, à compter du 24 août, en Allemagne de l'Ouest, en Hongrie et en Yougoslavie.

NEW-DELHI
de notre correspondant

On l'appelle *el illo*. C'est le nom d'un phénomène encore mal connu et dont les conséquences sont d'ores et déjà dramatiques pour une partie de la population indienne victime d'une sécheresse persistante. *el illo* prend la forme d'une montée de la température, qui empêche les

nuages de mousson de se diriger vers l'Inde. La presse indienne parle de la plus grave sécheresse enregistrée depuis un siècle, notamment dans les Etats de l'Ouest. Le paradoxe fait que, dans les Etats de l'est, ce sont les inondations qui provoquent des ravages. Dans les deux cas — sécheresse et pluies diluviennes — les conséquences économiques sont désastreuses.

Le gouvernement a créé un comité de crise chargé de surveiller en permanence l'évolution de ces deux fléaux naturels : un plan d'urgence a été mis au point pour importer plusieurs centaines de milliers de tonnes d'huile comestible, et des stocks de denrées alimentaires vont être acheminés vers les régions les plus affectées. Des mesures sont prises pour distribuer de l'eau potable dans les zones les plus déserti-

ques alors que, dans les régions de l'est, l'armée, équipée de bateaux et d'hélicoptères, est mobilisée pour sauver les victimes des inondations. Ces décisions donnent cependant l'impression d'être prises en catastrophe, et, au Parlement, l'opposition a dénoncé l'incapacité du gouvernement à prendre à temps les mesures d'urgence.

A Delhi, les files d'attente se forment devant les centres de distribution d'eau potable, où des batailles rangées se produisent parfois. Les prix des denrées alimentaires, notamment les légumes, connaissent depuis quelques semaines une augmentation atteignant 40 %. Au Pendjab et dans le Haryana, greniers à grain de l'Inde, on prévoit que le volume des récoltes sera amoindri de plus de 30 %. La situation est également jugée dramatique

en Orissa, où l'on parle de la mort de cent dix enfants depuis deux mois.

Les autorités indiennes ont pris des dispositions pour détourner au profit de l'agriculture une partie de l'électricité consommée par l'industrie, avec ce que cela suppose comme conséquences pour ce dernier secteur.

Dans l'est du pays, les inondations ont déjà fait cent cinquante-deux morts en Uttar-Pradesh et dans le Himachal-Pradesh, alors qu'au Bihar, en Assam et au Bengale (où l'on cite le chiffre provisoire de cent trente-sept), trois millions de personnes ont dû fuir leurs habitations dévastées par les inondations, et que certains districts sont totalement coupés du reste du pays. De l'autre côté de la frontière, au Népal, des pluies torrentielles ont déjà provoqué la mort de cent quatre-vingt-quatre personnes.

LAURENT ZECCHINI.

La Société anti-esclavagiste de Londres dénonce l'exploitation des enfants

GENÈVE
de notre correspondant

La Société anti-esclavagiste de Londres, une des plus anciennes organisations humanitaires, vient de présenter au groupe de travail des Nations unies sur l'esclavage un important rapport sur le travail des enfants en Inde. Ce document évoque le cas de l'industrie de confection des tapis en Inde, dont le personnel est composé pour moitié au moins d'enfants, surtout des garçons, âgés de six à quinze ans. C'est une industrie à forte densité de main-d'œuvre : c'est aussi une industrie dangereuse en raison des poussières de laine et des émanations de teinture qui contaminent l'atmosphère des ateliers.

L'emploi d'enfants de moins de quatorze ans est interdit — en vain — par la Constitution indienne aussi bien que par des règlements d'application dont le plus récent a été édicté en 1986. Au surplus, la durée du travail dans cette industrie excède celle qui est prévue de façon générale par la loi : les enfants travaillent au moins huit heures par jour dans des locaux sombres et mal aérés. Pour encourager l'exportation des tapis, le gouvernement indien a créé des centres de formation où des enfants apprennent le métier ; selon les chiffres officiels, on en forme ainsi 30 000 par an. Ces centres seraient cependant devenus de nouveaux locaux d'exploitation commerciale dont profitent les propriétaires d'ateliers, de tissage : les enfants qui y travaillent, considérés

comme stagiaires, ne perçoivent pas de salaire.

En 1984, la Cour suprême de l'Inde, saisie par le Front de libération de la servitude (Bonded Liberation Front of India) au nom des familles d'une trentaine d'enfants qui auraient été enlevés et soumis au travail forcé, avait nommé deux enquêteurs. Leur rapport révèle que, selon une pratique courante, dans la partie orientale de l'Etat de l'Uttar-Pradesh et les régions voisines, des enfants sont littéralement livrés par des intermédiaires à des confectionneurs de tapis en échange d'un prêt consenti à leurs parents à qui l'on promet que les jeunes travailleurs vont rapidement gagner suffisamment d'argent pour que les sommes empruntées puissent être remboursées. En fait, les salaires sont retenus indéfiniment au titre de frais d'apprentissage ou de logement (alors que l'enfant dort en règle générale par terre dans les couloirs de l'atelier) ou encore d'amendes infligées sous prétexte de fautes dans l'exécution du travail. Des cas de violence ont été signalés à la justice. Par crainte de représailles, les parents hésitent à reprendre leurs enfants.

La Société anti-esclavagiste recommande que le gouvernement indien veille à faire appliquer la législation en vigueur et, le cas échéant, en promulgue une nouvelle compte tenu des conclusions de la commission d'enquête nommée par la Cour suprême.

ISABELLE VICHNIAC.

CORÉE DU SUD

Les grèves continuent de s'étendre

Séoul, (AFP, Reuters). — Les grèves se sont étendues, le vendredi 14 août en Corée du Sud. Entre-temps les dirigeants syndicaux ont brandi la menace d'une grève nationale des conducteurs d'autobus.

La police a rapporté que deux mille mineurs avaient saqué la ville minière de Taebok, jeudi soir, s'en prenant aux domiciles des cadres de la mine et aux locaux de celle-ci, mais on ne fait état d'aucune victime. Un peu plus tôt, la police avait tiré des gaz lacrymogènes pour disperser des centaines de mineurs occupant une gare dans la localité voisine de Chongson.

Des responsables du ministère de l'énergie ont indiqué que, vendredi, quinze puits étaient en grève et que des conflits avaient été réglés dans quinze autres puits. Au total, ce sont deux cent cinquante entreprises qui, vendredi, étaient en grève ou dont l'activité était perturbée par des conflits sociaux. La pénurie de pièces détachées a entraîné la fermeture des cinq constructeurs d'automobiles du pays.

Les dirigeants du syndicat des conducteurs d'autobus ont brandi la menace d'une grève à l'échelon national si la direction ne leur accordait pas, d'ici à la fin du mois, de substantielles augmentations de salaires. Des responsables du ministère du commerce ont estimé de leur côté que, ces deux dernières semaines, les grèves ont déjà coûté 120 milliards de won (150 millions de dollars) à la production, et 60 millions de dollars aux exportations.

L'Institut de développement de la Corée, groupe de recherches gouvernemental, a estimé vendredi que les

hausses salariales obtenues par les grévistes diminueraient les exportations et entraîneraient inflation et chômage. Selon des responsables du ministère du travail, les entreprises sud-coréennes ont déjà augmenté les salaires de 7,5 % en moyenne cette année. M. Roh Tae-woo, président du Parti de la justice démocratique au pouvoir, a cependant estimé jeudi, dans une conférence de presse, que les grèves en faveur d'une augmentation des salaires et de meilleures conditions de travail étaient justifiées. « Dans le passé, le gouvernement a mis l'accent sur la croissance au détriment des dépenses en faveur des travailleurs. Maintenant, nous avons atteint le point où nous devrions appuyer la demande des travailleurs pour des salaires plus élevés », a-t-il dit.

Enfin, douze personnes au moins sont mortes et cinquante autres ont été grièvement blessées vendredi par une forte explosion dans une décharge de produits chimiques à l'ouest de Séoul. Dix ouvriers ont été tués dans un entrepôt voisin par la déflagration qui a brisé les vitres de l'aéroport de Séoul et des habitations à 4 kilomètres à la ronde, a indiqué la police. Deux enfants sont morts dans des incendies, provoqués par l'explosion, qui ont détruit six maisons.

Des milliers d'habitants ont été évacués. La police craint que des milliers de tonnes de produits explosifs enterrés sous la décharge ne prennent feu à leur tour. La décharge contient notamment du méthanol et du dissolvant. Le trafic aérien n'a pas été interrompu. On ignorait, vendredi en milieu de journée, la cause de l'explosion.

Diplomatie

ONU

Un expert roumain des droits de l'homme a disparu

GENÈVE
de notre correspondante

La trente-neuvième session de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, qui se tient à Genève, du 10 août au 4 septembre, vient de connaître, après quelques jours de routine administrative, un incident de taille : l'un de ses membres, renommé pour ses efforts sur la question des « disparitions involontaires ou forcées », l'expert roumain Dumitru Mazilu, a lui-même disparu. Quant à son suppléant, M. Mircea Nicolae, il était également absent.

Personne n'a eu de nouvelles directes, ni de M. Mazilu ni de sa famille, depuis des mois. Toutes les tentatives pour entrer en contact avec lui sont restées vaines. Les seules informations parvenues à la sous-commission sont contenues dans une lettre du ministère roumain des affaires étrangères affirmant que M. Mazilu a été victime d'une crise cardiaque en juin dernier et n'a pu, pour cette raison, se rendre à Genève. Quant à son suppléant, il aurait trop de travail.

M. Theo Van Boven, ancien directeur de la division des droits de l'homme des Nations unies, qui avait été contraint de démissionner pour des motifs politiques en 1982 et qui est présent à la sous-commission cette année en qualité d'expert des

Pays-Bas, a pris la parole en séance pour demander s'il ne s'agissait pas en l'espèce d'une maladie diplomatique. Son inquiétude a été partagée par M. Benjamin Whitaker, expert du Royaume-Uni, et Louis Joinet, juriste français, élu rapporteur. M. Vesevol Sofinsky, expert soviétique, a trouvé la question délicate, estimant qu'il était malaisé de politiser une maladie cardiaque. M. Miguel Alfonso Mariñez, l'expert cubain, a regretté que l'on n'évoque pas plutôt le sort des disparus dans d'autres parties du monde. Remarque pour le moins injuste, car peu d'hommes se sont autant préoccupés du sort des disparus argentins et chiliens que M. Van Boven, Joinet et Whitaker.

Toujours est-il que la disparition de l'expert roumain, intervenant après l'affaire Liviu Bota, autre fonctionnaire roumain de l'ONU à Genève dont on est sans nouvelles (le Monde du 16 juillet), est appelée à provoquer d'autant plus de remous que M. Mazilu avait été chargé par la précédente session d'établir un rapport sur « les droits de l'homme et la jeunesse », en analysant « les efforts et les mesures propres à révoquer les droits de l'homme et à en garantir la jouissance aux jeunes ». L.V.

Le Monde
sur minitel

REAGAN, C'ETAIT VRAI

36.15 TAPEZ LEMONDE

Amériques

Les négociations en Amérique centrale

- Soutien cubain au plan de paix pour le Nicaragua
- Salvador : appel du président Duarte au dialogue

Moins d'une semaine après la signature, le 7 août dernier, à Guatemala, de l'accord de paix mis au point par cinq présidents d'Amérique centrale, les prises de position se succèdent dans la région. Le président cubain Fidel Castro a ainsi apporté, le jeudi 13 août, son soutien à l'initiative, mais en proposant une négociation supplémentaire sur la présence militaire étrangère dans la région. La déclaration de Fidel Castro a été faite à l'occasion de la visite à La Havane du président nicaraguayen Daniel Ortega. Les deux chefs d'Etat ont qualifié de « hautement positif et de fait nouveau dans l'histoire de la région, l'attitude d'indépendance des pays signataires de l'accord de Guatemala auquel ont contribué considérablement les

efforts du groupe de Contadora et du groupe de soutien ».

Le président du Salvador, M. Napoleon Duarte, a, d'autre part, proposé, jeudi, à l'Assemblée nationale salvadorienne, de rencontrer, le 15 septembre prochain, les chefs de la guérilla pour mettre un terme à la guerre civile. La proposition de M. Duarte, qui fait aussi suite au plan de paix de Guatemala, est accompagnée d'un appel au président nicaraguayen pour qu'il tienne à la même date une réunion avec la résistance de son pays, la Contrata. Dans cet appel, M. Duarte demande aussi aux guérilleros du FMLN salvadorien (Front Farabundo Martí de libéra-

nationale) d'annoncer, avant le 30 août, s'ils adhèrent aux termes de l'accord de Guatemala. Si la réunion entre le FMLN et M. Duarte avait lieu, ce serait la troisième du genre depuis l'arrivée au pouvoir du président il y a trois ans. Les deux premières rencontres, les 15 et 16 octobre 1984 et le 30 novembre de la même année à Ayacucho, s'étaient soldées par des échecs.

L'administration américaine semble, elle, de plus en plus divisée sur la conduite à tenir face au plan de paix de Guatemala. Les dirigeants américains multiplient des déclarations relativement contradictoires concernant les modalités de l'accord, principalement sur le rôle et l'avenir de la Contra antisandiniste. — (AFP, Reuters.)

L'administration américaine divisée

WASHINGTON
correspondance

La coopération souhaitée par le président Reagan entre la Maison Blanche et le Congrès concernant la politique étrangère est menacée. Dans son discours du mercredi 12 août, le président Reagan exprimait l'espoir que l'initiative diplomatique américaine, associant la Maison Blanche au président de la Chambre des représentants, M. Wright, dans un plan de paix pour le Nicaragua, serait le point de départ d'une politique étrangère bipartite.

Mais, jeudi, le président Reagan a fait savoir, par l'intermédiaire de son entourage, qu'il envisageait de demander au Congrès d'approuver des crédits supplémentaires pour les « contras » pour la période allant du 30 septembre — date à laquelle l'aide actuelle doit prendre fin — et le 7 novembre, date fixée par le plan Arias pour le cessez-le-feu. Assimilant la formule à une sorte de « police d'assurance », M. Carlucci, conseiller principal pour les affaires de sécurité, a considéré que le plan Reagan-Wright n'empêchait l'administration de demander des crédits pendant cette

période de négociations sur le cessez-le-feu.

Dans une déclaration antérieure, M. Wright avait clairement indiqué qu'il ne souhaitait pas que le président demande une aide intermédiaire afin de ne pas compliquer les chances de la négociation. Tout au plus envisageait-il une aide « humanitaire » pendant cette période spéciale des négociations. M. Wright n'a pas encore commenté les intentions de la Maison Blanche. Ses adjoints ont indiqué que l'initiative d'une demande de crédits supplémentaires serait contraire à l'esprit de l'accord intervenu entre le chef de l'Etat et le président de la Chambre.

Au demeurant, ils ajoutent que le Congrès, et notamment la Chambre, rejeterait à une large majorité l'éventuelle demande de la Maison Blanche.

En fait, le président Reagan doit tenir compte des fortes réserves exprimées par le vice-président Bush et le sénateur Dole, leader de la majorité, à l'égard du plan Arias, ainsi que de la pression exercée par l'aile droite républicaine qui lui reproche d'avoir accepté ce plan, après, et non avant, cette démonstration de bonne volonté de Managua.

serait divisée. Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, et M. Baker, chef d'Etat-major de la Maison Blanche, favoriseraient la négociation et recommanderaient que rien ne soit entrepris qui puisse la compromettre au départ. En revanche, M. Weinberger, ministre de la défense, et M. Carlucci insisteraient pour qu'une priorité absolue soit donnée à l'aide aux « contras », au détriment du plan Arias et de l'accord avec M. Wright.

L'influence de M. Weinberger et Carlucci s'est fait sentir dans le discours de mercredi où, après avoir réaffirmé son « soutien total » aux « contras », le président Reagan a indiqué qu'il soutiendrait seulement les éléments du plan Arias « compatibles avec les intérêts des Etats-Unis ». Il faut s'attendre, dans cet esprit, à ce que le président prolonge l'assistance actuelle pendant quelques mois, au cours desquels les sandinistes pourront faire la preuve de leur sincère volonté de démocratiser leurs institutions. Le Congrès, dit-on à la Maison Blanche, devrait reconsidérer le programme d'aide aux « contras » après, et non avant, cette démonstration de bonne volonté de Managua.

HENRI PIERRE.

PÉROU

Le message d'Ayacucho

(Suite de la première page.)

Comment se sent-il ? Il dit sobrement : « Je suis encore là, vivant ». Aux tracts qui l'accusent de collusion avec l'armée et l'APRA, le parti social-démocrate au pouvoir, il a répondu par d'autres tracts : « Militant du PC, j'ai toujours combattu l'APRA pour sa doctrine réformiste, sociale et conciliatrice, pour son anti-impérialisme verbal. Je condamne la politique antisubversive, la répression, le génocide, les massacres, les tortures, les disparitions, les exécutions extrajudiciaires, les assassinats, c'est-à-dire le terrorisme de l'Etat, mais aussi le terrorisme des anarchistes. »

Ses arguments ont-ils des chances de remettre en cause la « sanction exemplaire prise par la justice populaire » ? Apparemment ne se fait pas d'illusions. Le maire de San Juan de Salinas, Zenobio Huarsalla, sympathisant des insurgés bien que critique des méthodes terroristes, vient d'être exécuté devant tout son village qui demandait qu'on « lui laisse la vie ». Le commando de la mort n'a pas cillé lorsque Huarsalla a rappelé : « A cause de vous, j'ai été arrêté, torturé, et pourrais, je ne vous ai jamais dénoncé. »

Une manifestation passe sous les fenêtres de la mairie. Ce sont des écoliers en uniforme gris. Ils ont écrit sur leurs cahiers : « Rendez-nous notre professeur ». Pour trois d'entre eux, c'est : « Rendez-nous notre père ». L'instituteur a été appréhendé l'avant-veille. Depuis, il est porté disparu. Le juge ne peut rien faire : « Ce qui se passe dans la garnison de Los Caballos échappe à l'autorité des pouvoirs publics ». Il montre une liste de plus de deux mille noms de détenus disparus.

Dans le théâtre Cervero, les dénonciations sur les atrocités se poursuivent. Un homme corpulent, assis au premier rang, demande la parole : « Vous ne me connaissez pas, dit-il. Je suis le nouveau préfet. Dorénavant,

adressez-moi toutes vos plaintes. Ma mission est d'éviter l'occupation, la spéculation, mais aussi de diriger la défense civile. » Ricanements du public. Face au chef du commandement politique et militaire, le général Sanchez, quel rôle peut jouer le préfet si ce n'est hisser les couleurs sur la grande place pour la cérémonie dominicale ?

Le préfet a été parachuté à Ayacucho il y a quelques semaines. Son poste est resté vacant pendant plus d'un an. Son prédécesseur était footballeur. Lui se définit comme « un spécialiste de la faune exotique ». Il a beaucoup voyagé, le Tohad, l'Afrique du Sud, l'Iran... Son hobby ? La photo. Il rêve de faire en huit mois un best-seller sur Ayacucho... Il sera aux premières loges de la « sale guerre » si le général le veut bien, et sans concurrents, puisque les journalistes ont interdiction de sortir de la ville.

Les ministres ont envoyé leurs émissaires au forum. Ils parlent des grands objectifs : « l'éducation pour la vie », « la santé pour tous », la décentralisation, et de l'œuvre réalisée, la construction d'écoles, de ponts, de puits, de kilomètres de routes, de pyloons à haute tension, de mètres cubes d'eau canalisés.

La « sale guerre »

Après chaque intervention, les récriminations de la population pleuvent. Elle parle de ponts fantômes, d'écoles quatre fois répétées et quatre fois inaugurées, de travaux d'irrigation conclu, alors que la première pierre n'a même pas encore été posée... La liste est interminable.

Développer Ayacucho ? Avec qui ? Les paysans fuient la « sale guerre », les villages se vident, la surface cultivée n'est que le tiers de ce qu'elle était en 1980. Elever la cochinilla (un parasite qui infeste les figuiers de barbarie et sert à fabriquer le colorant car-

min) sur 50 000 hectares rapporterait 70 millions de dollars par an et créerait 20 000 emplois, explique un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture ; industrialiser la laine de vigogne fournirait 20 millions de plus.

Guadalupe Callocunza, secrétaire du comité départemental des droits de l'homme, qui vient de purger trois mois de prison, intervient à son tour. « Tout ce bla-bla sur le développement, sur la justice, sur la paix, c'est pour faire oublier les 10 000 morts, les 2 500 détenus-disparus, les femmes mutilées, les milliers d'orphelins et de familles obligées à émigrer. »

Les animateurs du forum lancent une exhortation à la population : « N'acceptez pas le langage des fusils, ne vous résignez pas, mobilisez-vous ! » Plusieurs recommandations sont faites au gouvernement : mettre fin à l'absolutisme militaire, faire respecter la suprématie de l'autorité civile, l'indépendance du pouvoir judiciaire et le droit à l'information, sanctionner les responsables de la violation des droits de l'homme et protéger les victimes de la violence.

Le gouvernement écoutera-t-il le message d'Ayacucho ? L'ingénieur Walter Alejo Calderon, organisateur du forum, en doute : « Ici, ce n'est pas le président Garcia qui commande, c'est le commandement militaire. » Lorsque le commando militaire est contredit — notamment lorsque le gouvernement parle de sanctionner les responsables de violations des droits de l'homme, — il décrie la grève des bras croisés.

Au moment de la clôture du forum, c'est le brande-bas de combat à l'aéroport. Cinq cents « lyux », des soldats spécialisés dans la lutte anti-guérilla, arrivent en renfort. Dans deux maisons nettes d'Ayacucho, les équipes de Medecins sans frontières et de la Croix-Rouge plient bagage : le commandement a refusé de leur renouveler leurs sauf-conduits.

NICOLE BONNET.

Océanie

NOUVELLE-ZÉLANDE : élections générales

Une partie plus difficile que prévu pour M. Lange

Des élections générales ont lieu, le samedi 15 août, en Nouvelle-Zélande. Le Parti travailliste de l'actuel premier ministre, M. David Lange, demeure favori en dépit d'une nette remontée, dans les sondages de ces dernières semaines, du Parti national dirigé par M. Jim Bolger. Les questions économiques ont figuré au centre de la campagne électorale.

Le Parti national avait largement perdu les précédentes élections, en 1984, et ne contrôlait que 38 sièges sur les 95 de la Chambre actuelle, contre 55 aux travaillistes et 2 aux démocrates. Mais, surtout ces quinze derniers jours, les travaillistes, qui font une campagne très active, ont repris du terrain, réduisant leur retard, selon les derniers sondages, à 4 points, contre 23 il y a six semaines. L'issue du scrutin — le Parlement comptera, cette fois-ci, 8 sièges particulièrement disputés. Autrement dit, d'un revirement de moins de 4 % de l'électorat (2,1 millions d'électeurs pour 3,3 millions d'habitants).

La veille du scrutin, M. Lange, qui a fait une campagne controversée de poignées de main plutôt que de se lancer dans les grands meetings, demeurait toujours en tête. Mais les réformes économiques entreprises sous sa houlette par les travaillistes se traduisent par un bilan fort d'intérêt pour un parti dont les remèdes, une fois qu'il fut au pouvoir, n'ont guère été conformes à ses promesses électorales de 1984.

Certes, à l'époque, les travaillistes avaient hérité d'une situation peu brillante. Mais, trois ans plus tard, la dette extérieure, l'inflation et les taux d'intérêt ont atteint des niveaux records. Sans parler du taux de chômage qui, après avoir baissé de 10 % à 6 %, est de nouveau sur la pente ascendante.

Les réformes — mises au point par le ministre des finances, M. Roger Douglas, et surnommées, pour cette raison, *Rogernomics* — se sont traduites par une vaste dérégulation, une libéralisation du sys-

tème financier et une tarification plus réaliste des services publics. L'application de recettes préconisées par le Fonds monétaire international, l'introduction d'une économie de marché et la suppression des subventions aux fermiers ont favorisé le monde des affaires et provoqué un boom dans les villes. Mais le monde rural en a souffert.

En outre, le Parti national ne manque pas de reprocher aux travaillistes d'avoir, laissé les taux d'intérêt doubler en passant à 22 % et l'inflation atteindre le chiffre record de 18,9 %. M. Lange doit compter avec un certain désenchantement de son électorat traditionnel. La levée des subventions aux exportations et les pertes d'emplois consécutives aux privatisations ont, entre autres choses, été ressenties.

M. Lange rétorque qu'un mandat de trois ans est trop court et qu'il faudra deux fois plus de temps pour que ses réformes portent des fruits. « À l'heure qu'il est, le travail n'est qu'à moitié fait », a déclaré de son côté M. Douglas, en annonçant que de nouvelles réformes sont en préparation.

La politique anti-nucléaire de M. Lange — qui a provoqué le gel de la participation de la Nouvelle-Zélande au pacte de l'Anzus qui la lie à l'Australie et aux Etats-Unis — semble, en revanche, demeurer populaire. Le Parti national a promis de rouvrir les ports néo-zélandais aux navires de guerre américains. Il a même accusé M. Lange de vouloir ranger le pays dans le camp des non-alignés « en compagnie de la Libye et de Cuba ».

Mais c'est un terrain peu favorable, les sondages montrant que l'opinion publique approuve la ligne adoptée par M. Lange.

Pour ce dernier, qui n'est âgé que de quarante-cinq ans et serait, en cas de victoire, le premier dirigeant néo-zélandais à remporter deux victoires électorales consécutives, la partie s'annonce moins facile que prévu. M. Jim Bolger s'est révélé, pendant la campagne électorale, un bon tacticien que le premier ministre semble avoir sous-estimé.

J.-C. POMONTI.

HAÏTI

Le gouvernement approuve le projet de loi électorale

Le gouvernement haïtien a, le jeudi 13 août, le projet de loi électorale mis au point par un organisme indépendant, qui fixe la date de la première élection présidentielle depuis plus de trente ans au 27 novembre prochain. Le Conseil national avait mis en cause la légitimité du comité électoral, il y a quelques semaines, en tentant d'en réduire les pouvoirs. Les manifestations et les émeutes qui avaient suivi cette démarche avaient contraint le CNG à renoncer à un tel projet.

Aujourd'hui c'est le gouvernement lui-même qui a annoncé les conclusions du comité à la télévision. Les électeurs haïtiens devraient aussi désigner, lors du scrutin du 27 novembre, les deux Assemblées.

Le président du comité électoral, M. Ernest Mirville, a estimé, au moment où le mot d'ordre de grève générale a été levé, que la promulgation de la loi électorale pourrait aider à résoudre la crise. Il a tout de suite ajouté qu'il existait d'autres facteurs : « Jeudi les transports et les commerces fonctionnaient normale-

ment dans la capitale haïtienne, mais si les étudiants ont décidé de mettre fin à leur mouvement, 18 % d'entre eux seulement ont passé les épreuves du baccalauréat. Par ailleurs deux personnes ont été blessées par balles mercredi à Gonaïves, la cité de l'indépendance, au nord-ouest de Port-au-Prince.

Démarche française

Cette question des violences contre les manifestants en Haïti a d'autre part été soulevée à Washington lors de la visite de deux jours effectuée par l'un des trois membres du CNG, le colonel William Regala.

Le colonel, parfois considéré comme la véritable « homme fort » du gouvernement de transition, s'est entretenu jeudi avec des responsables du département d'Etat, après avoir rencontré la veille le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines, M. Elliott Abrams. Le climat de violence qui règne dans l'île des Caraïbes a aussi été évoqué par un représentant de l'organisation Frères des Hommes, M. Martin Luc Bonnardot, de retour en France après avoir passé sept ans en Haïti. Il a souligné que le mouvement paysan devenait « de plus en plus fort et organisé ». M. Bonnardot a aussi affirmé que les « menaces contre les cadres des organisations non gouvernementales sont courantes ».

Le ministre des affaires étrangères français a sur ce point demandé aux autorités haïtiennes de prendre des mesures pour mieux assurer la sécurité des mille huit français établis en Haïti, à l'indiqué jeudi en porte-parole du Quai d'Orsay. Cette requête survient après les violences infligées à trois ressortissants français dans la nuit de mardi à mercredi au cours desquelles la femme d'un homme d'affaires a été violée par des hommes revêtus de l'uniforme militaire (le Monde du 14 août). Le ministère des affaires étrangères a réclamé une « enquête diligente » pour retrouver et juger les coupables de cette agression. L'ambassade a entrepris une démarche identique et a assuré la prise en charge des trois victimes. — (AFP, AP, Reuters.)

CHILI

Eviction d'auteurs présumés de l'attentat contre le général Pinochet

Santiago du Chili. — Quatre membres de l'organisation Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR) se sont évadés, le jeudi 13 août, de la prison de Valparaíso, à 100 kilomètres de Santiago. Les détenus, incarcérés depuis dix mois par les autorités militaires, étaient accusés d'avoir participé à l'attentat manqué contre le président Augusto Pinochet, le 7 septembre 1986. Des soupçons pesaient également sur eux dans le cadre de l'enquête sur la découverte d'armes de contrabande dans le nord du pays, un mois auparavant. Les autorités pénitentiaires chiliennes affirment que Sergio Bushman, Ricardo Muñoz, Marcial Moraga et Andrés Espinoza, ont bénéficié d'une aide extérieure, qui leur a permis de tromper la vigilance des gardiens. Une vaste opération de police a été déployée afin de retrouver les fuyifs. — (AFP.)

Les députés de la majorité ont voté le projet de loi sur l'étatisation du système bancaire

LIMA
de notre correspondante

Le président Alan Garcia a remporté la première manche de la bataille légale qui se livre au Parlement pour l'approbation de son projet de loi d'étatisation du système financier. En effet, après trente heures de débat, les députés de la majorité ont voté, un à un, le jeudi 13 août, les vingt-deux articles de ce projet malgré l'opposition des représentants de la droite.

Ce projet de loi déclare « d'intérêt social l'activité bancaire, financière et celle des compagnies d'assurances », et la réserve à l'Etat, exception faite des banques étrangères. Il prévoit aussi l'expropriation des entreprises qui dépendent de ces holdings (plus de trois cents). L'indemnisation des actions expropriées se fera en argent comptant, et non pas sous forme de bons.

L'APRA, le parti au pouvoir, a fait une demi-concession à la gauche unie qui appuie cette étatisation — en acceptant l'incorporation d'un représentant des travailleurs à la direction des futures entreprises nationalisées.

La deuxième manche de cette bataille législative risque d'être plus serrée au Sénat. Près de la moitié des représentants de l'APRA ont, en effet, formulé de sérieuses critiques à l'encontre du projet de l'exécutif, à commencer par l'octogénaire sénateur Luis Alberto Sanchez, premier vice-président de la République. De plus, la Gauche unie a conditionné son appui à l'approbation préalable d'une amnistie qui devrait bénéficier à une centaine de prisonniers politiques membres de sa coalition.

Entre-temps, la polémique se poursuit, à coups de communiqués et de slogans, marches et contre-marches sur la place publique. Mercredi 19 août, quatre-vingt institutions dépendant de la Confédération des chefs d'entreprise ont prévu une grève symbolique. Le conservateur Parti populaire chrétien organisé, vendredi 14 août, une manifestation de protestation.

Le président Alan Garcia, après une tournée de cinq jours à l'intérieur du pays au cours de laquelle il a reçu l'appui de très nombreux partisans de la nationalisation des banques, est rentré à Lima. Il a immédiatement démenti l'affirmation du banquier Dionisio Romero selon laquelle sa campagne électorale aurait été partiellement financée par le Banco de Crédito, dont Romero

est propriétaire. « C'est un coup bas, a commenté le chef de l'Etat, mais c'est la preuve de l'ingratitude des centres de pouvoir économique dans la politique nationale... Comme je l'ai exprimé le 28 juillet dernier, ce projet de loi en débat a aussi comme objectif de mettre un terme à cette absence d'éthique et à cet usage illégitime de l'influence économique. »

N. B.

ÉTATS-UNIS

M. Reagan échappe à un accident... mais pas aux sondages

Washington. — Selon un sondage publié jeudi 13 août par la chaîne de télévision ABC, 63 % d'Américains pensent que le président Ronald Reagan a caché la vérité sur le scandale de l'« Irangate », et 38 % sont d'un avis contraire. Cette enquête a été réalisée auprès de 512 personnes interrogées par téléphone, juste après le discours télévisé du président Reagan sur l'« Irangate » mercredi. Dans un sondage d'ABC du 5 août dernier, 52 % des personnes interrogées jugeaient que M. Reagan avait menti et 44 % qu'il avait dit la vérité.

M. Reagan a, d'autre part, failli être victime d'un accident à bord de l'hélicoptère qui l'emmène dans son ranch de Santa Barbara, en Californie. Un petit avion de tourisme a frôlé l'hélicoptère, s'en approchant à quelques dizaines de mètres au-dessous de lui.

Le pilote de l'hélicoptère, Marine One, a dû faire une manœuvre, mais il s'est convaincu qu'il n'était pas sur une trajectoire susceptible de collision. Il considère cependant « l'incident comme très grave ». Le petit avion, un Piper Archer, se trouvait à 6 kilomètres au sud-est du ranch de M. Reagan, et survolait donc un espace aérien interdit. Il a été pris en chasse par deux hélicoptères de la suite présidentielle jusqu'à son atterrissage. Le pilote a été appréhendé et interrogé par les membres du service secret le soir même. Selon M. Fitzwater, porte-parole présidentiel qui se trouvait à bord de l'avion, aucun des passagers ne s'est rendu compte de l'incident. — (AFP.)

Proche

Commission des chasseurs de affirmé l'annul

La commission des chasseurs de affirmé l'annul

La commission des chasseurs de affirmé l'annul

La commission des chasseurs de affirmé l'annul

La commission des chasseurs de affirmé l'annul

La commission des chasseurs de affirmé l'annul

A TRAVERS

A TRAVERS

A TRAVERS

A TRAVERS

A TRAVERS

A TRAVERS

A TRAVERS

A TRAVERS

A TRAVERS

Proche-Orient

La tension dans le Golfe et l'attitude des grandes puissances

« La mission des chasseurs de mines sera de longue durée » affirme l'amiral Jacques Lanxade

Les mines découvertes en mer d'Oman ont « presque certainement » été posées par l'Iran, a estimé jeudi 13 août le Pentagone où l'on se prépare à une « coopération normale » avec les navires de guerre français et britanniques envoyés dans cette région, faute d'une force internationale proprement dite.

« Nous n'avons pas de preuves formelles » que l'Iran a bien posé ces mines, dont l'une a explosé lundi sous le pétrolier panaméen *Texaco Caribbean*, mais c'est « notre analyse », a déclaré le porte-parole du Pentagone, M. Robert Sims, désignant Téhéran pour la première fois aussi clairement.

Interrogé sur l'envoi de dragueurs de mines britanniques et français vers l'océan Indien, le porte-parole a indiqué que Londres et Paris ne s'engagent pas à ce que leurs forces opèrent de concert avec la marine américaine. « Mais nous pensons qu'il sera très utile d'avoir des forces dans la région pour draguer et chasser les mines. Nous aurons une coopération normale (...) mais il n'y a pas de couverture internationale (...) il n'y a pas de plan d'ensemble pour coordonner ces activités », a-t-il souligné.

L'amiral Jacques Lanxade, commandant en chef de la flotte française dans l'océan Indien, a estimé

pour sa part que « quelle que soit la tâche qui leur sera réservée, la mission des chasseurs de mines sera de longue durée ». L'amiral, qui devra assumer bientôt, en sus du commandement des deux navires patrouillant dans le Golfe et du groupe aéronaval parti de Toulon, celui des deux chasseurs de mines, a affirmé que depuis que l'on avait mouillé des mines en dehors du Golfe, on venait de passer « des manœuvres "Martire" à la guerre des mines ».

« Les navires français sont très perfectionnés. Les bâtiments détectent tous les objets qui jonchent le fond. La vitesse à laquelle ils progressent dépend donc du nombre d'épaves qu'ils rencontrent, et les eaux du Golfe se sont chargées de dernières années de toutes sortes de débris », a poursuivi l'amiral, qui a ajouté : « Le plus important pour les navires qui croisent dans la région, c'est l'anonymat de la menace. S'il est délicat de dire qui a posé les mines, il est cependant plus facile d'en déterminer l'origine en analysant les environs ».

Le trafic maritime en mer d'Oman, à proximité du détroit d'Ormuz, paraissait normal jeudi, une seule mine ayant été découverte dans la matinée, au large des Emirats arabes unis (EAU), où les

garde-côtes d'Abou-Dhabi ratissent depuis mercredi une zone de 76 kilomètres carrés. Il s'agit de la sixième mine découverte depuis lundi, sans compter celle qui a endommagé le pétrolier *Texaco Caribbean*. De source informée à Abou-Dhabi, on déclarait que les EAU ne « souhaitent pas régler » à l'offre de l'Iran d'envoyer des navires et des hélicoptères pour les aider à « nettoyer » leurs eaux territoriales. Un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères avait indiqué mercredi que la demande iranienne avait été transmise aux dirigeants des Emirats et avait réaffirmé qu'il

existait « des indices et des documents montrant que l'administration américaine ou ses agents dans la région ont posé des mines dans le Golfe et la mer d'Oman ». La radio de Téhéran a invité pour sa part les pays arabes du Golfe à « réunir leurs efforts pour que toutes les forces étrangères partent le plus vite possible » et à assurer eux-mêmes la sécurité du Golfe. La radio a ajouté que l'actuelle concentration de flottes étrangères était « une escalade en soi qui pourrait probablement se terminer par une immense explosion ». (AFP-Reuter.)

Tension et « surprimes » d'assurances

Comme il fallait s'y attendre, les assureurs maritimes, et notamment la plus grande compagnie, les Lloyd's de Londres, ont décidé d'instituer une « prime pour risque de guerre » pour les navires croisant en mer d'Oman, c'est-à-dire au sud-est du Golfe. Une décision qui intervient à la suite de l'accident du pétrolier panaméen *Texaco Caribbean*, endommagé après avoir heurté une mine dans ces parages.

Les assureurs élargissent donc à ce secteur maritime les dispositions en vigueur pour les navires entrant dans le Golfe proprement dit, après avoir franchi le détroit d'Ormuz, qui est la zone la plus « chaude ».

La « surprime » est de 0,125 % de la valeur du navire (1), mais la cargaison, en revanche, subit une augmentation. De la sorte, l'armateur d'un navire pétrolier qui vaut environ 10 millions de dollars devra verser une prime d'assurance pour risque de guerre de 12 500 dollars pour une période de quatorze jours.

La prime s'appliquant aux navires passant le détroit reste, elle, inchangée (0,5 %), mais elle avait déjà été fortement relevée au cours des derniers mois, passant de 0,225 % à 0,375 % en janvier et à 0,5 % en juin pour les voyages de deux semaines.

Depuis plusieurs années les assureurs, à la demande des compagnies de navigation, acceptent de couvrir les risques de guerre, c'est-à-dire les dom-

mages et destructions par engins militaires de toute sorte résultant de « circonstances de belligérance entre États ». La formule juridique consacrée est très large et concerne même la destruction de biens par armes nucléaires.

On distingue deux polices d'assurance : celle qui concerne le navire (dite police « corps ») et celle qui couvre la cargaison. Les armements français souscrivent en général des contrats d'assurance pour l'année à un prix fixe, les assureurs se réservant la possibilité d'instituer des relèvements ou des surprimes en fonction d'événements nouveaux selon la notion d'aggravation du risque.

Les compagnies d'assurances, dans la plupart des cas, se répartissent les risques et se réassurent, notamment à Londres. Mais, en France, la Caisse centrale de réassurance remplit aussi cette fonction.

Selon les Lloyd's de Londres, la guerre irako-iranienne, qui dure depuis sept ans, a déjà entraîné des pertes d'environ 1 milliard de dollars pour les assureurs maritimes. C'est globalement un sinistre sans précédent depuis la seconde guerre mondiale.

F. Gr.

(1) En mars 1987, un pétrolier de 250 000 tonnes âgé de cinq ans valait sur le marché d'occasion environ 9 millions de dollars (6,5 millions en mars 1986). Le même navire neuf était estimé à 49 millions (47 millions un an auparavant).

Moscou s'emploie à resserrer ses liens avec Téhéran

(Suite de la première page.)

Mais, a dit le porte-parole du gouvernement iranien, avec l'immense pression exercée sur le régime de Téhéran par les puissances occidentales conduites par les Etats-Unis, « tout est possible ».

Un accord politique est intervenu, d'autre part, entre l'Iran et l'Union soviétique pour permettre à Téhéran d'acheminer une partie de son pétrole par la mer Noire, a affirmé M. Kalampour Ardebili, vice-ministre iranien du pétrole, le mercredi 12 août. Depuis plusieurs semaines, l'Iran négocie avec Moscou la possibilité de former en oléoduc un ancien gazoduc, notamment à l'est, reliant les champs iraniens d'Agha Jari à la mer Noire en passant par Bakou, l'une des capitales pétrolières soviétiques sur la mer Caspienne.

Selon M. Ardebili, il faudrait « tout au plus trois mois de travaux techniques pour que ce gazoduc

puisse écouler du pétrole iranien vers la mer Noire à travers le territoire soviétique ». Cette ligne construite en 1970, et actuellement inutilisée, pourrait, selon l'Iran, écouler quelque 700 000 barils par jour de brut, soit environ 40 % des exportations iraniennes (1,7 million de barils/jour).

L'accord avec Moscou, s'il est confirmé, donnerait à l'Iran l'opportunité de contourner le détroit d'Ormuz et de maintenir un courant d'exportation même en cas de fermeture de celui-ci, ce qui ne lui était jusqu'ici pas possible. Elle offrirait aussi à Téhéran, jusqu'ici limité par les capacités de ses terminaux sur le Golfe, l'occasion d'accroître fortement ses ventes et sa production afin de rattrapper l'Irak, qui, grâce à une série d'extensions, de ses oléoducs, devrait, d'ici, la fin de l'année, devenir le deuxième exportateur mondial derrière l'Arabie saoudite.

Europe

AUTRICHE

Un Livre blanc sur le passé de M. Waldheim a été communiqué aux ambassades à l'étranger

VIENNE
de notre correspondante

Le quotidien conservateur autrichien *Die Presse* publie, dans son édition du 14 août, des extraits du Livre blanc consacré aux activités de M. Kurt Waldheim pendant la guerre. Ce document de cinq cents pages, qui a été communiqué aux ambassades d'Autriche à l'étranger, « confirme en gros », selon le quotidien, les réponses fournies par M. Waldheim lui-même aux accusations portées contre lui, notamment par le Congrès juif mondial. Ce texte, dans la mesure où il a été réalisé par des collaborateurs et des proches du président — en particulier son fils Gerhard et M. Kurt Gruber, qui fut ministre des affaires étrangères au lendemain de la guerre, — n'est sans doute pas de nature à satisfaire les détracteurs de M. Waldheim ni à dissiper leurs doutes sur ses activités dans la Wehrmacht.

« du service sur le front » en 1941, le Livre blanc explique que cela ne signifiait pas que M. Waldheim eût quitté l'armée à cette date. C'est sur la base de cette fautive interprétation de sa biographie que l'on a accusé M. Waldheim d'avoir menti sur son passé en gardant le silence sur plusieurs années de carrière militaire, affirmant les auteurs de Livre blanc. En effet, M. Waldheim a été affecté par la suite à d'autres postes, notamment dans les Balkans, comme interprète et officier de liaison.

Le Livre blanc reprend en onze points les principaux griefs adressés au président de la République, surtout sur son rôle dans les déportations de juifs grecs et dans les exactions commises contre les partisans yougoslaves, et arrive à la conclusion qu'il n'a pas eu le moindre pouvoir de donner des ordres.

WALTRAUD BARYLI.

● Rencontre Kohl-Waldheim. — Le président autrichien Kurt Waldheim a reçu le chancelier allemand Helmut Kohl, le jeudi 13 août, dans sa maison de campagne sur le lac Attersee, près de Salzbourg, en Autriche. M. Kohl passe régulièrement des vacances dans la ville voisine de Saint-Gilgen, et, selon le service de presse de M. Waldheim, les deux hommes d'Etat se sont rencontrés « comme les années précédentes ». — (Reuter.)

● Difficultés de formation d'une commission d'enquête sur M. Waldheim. — L'historien suisse Hans-Rudolf Kurz rencontre des « difficultés » à trouver suffisamment de personnalités qualifiées pour constituer la commission d'enquête sur les activités du président autrichien Kurt Waldheim pendant la seconde guerre mondiale. Parmi les historiens sollicités, seuls l'Allemand Manfred Messerschmidt et l'Israélien Yehuda Wallach ont donné leur accord. « Certains gouvernements », ainsi que le Congrès juif mondial, ont refusé leur collaboration, a indiqué M. Kurz dans un entretien accordé à Bâle à la Gazette juive, parue le jeudi 13 août. En juin dernier, le gouvernement autrichien l'avait invité à présider une commission internationale d'experts chargée de faire la lumière sur le passé de M. Waldheim. — (AFP.)

GRÈCE

Divisions au sein de la majorité sur la poursuite de la politique d'austérité

ATHÈNES
de notre correspondant

La poursuite de la politique de « stabilisation » et d'austérité économique suivie en Grèce depuis deux ans provoque de sérieuses divergences au sein du gouvernement et du parti au pouvoir, le PASOK. Son principal artisan, le ministre de l'économie nationale, M. Constantinos Mitsis, est loin de faire l'unanimité. Il est depuis une quinzaine de jours l'objet d'attaques et d'insinuations qui frisent parfois le dénigrement personnel.

M. Mitsis est partisan de la prolongation des mesures d'austérité au-delà du terme initialement prévu (fin 1987), avec des amendements qui atténueraient ses aspects les plus controversés, à savoir les restrictions des conventions collectives et le blocage des augmentations salariales au-dessous du taux d'inflation. Ses idées sont appuyées par les analyses d'organismes internationaux comme la CEE et l'OCDE.

Ses adversaires prônent des « relâchements » de la politique d'austérité et un accroissement des dépenses publiques. Des exigences dans ce sens ont été formulées dans plusieurs réunions auxquelles participaient ministres et membres du bureau exécutif du PASOK. Elles ont été liées aux spéculations actuelles sur l'avancement de la date des prochaines élections, prévues en principe pour 1989.

L'argument principal de M. Mitsis est que l'état de l'économie grecque se prête mal à des libéralités de ce genre. Pendant le premier semestre de 1987, l'inflation a atteint 10 %, alors que ce chiffre n'était escompté que pour décembre 1987. Même situation pour le déficit de la balance des paiements courants : les 1250 millions de dollars prévus pour l'année ont été presque atteints en juin. Quant au déficit du secteur public, on estime actuellement qu'il sera, en décembre, supérieur de près de 100 milliards de drachmes (environ 4 à 4,5 milliards de francs) à ce qu'on prévoyait.

Le ministre de l'économie nationale semblait jusqu'à-là avoir réussi à imposer ses arguments au sein du

THÉODORE MARANGOS.

CORRESPONDANCE

Le litige des Fourons

Nous avons reçu de M. José Happort, le bourgmestre des Fourons, la mise au point suivante, relative à l'article que nous avons publié le 2 août sur sa réélection à la tête de cette commune, peuplée en majorité de francophones, mais rattachée administrativement à la Flandre.

Je voudrais attirer votre attention sur une affirmation erronée. Vous écrivez : « M. Happort se refuse en effet à parler flamand dans l'exercice de ses fonctions municipales, conformément à la loi ». Rien n'est plus faux ! J'utilise régulièrement et conformément à la loi la langue néerlandaise dans l'exercice normal de mes fonctions de bourgmestre.

Le litige qui existe entre les Flamands et moi-même, c'est que je refuse de passer un examen linguistique, examen qui n'est pas prévu par la loi.

Nous sommes dans un système de suffrage universel et non de suffrage capacitaire !

Peut-être estimeriez-vous cette mise au point banale ? Pour ma part, il s'agit d'une question de principe fondamentale.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Un Antonov-26 abattu par un missile : 12 morts

Un avion de transport afghan assurant la liaison Kaboul-Khost (non loin de la frontière pakistanaise) a été abattu, le jeudi 13 août, par des résistants. Les douze personnes se trouvant à bord — sept passagers, dont deux enfants, et les cinq membres de l'équipage — ont été tués. L'appareil, un Antonov-26, a été touché par un missile sol-air de fabrication américaine Stinger au-dessus de la région de Dera-Mangal, a précisé le radio. L'Antonov-26 transportait en plus de ses passagers des marchandises destinées à la population de la région de Khost.

D'autre part, selon l'agence Tass, les forces soviéto-afghanes ont tué « des centaines » de moudjahidines lors d'une opération de représailles menée contre un groupe d'extrémistes qui terrorisent la population à Shikardara, dans la province de Kaboul. Le 9 août, la résistance avait fait état de la destruction de six pylônes électriques alimentant Kaboul. — (AFP.)

Egypte

Un ancien ministre de l'intérieur échappé à un attentat

Le Caire. — Quatre personnes, à bord d'une voiture Fiat-128 de couleur grise, ont été des coups de feu en direction de l'ancien ministre égyptien de l'intérieur, M. El-Nebawi Ismail, sans l'atteindre, a annoncé, le jeudi soir 13 août, un communiqué du ministère égyptien de l'intérieur.

L'attentat a eu lieu à 19 heures. Les tirs ont été dirigés vers M. Ismail, qui se trouvait au balcon de sa résidence de Mohandessin, banlieue immédiate du Caire. L'ancien ministre est sorti indemne de l'attentat. Selon l'agence du Moyen-Orient Meno, un « barbu », les extrémistes

musulmans portent généralement un collier de barbel se trouvant parmi les quatre agresseurs et deux personnes se trouvant sur les lieux ont été blessées, à la suite d'un échange de coups de feu entre les gardes de corps de M. Ismail et les auteurs de l'attentat. Ces derniers sont parvenus à prendre la fuite.

Ancien ministre de l'intérieur sous le président Sadate, M. Ismail avait mené, à la demande de ce dernier, une vigoureuse lutte contre les extrémistes musulmans durant l'année 1981, marquée par l'assassinat, le 6 octobre, du président Sadate. M. Ismail avait été remplacé par le général Hassan Abou-Bacha, nommé à ce poste par le président Hosni Moubarak. M. Abou-Bacha, connu également par ses campagnes contre les « barbus », avait fait l'objet d'un attentat le 5 mai dernier, alors qu'il regagnait son domicile. Atteint de plusieurs balles, il a subi, à l'étranger, plusieurs interventions. — (AFP.)

Fidji

Visite de M. Gaston Flosse

Le secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud s'est rendu, le jeudi 13 août, aux îles Fidji pour une visite de quarante-huit heures. Il est accompagné du vice-amiral Thieraut, commandant en chef des forces armées françaises du Pacifique sud. Le représentant du gouvernement français va remettre la croix de chevalier de la Légion d'honneur à un soldat fidjien ayant appartenu à la Force d'interposition des Nations unies au Liban. Le soldat Vukivuki et deux autres militaires fidjiens avaient porté secours à trois soldats français de la FINUL en août 1986. Les deux autres militaires fidjiens avaient été faits chevaliers de la Légion d'honneur le 14 juillet dernier au Liban.

La visite de M. Flosse est la première d'un membre du gouvernement français aux Fidji depuis que le gouvernement travailliste de M. Timoci Bavadra a été déposé par un coup

d'Etat militaire le 14 mai. Cette visite répond à une invitation du gouverneur général Sir Pania Ganielu, antérieure au coup d'Etat.

D'autre part, le premier ministre australien, M. Bon Hawke, a adressé une lettre à ce dernier dans laquelle il propose une amélioration des relations entre les deux pays, au point mort depuis le 14 mai. M. Hawke se déclare prêt à accepter la nomination d'un haut commissaire fidjien (ambassadeur) à Canberra, poste vacant depuis le coup d'Etat militaire à Suva. — (AFP, Reuter.)

Israël

Réouverture conditionnelle du campus palestinien de Bir-Zeit

Jérusalem. — L'administration israélienne a menacé de fermer définitivement l'université palestinienne de Bir-Zeit, ouverte le jeudi 13 août, en Cisjordanie occupée, si les étudiants provoquent de « nouveaux désordres », a indiqué la télévision israélienne, citant un haut responsable militaire. « J'espère que les quatre mois de fermeture de l'université auront servi de leçon aux étudiants », a ajouté ce responsable dont le nom n'a pas été précisé.

Le campus de Bir-Zeit, fermé le 13 avril dernier, a rouvert ses portes dans le calme. Cet établissement, le plus important de Cisjordanie (2 400 étudiants), a été fermé à dix reprises depuis 1967 par les autorités israéliennes. La dernière fermeture avait été suite à la mort par balle d'un étudiant au cours d'une manifestation. Quelques mois auparavant, deux autres étudiants avaient également été tués par balles lors d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Par ailleurs, le préfet israélien de la région nord d'Israël a décidé, jeudi, l'interdiction d'Al-Jamahir, un bihebdomadaire de Nazareth, la plus

grande ville arabe du pays. Le préfet a affirmé que ce journal est financé par une « organisation terroriste », le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP de M. Georges Habbache) et qu'il en est le porte-parole. — (AFP.)

Syrie

Damas aurait fourni à Washington un film sur l'expulsion d'Abou Nidal

Washington. — La Syrie, en communiquant aux services de renseignement américains une bande vidéo sur l'expulsion d'Abou Nidal, a fourni à Washington la preuve qu'il avait bien quitté le pays, a affirmé, le jeudi 13 août, le Washington Times.

Selon le quotidien conservateur, qui cite des sources au sein des services de renseignement américains et occidentaux, les Etats-Unis avaient demandé à la Syrie d'apporter la preuve du départ d'Abou Nidal avant la visite de M. Vernon Walters, l'ambassadeur américain à l'ONU, qui s'est rendu le mois dernier à Damas. Le film montre Abou Nidal quittant Damas après son expulsion de Syrie avec plusieurs centaines de membres de son organisation.

Ce document aurait permis aux services américains d'identifier Abou Nidal, qui, selon certaines informations, modifie régulièrement son apparence physique, ainsi que d'autres membres du conseil révolutionnaire du Fath, l'organisation qu'il a fondée en 1974 après avoir été expulsé de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). La Syrie a, semble-t-il, expulsé Abou Nidal dans le but de démontrer son opposition au terrorisme et d'améliorer ses relations avec Washington. La visite le mois dernier de M. Walters à Damas a constitué le premier contact de haut niveau entre les deux pays depuis le rappel de l'ambassadeur américain à Damas l'an dernier. — (AFP.)

Politique

L'échéance présidentielle

M. Olivier Guichard plaide pour une candidature unique de la majorité

M. Olivier Guichard député (RPR) de Loire-Atlantique et maire de La Baule, écrit le jeudi 13 août dans l'*Echo de la Bretagne* le grand débat : « Au milieu de cet été nous avons entendu parler par la presse des idées — non formulées mais non démenties — de Valéry Giscard d'Estaing sur l'intérêt qu'il y aurait à n'avoir qu'un seul candidat de la majorité à l'élection présidentielle de 1988. C'est une perspective qui a fait sourire dans le monde politique, mais qui demande peut-être que le sourire soit précédé d'une réflexion [...]. »

« Et y a-t-il d'autre part entre M. Barre et M. Chirac, s'ils se présentent, des enjeux dignes des affrontements solennels et dangereux ? »

« Est-ce le souci de faire dire aux électeurs de la majorité qu'il avait raison, du parti qui a gagné ou de l'adversaire impuissant de la coalition ? Est-ce la dissolution de l'Assemblée de 1986 ou son maintien ? Ou sont-ce les formalités d'une politique de l'investissement ? »

M. Le Pen propose une « concertation » à MM. Chirac, Barre et Létard

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et candidat à l'élection présidentielle de 1988, lance, dans une interview publiée par l'hebdomadaire *Le Point*, un appel à MM. Jacques Chirac, Raymond Barre et François Létard. « A l'orée de l'ouverture "officielle" de la campagne présidentielle pour mes concurrents, propose M. Le Pen, je suis aujourd'hui à M. Chirac, Barre et Létard : concertons-nous pour étudier les conditions de la victoire... Il faut d'abord bien, souligne le député de Paris, parvenir à construire la majorité victorieuse. Le plus tôt sera le mieux. Pour ma part, je suis prêt à étudier avec MM. Chirac, Barre et Létard les moyens pour y parvenir. »

Par ailleurs, M. Le Pen, qui tenait, le jeudi 13 août au Touquet (Pas-de-Calais), l'avant-dernier meeting de sa tournée estivale des plages, s'est présenté comme le « gendarme du crime » en évoquant les questions de l'immigration, de la défense civile, du SIDA.

A propos de l'immigration, il a affirmé : « Si on ne change pas de politique d'immigration, toutes les conditions objectives seront bientôt réunies d'une libération de notre pays. » Il a, à propos de la défense civile, qualifié de « non-assistance à peuplé en danger » le manque total de protection qui, selon lui, menace les Français en cas de conflit nucléaire ou chimique.

Quant au SIDA, il s'est défendu d'avoir voulu donner une connotation péjorative au terme « sidaïque » et a récusé le « droit que s'arrogent certains médecins à pouvoir être seuls à parler du SIDA ».

Avant la réunion publique, M. Le Pen avait été reçu par M. Léon Deprez, maire du Touquet et député apparenté UDF du Pas-de-Calais. « Je vous accueille, lui a dit M. Deprez, en tant que maire, comme j'accueille toutes les personnalités politiques, mais aussi en tant que député à l'esprit libéral. »

D'autre part, M. Jean-Pierre Schenard, député FN du Val-de-Marne, a jugé jeudi que M. Michel Hamon, député RPR de l'Isère, fait preuve d'« incohérence », car, « tout en appartenant au groupe d'amitié France-Afrique du Sud », il ignore les réformes entreprises par M. Pieter Botha. M. Schenard faisait référence à la dénonciation, par M. Hamon, des députés « hémiploques de la pensée » à propos de l'Afrique du Sud (le Monde du 14 août). Pour le député FN, les « états d'âme » de M. Hamon « sont les révélateurs des troubles politiques permanents qui affectent la partie molle du RPR ».



la Mode en tête!

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

POINT DE VUE

Un calendrier électoral surréaliste

par Joseph Franceschi, ancien ministre, maire d'Alfortville

SAUF aïe, le calendrier électoral des vingt prochaines années s'établit ainsi :

1988. — Election présidentielle (avril-mai) ; élections législatives (juin) ; élections cantonales (septembre).

1989. — Elections municipales (mars) ; élections européennes (juin).

1990. — Néant.

1991. — Elections cantonales (mars) ; élections législatives (mars) ; élections régionales (mars).

1992. — Elections régionales (mars).

1993. — Néant.

1994. — Elections cantonales (mars) ; élections européennes (juin).

1995. — Elections municipales (mars) ; élections présidentielles (avril-mai).

1996. — Elections législatives (mars).

1997. — Elections cantonales (mars).

1998. — Elections régionales (mars).

1999. — Elections européennes (mars).

2000. — Elections cantonales (mars).

2001. — Elections municipales (mars) ; élections législatives (mars).

2002. — Election présidentielle (avril-mai).

2003. — Elections cantonales (mars).

2004. — Elections régionales (mars) ; élections européennes (juin).

2005. — Néant.

2006. — Elections cantonales (mars) ; élections législatives (mars).

2007. — Elections municipales (mars).

On constatera à la lecture de ce tableau que hormis les années 1990, 1993 et 2005 (et à condition toutefois que n'intervienne pas une dissolution de l'Assemblée nationale), les Français se rendront jusqu'en l'an 2007 au moins une fois par an dans leurs bureaux de vote.

En outre, comme les élections sénatoriales sont des élections à deux tours, elles ne sont pas

indiquées-là, mais il faut tenir compte du fait qu'elles interviendront tous les trois ans à partir de 1989.

Une autre constatation saute également aux yeux à la lecture du tableau : non seulement les élections sont rapprochées, mais il peut arriver à certaines d'entre elles de se télescoper. C'est déjà le cas pour l'élection présidentielle et les cantonales de 1988, puisque l'on prévoit de reporter ces dernières de mars à septembre, en raison de la superposition des campagnes. Ce pourrait être aussi le cas en 1989, en 1994, en 1995, etc.

Ce télescage provient du fait qu'en vingt-quatre ans, le nombre des consultations générales a doublé. Sous le Troisième et le Quatrième Républiques, les Français se rendaient aux urnes pour élire leurs conseillers municipaux, leurs conseillers généraux et leurs députés. Aujourd'hui, ils élisent en plus le président de la République, les députés au Parlement européen et les conseillers régionaux, ce qui charge particulièrement le calendrier.

Regrouper les scrutins

Cette situation amène le pays à vivre en campagne électorale permanente. Cela n'est bon pour personne. Ni pour les électeurs, qui risquent d'être lassés et finalement de se réfugier dans l'abstention, ni pour les élus, qui ont besoin de tranquillité et de temps pour s'adonner à la réflexion et au travail. La France ne connaît pas d'une façon systématique les élections corrélatives. Celles-ci sont pourtant pratiquées couramment aux Etats-Unis, en Suède et en Espagne.

Il est donc très urgent de mener une étude approfondie et de dégager des propositions. Celles-ci devraient avoir tout d'abord pour objet de recueillir le maximum d'adhésions compte tenu des bouleversements nécessaires pour aboutir.

La solution qui apparaît la plus rationnelle consisterait à grouper les élections ayant le même caractère. Cette idée, qui de prime abord paraît simple, se heurte à deux obstacles : d'abord les assemblées locales n'ont

pas la même durée (le conseil général est renouvelé par moitié), ensuite elles n'ont pas été élues en même temps. Pour uniformiser la durée de ces assemblées, il faudra prendre deux mesures audacieuses : leur donner le même régime ; les aligner au départ en alignant le mandat actuel des unes et en réduisant celui des autres.

Ces observations étant posées, il semble raisonnable, pour le moment, de grouper les scrutins deux par deux en excluant bien entendu du système l'élection présidentielle et les élections législatives, qui doivent rester entièrement autonomes du fait de leur dynamique propre (possibilité de report du président, dissolution de l'Assemblée, etc.).

Au cas où cette hypothèse de jumelage serait retenue, le problème se poserait de savoir lesquelles des élections locales seraient couplées avec les élections européennes, qui, elles, conformément à un accord entre les Etats membres, doivent se dérouler tous les cinq ans. De son côté, l'assemblée locale qui sera élue en même temps devra lier la durée de son mandat à cette échéance. Or les membres des trois conseils territoriaux (municipaux, généraux, régionaux) sont actuellement élus pour six ans.

Ainsi posé, le problème se résume à une seule question. Laquelle, du conseil général (1) ou du conseil régional, sera élu en même temps que le conseil municipal (tous les six ans), l'autre étant élu en même temps que le Parlement européen (tous les cinq ans) ?

Quoi qu'il en soit, il faudra, pour tracer une nouvelle ligne de départ, passer par un impératif rigoureux : prolonger le mandat de certaines assemblées (ce qui sera chose facile) et raccourcir celui de certaines autres (ce qui le sera moins).

(1) Le renouvellement par tranches des conseils généraux n'a plus de sens aujourd'hui. Préconisé et adopté à l'occasion du vote des lois de 1833 et de 1871, il avait été inspiré à l'époque par le souci de protéger ces assemblées (pour la première fois élues démocratiquement) des secousses de l'opinion. Un siècle et demi plus tard, cette disposition n'a plus de raison d'être.

La situation en Nouvelle-Calédonie

« Nous ne cherchons pas l'affrontement » assure M. Jean-Marie Tjibaou

M. Jean-Marie Tjibaou, chef de file du FLNKS, a déclaré, le jeudi 13 août à Nouméa, après la conférence de presse de M. Bernard Pons indiquant qu'il emploierait les moyens nécessaires pour faire respecter l'interdiction de la marche des indépendantistes : « Ce n'est pas Bernard Pons qui, par ses interventions, déstabilise le droit fondé et positif du peuple calédonien à l'indépendance. »

Le même jour, dans un entretien à la Croix, M. Tjibaou précise qu'il ne « cherche pas l'affrontement » et qu'il maintiendra la mobilisation du FLNKS « sur d'autres formes d'actions dans le cadre des mesures prévues par Bernard Pons ». Il indique que « la décision du bureau politique » du FLNKS sur la manifestation de la marche « sera connue à la fin de la semaine ». Mais, ajoute-t-il, « la marche, c'est une action que l'on avait prévue s'il n'y avait pas d'interdiction. Maintenant on fera avec les possibilités que l'on a ».

Pour M. Jean-Marie Tjibaou, « la marche en soi n'est pas une fin, c'est l'indépendance qui est l'objectif ». « L'autre objectif, ajoute-t-il, c'est la mobilisation des militants. Ils l'ont rempli en préparant la marche. Nous maintiendrons la mobilisation sur d'autres formes d'actions dans le cadre des mesures prévues par Bernard Pons. »

Interrogé enfin sur l'envoi en Libye d'une vingtaine d'indépendantistes du Front uni de libération kanak (FULK), une des composantes du FLNKS, dirigé par M. Yann Céant Uregei, M. Tjibaou affirme que « ce jeu dessert le FLNKS ». « On se pose beaucoup de questions », ajoute-t-il, précisant que « le nécessaire » a été fait pour dire à M. Uregei « de revenir pour donner des explications ».

D'autre part, le FLNKS a annoncé vendredi à Nouméa, dans un communiqué de M. Yvonne Yevéne, qu'il refusait de participer à la campagne électorale officielle en vue du référendum sur RFO.

Communication

Après le forfait de M. Decaux

L'identité des repreneurs de RMC-TMC reste une énigme

Nouveau rebondissement dans la privatisation à suspense de Radio Monte-Carlo (RMC) et Télé Monte-Carlo (TMC) : M. Jean-Claude Decaux, l'un des deux candidats officiels à la reprise, vient de déclarer forfait. Présenté comme le favori de Matignon dans la course, l'inventeur des Aribus affirme que le prix demandé (500 millions de francs) est trop élevé pour lui, et que la propriété de RMC-TMC est « incompatible » avec la parfaite neutralité de sa société, qui doit « traiter avec les municipalités de toutes tendances politiques ». Et M. Decaux ajoute qu'il a prévu les pouvoirs publics de sa décision il y a deux mois.

Il y a deux mois, le même Jean-Claude Decaux proclamait sa candi-

dature dans un entretien à la revue *Communication et business*. Jusqu'au jeudi 13 août, les deux actionnaires de RMC-TMC, la SOFIRAD et la principauté de Monaco, le considéraient comme un repreneur éventuel. Faut-il en conclure que M. Decaux, proche de M. Jacques Chirac, a brusquement changé d'avis après la déclaration d'un conseiller de Matignon soutenant une mystérieuse troisième candidature « de dernière chance » ?

Théoriquement, le retrait de M. Decaux laisse seule en lice la candidature du publicitaire Jacques Douce, allié à Perrier. Mais le RPR n'entend pas laisser les deux stations aux mains d'hommes considérés comme trop proches de M. François Létard et de l'UDF. D'où une for-

midable pression politique pour élargir le tour de table à un troisième partenaire.

Ce dernier ne semble guère pressé de dévoiler son identité. Par ses liens politiques comme par sa stratégie audiovisuelle, Jacques Douce semble le candidat le plus plausible à ce rôle de repreneur masqué, mais le groupe publicitaire a démenti. Des informations, concordantes, désignent maintenant M. Jean-Luc Lagardère.

Le patron de Matra et de Huchette serait entré dans le tour de table. Cela n'est bon pour personne. Ni pour les électeurs, qui risquent d'être lassés et finalement de se réfugier dans l'abstention, ni pour les élus, qui ont besoin de tranquillité et de temps pour s'adonner à la réflexion et au travail. La France ne connaît pas d'une façon systématique les élections corrélatives. Celles-ci sont pourtant pratiquées couramment aux Etats-Unis, en Suède et en Espagne.

Il est donc très urgent de mener une étude approfondie et de dégager des propositions. Celles-ci devraient avoir tout d'abord pour objet de recueillir le maximum d'adhésions compte tenu des bouleversements nécessaires pour aboutir.

La solution qui apparaît la plus rationnelle consisterait à grouper les élections ayant le même caractère. Cette idée, qui de prime abord paraît simple, se heurte à deux obstacles : d'abord les assemblées locales n'ont

Rumeurs et remous

Il semble que l'Etat, dans cette affaire, ait renoncé à tout objectif de transparence. La privatisation de RMC-TMC ne suit ni les règles de la loi sur l'audiovisuel ni celles de la loi sur les privatisations. On ne connaît ni les candidats, ni le calendrier, ni l'appel d'offres, et les étapes essentielles de la vente semblent se dérouler en l'absence des principaux protagonistes.

On peut s'étonner d'un tel secret à propos de deux petites stations régionales. Il est vrai qu'en temps d'élections les radios privées ont toujours été considérées comme d'intéressantes sources de financement des campagnes.

Pendant ce temps, les méandres du processus de privatisation et les rumeurs contradictoires provoquent des remous dans les deux stations. TMC continue à perdre 2 millions par mois faute de pouvoir réinvestir dans une programmation cohérente. A RMC, où l'on évalue les sureffectifs à quelque deux cents personnes, on s'inquiète beaucoup d'un rapprochement avec Europe 1 ou RTL, qui pourraient se traduire par de nombreux licenciements. Une inquiétude que les deux autres radios périphériques commencent à partager.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Y.-M. L.

La remise en ordre de la bande FM

L'ultimatum de la CNCL expire le 30 août

C'est au 30 août, à 2 heures du matin, que le nouveau plan de fréquence de la bande FM parisienne entrera en application et que devront s'appliquer les décisions de la CNCL. Ainsi vient d'en décider la commission en lançant un ultimatum aux différentes stations : celui de cesser rapidement d'émettre et de libérer leur fréquence pour les radios non autorisées ; celui de rejoindre impérativement leur nouvelle fréquence pour les radios autorisées.

« Sinon, explique M. Yves Rocca, à la CNCL, nous adresserons à ces dernières une mise en demeure qui, si elle n'est pas suivie d'effets, pourra nous amener à retirer leur autorisation aux stations concernées. »

N'est-ce pas sur cette menace que compte essentiellement la commission pour contraindre les radios à faire régner elles-mêmes l'ordre sur la FM ? Les « sages » ne souhaitent guère jouer les rabat-joie ou les censeurs et ternir davantage leur image en provoquant interventions policières et saisies.

Aux radios autorisées sur une fréquence de faire le travail et de se débrouiller « par des arrangements à l'amiable ou par la voie du référé », pour que, au 30 août, la place soit dégagée. « Après tout, explique M. Rocca, leur situation est comparable à celle d'un locataire, titulaire d'un bail et usant des moyens de droit pour le faire appliquer. » Référé, condamnation sous astreinte, décision d'expulsion, etc. Ce n'est qu'en cas de complications que la CNCL pourrait intervenir et envisager, comme elle en a le droit une solution pénale.

Mariages et remariages

Skyrock puis Hit-FM ont déjà annoncé leur déménagement et des discussions sont en cours entre les radios sur les modalités des différents mouvements. Les exclus sont en revanche plus incertains. Plusieurs lorgnent sur la bande 106-108 MHz qui appartient à l'armée et sur laquelle la CNCL n'a encore aucun droit. Elles comptent sur les efforts de M. Rocca pour obtenir une ou plusieurs fréquences de l'armée — le ministre, M. Giraud, n'y serait pas

hostile, mais l'état-major rechigne — et peut-être une fréquence du service public.

En attendant, les exclus esquissent entre elles des rapprochements (Radio Algérie et Ici et Maintenant), des fusions (Future Génération et AAIM) et des mariages ou remariages (Radio 3 et Radio Bonheur). La liste des radios n'est en tout cas pas parue intégralement au *Journal officiel*, quelques cas litigieux devant à nouveau être examinés par les « sages » en assemblée plénière. Mais encore faudrait-il qu'elle annote un quorum apparemment difficile à réunir en ces temps de vacances.

ANNICK COJEAN.

Inquiétude en province

Après Paris et la région parisienne, c'est sur le cas de la bande FM de province (le Nord d'abord, puis la région Rhône-Alpes), que la CNCL va rapidement se pencher. Aussi les radios associatives, très nombreuses hors de la capitale, et inquiètes des choix faits par la commission à Paris, veulent-elles présenter des candidats. Les réseaux promettent de se montrer gourmands et annoncent déjà leur candidature pour des autorisations sur l'ensemble du territoire. Or la CNCL semble vouloir privilégier le critère de la viabilité économique des projets plutôt que leur intérêt culturel.

Regroupant beaucoup de ces radios depuis plusieurs années, la Confédération et la Fédération nationales des radios libres (CNRL et FNRL) se mobilisent pour défendre les stations associatives. Sans doute M. Rocca, chargé du dossier des radios à la CNCL, avait-il promis lors d'une entrevue avec la CNRL d'être « le rempart des radios associatives contre les radios commerciales », mais les responsables des syndicats n'en demeurent pas moins sceptiques.

Elles ont décidé de coordonner leurs efforts, de centraliser leurs informations et d'organiser à la rentrée différentes manifestations visant à exiger ce qui, disent-elles, avait été promis : pluralisme, culture et transparence.

Le scandale dans les prisons

De nouvelles émeutes au dix-neufième

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

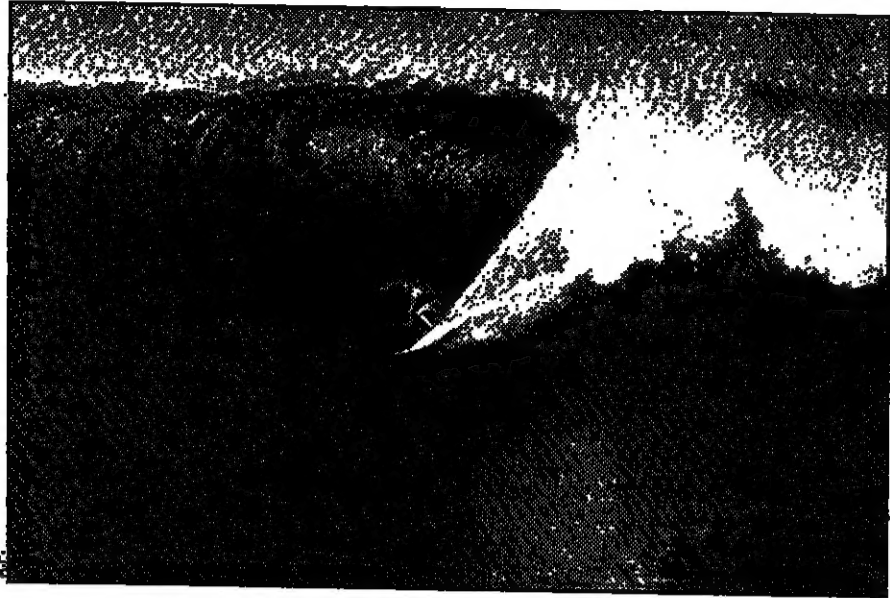
Les émeutes de la prison de la Santé, le 13 août, ont été le début d'une série de troubles. A la prison de la Santé, le 13 août, les détenus ont manifesté leur mécontentement contre la réforme de la prison. Ils ont brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur. Ils ont aussi brûlé des papiers, des vêtements, des meubles, des objets de valeur.

Le Monde

SPORTS

SURF : le championnat du monde

Les écumeurs de la Côte d'Argent



Trois épreuves du championnat du monde de surf ont lieu en France en cette fin d'été. A Lacanau, en Gironde, jusqu'au 16 août; puis à Hossegor, dans les Landes, du 19 au 23 août; enfin à Biarritz du 2 au 6 septembre. Ces compétitions opposeront les meilleurs professionnels de cette

En quelques années, la France est devenue le troisième pays du monde pour l'organisation des épreuves officielles du championnat du monde de surf. Il y a trente ans que ce sport est apparu à Biarritz. En 1957, Peter Viertel, mari de l'actrice américaine Deborah Kerr et auteur du scénario du *Soleil se lève aussi*, vient avec sa planche, de Pampelune, où se tournait le film, à Biarritz pour faire ce qu'on appelait alors du « surf-riding ». Des jeunes Biarritzois comme Joël de Rosnay et Michel Barland sont immédiatement séduits.

Sous l'égide de la Fédération de surf-riding, les clubs se multiplient dans la région et des compétitions sont organisées. L'engouement pour ce qui va vite devenir le surf gagne toute la côte atlantique au sud de Bordeaux et atteint aujourd'hui la Bretagne : la houle de l'océan engendre en effet les vagues régulières indispensables à ce sport. Il y a aujourd'hui 3 000 licenciés en France et près de 12 000 pratiquants, un chiffre qui augmente d'un tiers chaque année.

Si 50 centimètres suffisent, les compétitions ont souvent lieu dans des vagues de plusieurs mètres de haut. Il arrive même, comme à Hawaï cette année, que devant des centaines de plus de 10 mètres de haut certains professionnels remoncent. Il est vrai que s'élever d'une telle hauteur nécessite un grand courage : une chute conduit inévitablement le surfiste sous des tonnes d'eau, sa planche retenue à la cheville par une courroie de 2 mètres de long.

Folklore américain

Une compétition se déroule par élimination directe, comme au tennis. Les concurrents ont de vingt à quarante-cinq minutes pour évoluer. Les surfers sont notés par un jury. L'ASP, l'Association des surfers professionnels, souligne que doit être déclaré vainqueur « celui qui exécute les figures les plus critiques de la plus grosse ou de la plus belle vague sur la plus longue distance ». D'abord couché, le surfiste prend de la vitesse avec ses bras, puis se dresse sur sa planche, buste fléchi, bras écartés. Il fait corps avec la vague et montre son habileté et son style. La figure la mieux notée est le « tube » : le surfiste se laisse alors enfermer dans le creux de la vague qui se referme pour ressortir quelques mètres plus loin.

A ce sport qui pourrait se comparer à la corrida par son art de l'équilibre, c'est un jeune Américain de vingt et un ans, Tom Curran, qui domine depuis deux ans. Il affiche déjà 175 000 dollars de gains depuis le début de sa carrière (1). Avec le jeune Tahitien David Vetea, champion du monde amateur, c'est le plus apprécié du public connaisseur du Sud-Ouest qui se presse en foule aux compétitions. D'autant plus que Tom Curran, après avoir épousé une jeune surfeuse de la région, s'est installé à Biarritz.

Inventé au cours de cérémonies religieuses par les habitants des îles

du Pacifique qui chevauchaient des billes de bois, le surf s'est surtout développé aux Etats-Unis. C'est pour cette raison que la plupart des termes techniques, au demeurant difficiles à traduire, sont anglais. *Bottom-turn, cut-back, roller-coaster* désignent des figures dans les vagues. Mais il y a aussi tout un folklore — les surfers disent le « beach-life style » — qui accompagne le développement du surf en France. Sur fond de rock californien, comme celui du groupe Beach Boys, une mode vestimentaire est importée des Etats-Unis avec des shorts bariolés, des maillots de bain aux couleurs fluorescentes, des crèmes de protection solaire colo-

rées. Autant de signes de reconnaissance pour les surfers de Lacanau, Biarritz, Hossegor, Mimizan dans le Sud-Ouest ou de la Torche, en Bretagne, où le surf commence à se développer en même temps que la planche à voile.

Mais tout ce spectacle ne doit pas faire oublier que le surf, qui peut être pratiqué à tout âge, est une discipline exigeante nécessitant une condition physique à toute épreuve.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

(1) Les étapes du circuit professionnel sont dotées de 33 000 à 66 000 dollars de prix.

VOILE : la Course de l'Europe

Gilard en super-jet

Partie de La Haye le 12 juillet, la deuxième Course de l'Europe à la voile réservée aux grands multicoques s'achèvera samedi 15 août à San-Remo. *Jet-Services-V*, le catamaran de Daniel Gilard, a dominé l'épreuve en gagnant six des sept premières étapes.

« **POUPON-TABARLY.** Qui peut les battre ? » En illustrant la deuxième Course de l'Europe par un bras de fer entre le plus célèbre des navigateurs français et son disciple préféré, la revue de l'Union nationale pour la course au large ne se doutait pas que la réponse serait donnée par un expert en droit maritime de trente-huit ans, qui se qualifie lui-même en plaisantant de « marin d'eau douce » (1).

Avec ses cheveux coupés très courts autour d'un crâne bien dégarni et sa mise toujours soignée, Daniel Gilard n'a certes pas le « look » d'un baroudeur des océans. C'est pourtant au côté d'Eric Tabarly, sur *Pen-Duick-VI*, qu'il a découvert la compétition, après deux traversées de l'Atlantique en solitaire sur son petit *Muscadet*.

Curieusement, cet homme chaleureux, au physique plutôt commun, s'était bâti jusqu'ici une réputation de redoutable navigateur solitaire en participant à de nombreuses courses du *Figaro*, en gagnant la première Mini-transat en 1977, en terminant huitième, mais premier Français, de la Transat anglaise de 1980, ou encore quatrième de Lorient-les Bermudes-Lorient avec Hervé Mahire en 1983.

Après le dramatique naufrage de Patrick Morvan au large du Portugal, fin décembre 1985, c'est lui qui a hérité du mini-catamaran *Jet-Services-IV* (25,90 mètres) pour le dernier défi des monstres de l'océan, dans la Route du rhum 1986. Un

démontage peu après le départ ne lui a pas retiré la confiance de Roger Caille, le PDG de la Société lyonnaise de transports rapides.

Conçu à la limite maximale de la longueur désormais autorisée pour les multicoques de courses open (22,80 mètres), *Jet-Services-V* respecte les grandes options des catamarans de l'architecte Gilles Ollier : simplicité, légèreté, puissance, longueur maximale à la flottaison avec étraves droites et tirage optimal. Mais la plus récente réalisation de l'architecte-directeur des chantiers Multiplex (devenu une filiale de Jet Services) s'inspire visiblement des Formule 40, ces nouveaux catamarans de 12 mètres conçus pour les grands prix de vitesse à proximité des côtes.

Des champions de Tornado à la barre

L'absence de nacelle centrale, la légèreté et la rigidité de l'ensemble, entièrement construit en carbone (coques, bras de liaison et mâts), le grément qui accentue la prépondérance de la grand-voile (250 mètres carrés) sur le foc (70 mètres carrés), traduisent bien la volonté d'adapter le grand catamaran à la navigation sur... une seule coque. Ainsi, à l'étape d'Edimbourg, Daniel Gilard et son équipage ont gratifié les spectateurs d'un départ parfaitement maîtrisé avec l'une des deux coques à plus de 3 mètres au-dessus de l'eau.

Pour la Course de l'Europe, le skipper de *Jet-Services-V* a d'ailleurs confié la barre à trois champions de dériveurs : Yves Loday et Daniel Soubein, qui faisaient équipe en Tornado, le petit catamaran des séries olympiques, et au Canadien Gerry Rous. La navigation est assurée par Jean-Yves Bernot, le routier attiré de Philippe Jeantot, qui a gagné avec ce dernier la pre-

mière course de l'Europe sur *Crédit-Agricole-II* (devenu *Ericsson*), une autre réalisation de Gilles Ollier. Gaël de Kerengat et Serge Madec, des fidèles de *Jet-Services*, Olivier Despaigne et Paul Vatin, des anciens de *Royale*, complètent cet équipage très professionnel qui a été le seul à refuser d'embarquer pour une étape un journaliste-caméraman de Thalassa, pourtant prêt à participer à toutes les manœuvres.

Après l'éclatement de la première Course de l'Europe, marquée par des conditions météorologiques épuisantes en mer du Nord et en Méditerranée (mistral), les trimarans *Fléury-Michon* de Philippe Poupon, bien rodés par sa victoire dans la Route du rhum et son récent record de la traversée de l'Atlantique, et *Côte-d'Or* d'Eric Tabarly, taillé pour la brise, faisaient figure de favoris. Le petit temps qui a précédé pour la deuxième édition a permis de limiter la casse et n'a pas trop désavantagé *Jet-Services*, dont le baptême tardif avait réduit la mise au point à un mois.

Dans cette épreuve, où la tactique prime sur les options de navigation, avec des étapes courtes rompues au rythme d'un grand prix, le potentiel de vitesse supérieur de *Jet-Services* a fini par décourager tous les adversaires de Daniel Gilard, y compris Eric Tabarly. « Quand un bateau domine comme ça, ce n'est plus intéressant pour le public qui ne suit plus ce qui se passe, bougonnait le double vainqueur de la Transat anglaise à l'arrivée à Vilamoura (Portugal). Il marche le plus souvent à un ou deux mètres plus vite que tout le monde. Il doit gagner toutes les étapes. »

GÉRARD ALBOUY.

(1) Daniel Gilard vit à proximité de Nantes où il est resté fidèle à son club de toujours, le Sport nautique de l'Ouest, à Carquefou, sur l'Éréc.

Festival international du film d'aventures sportives

« Papy pôle » change d'horizon

HAKUBA de notre envoyé spécial

« **NOUS** sommes presque au Groenland. » La belle voix basse de Will Steger, le légat américain qui sillonne les glaces du globe avec ses chiens de traîneau est toute vibrante d'une saine excitation. Cartes polaires à la main, il lève d'un hublot à l'autre du Jumbo avec son complice Jean-Louis Etienne, le Français vainqueur du pôle Nord en solitaire voilà quelques mois. Une lecture indéfinissable dans le regard de celui qu'on a surnommé « Papy pôle ». Il fouille intensément le fascinant univers de mer sombre, d'icebergs, de sauvages donnelles de rocs givrés, royaume du froid qui le Japon a rattrapé du Boeing de la Japan Airlines, ramenant de Tokyo à Paris la fine fleur des aventuriers sportifs français. Un vol marathon via Anchorage en Alaska, flirtant avec le cercle polaire. Sublime clin d'œil de ces terres d'exploits offerts dans leur nudité minérale aux regards des alpinistes Christophe Profit, Jean-Marc Boivin, Eric Escoffier, les parapentistes Alain Estève, Jean-Noël Roche, le cascadeur parachutiste Alain Friot.

Jean-Louis Etienne, quarante et un ans, et Will Steger songent au plus fou des hasards qui les a fait se rencontrer sur la banquise du pôle Nord. Papy se croyait le jouet d'hallucinations. Il entendait des chiens aboyer — c'était Steger et son traîneau. Les deux hommes sont désormais lancés dans un formidable projet, dévolu à Hakuba au cœur des Alpes japonaises, 7 500 kilomètres en traîneau dans l'Antarctique en 1989/1990, six mois de croisière sur les terres glacées du « 7^e continent ». Trois traîneaux tirés par quatorze chiens chacun. Six hommes : le Français, l'Américain, le Soviétique Viktor Boyarski, trente-sept ans, représentant les trois pays organisateurs, et trois candidats, le Canadien Martin Williams, trente-six ans, et le Britannique Jeff Sommers, trente-trois ans, et le Japonais Keizo Funatsu, trente et un ans.

La deuxième édition des Journées internationales du film d'aventures sportives (JIFAS), lancées en 1986 par la ville d'Annecy et organisées cette année à Hakuba, au Japon, a attribué deux grands prix. L'un à Steger, réalisé par le Suisse Pierre-Antoine Héro sur une escalade de Catherine Destivelle dans une falaise d'un village suisse; l'autre à *Trilogie pour un homme seul*, de Nicolas Philibert, sur le fabuleux enchaînement de Christophe Profit (Grandes Jorasses, Eiger et Cervin). Le festival a aussi permis au vainqueur du pôle Nord en solitaire, Jean-Louis Etienne, de révéler son projet de traversée du pôle Sud : 7 500 kilomètres en traîneau.

Les équipages devaient s'élancer au début du mois d'août 1989 depuis Hope-Bay à l'extrémité de la péninsule antarctique, contourner la masse du mont Vinson (altitude 5 000 m), atteindre le pôle Sud proprement dit vers le 15 décembre 1989, et achever ce périple début mars 1990 à la station soviétique de Mirny. Le financement est évalué à 50 millions de francs. 24 millions environ pour la partie américaine, c'est-à-dire la fourniture de quarante-deux chiens d'attelage et de la logistique sur les deux premiers tiers du parcours. 24 millions également pour la France, qui construirait et équiperait un bateau spécial en aluminium de 36 mètres de long et 10 de large. Les plans de sa coque, de forme très arrondie, ont été étudiés pour lui permettre d'échapper aux contraintes des glaces en se soulevant au-dessus des plaques sous leur pression.

Le pôle Sud en direct

Vraisemblablement baptisé *Antarctica*, le bateau prendrait le départ de New-York pour une traversée de deux mois environ avec les quarante-deux chiens à bord. Quinze cabines et douze couchettes accueilleraient les équipages de traîneau, une équipe médicale et surtout les techniciens de télévision. *Antarctica* servirait d'appui logistique en contournant le pôle Sud, mais aussi de relais de transmission des images en direction des satellites.

Le continent était jusqu'à un des rares points du globe d'où les émissions télévisées étaient impossibles en raison de la rotondité de la Terre. Le pôle Sud en direct sur le petit écran, ce pourrait être une autre grande première de l'expédition. A Hakuba, trois chaînes (la

NHK japonaise, Channel 10 australienne et Antenne 2) ont déjà accepté de relever le défi. Côté sponsors, l'UAP, déjà supporter de l'expédition pour la tentative de Jean-Louis Etienne au pôle Nord, est la première société à s'engager financièrement dans la partie française de l'expédition.

Les Soviétiques, enfin, auront la responsabilité de la logistique sur le dernier tiers du parcours, grâce à leurs trois stations de Vostok, Komсомолка et Mirny. Les Soviétiques se sont très rapidement déclarés intéressés par le projet. Jean-Louis Etienne a été invité à plaisir à visiter Moscou et à Leningrad, où il a été accueilli très « officiellement » selon ses propres mots. Le petit tour de force diplomatique de l'aventurier français a été récompensé. Les 7, 8 et 9 juillet, les trois pays organisateurs (URSS, Etats-Unis, France) se sont réunis à Paris pour conclure un accord de principe qui devrait être ratifié par les Etats d'ici à novembre.

L'énorme pari de Jean-Louis Etienne et de Will Steger prend consistance. A la dimension sportive et scientifique, le vainqueur du pôle Nord a ajouté cette fois une dimension politique. « J'ai voulu changer de vitesse, explique-t-il. Il n'était pas question de recommander au sud ce que j'avais déjà réalisé au nord. Et sur ces terres qui n'appartiennent à personne, il fallait une aventure de dimension planétaire qui permette de focaliser l'attention sur l'Antarctique. Le traité international ratifié en 1961 préserve ce continent de l'exploitation industrielle. Il expire en 1991. Notre traversée est aussi un moyen spectaculaire de faire prendre conscience à tous de l'importance de ce morceau de globe qui appartient aux seuls scientifiques. »

Dès le mois de mars 1988, le Français fera son apprentissage des chiens chez Will Steger dans le Minnesota. L'Américain a accumulé quinze ans d'expérience avec les animaux. Il en a sélectionné quatre-vingt-cinq pour cette expédition. « Ces chiens pèsent environ 35 kilos, ont les pattes longues et une fourrure très épaisse. Mais surtout un bon esprit. Ils doivent aimer

ce », confie Will Steger. L'Américain a même croisé des chiens avec des loups pour améliorer ses athlètes de traîneau. Il a introduit dans son élevage des chiens de l'Antarctique fournis par les Néozélandais. Cette race est en effet plus rustique. Quarante-cinq bêtes seulement seront retenues. Elles auront parcouru 30 000 kilomètres à l'entraînement avant d'embarquer pour le pôle Sud.

Pour souder les équipages et les attelages, deux expéditions sont prévues au Groenland (mai/juin 1988) et au pôle Nord (mars 1989). Il ne restera plus alors à Jean-Louis Etienne, déjà baptisé « Papy pôle », qu'à gagner sur le terrain de l'Antarctique un nouveau titre : celui de « Papy pôle ».

MICHEL DESFONTAINES.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Grand Prix d'Autriche de formule 1. — Dimanche 16 août, à Zeltweg (TF 1, à partir de 14 h 20).

Athlétisme

Meeting de Cologne. — Dimanche 16 août (TF 1, à partir de 14 h 20).

Meeting de Zurich. — Le 19 août.

Pentathlon moderne

Championnats du monde. — Jusqu'au 16 août à Moulins (A2, samedi 15 août à partir de 14 h 40).

Boxe

Championnat du monde lourds-légers WBA-IBF : Holyfield contre Ocasio. — Samedi 15 août à Saint-Tropez (Canal Plus, 23 h 10).

Natation

Championnats d'Europe. — Du 18 au 23 août à Strasbourg (TF 1, dimanche, A2 tous les jours à partir de 16 h).

Football

Championnat de France. — Samedi 15 août (5^e journée); mercredi 19 août (6^e journée); sauf Niort-Saint-Etienne avancé au mardi 18 (Canal Plus, 20 h 05, direct).

Rugby

Challenge Yves-du-Manoir (1^{re} journée). — Dimanche 16 août.

Sports équestres

Championnat du monde de polo. — Les 15, 23 et 30 août à Deauville.

Lutte

Championnats du monde de gréco-romaine. — Du 19 au 22 août à Clermont-Ferrand.

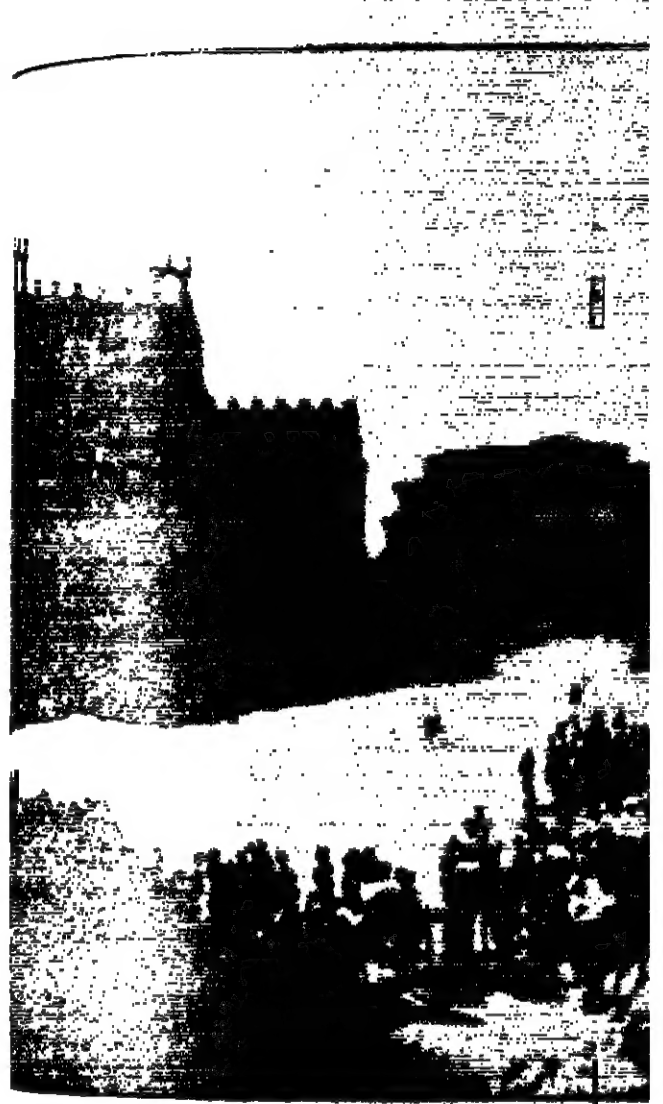
Omnisports

Jeux panaméricains à Indianapolis. — Jusqu'au 23 août.

Canoe-kayak

Championnats du monde de course en ligne. — Du 19 au 23 août à Duisburg (RFA).

ienne en cavalca



« Pierre Cierco »

La foule des défilés, qui se déroule dans les rues de la capitale autrichienne, est une tradition qui remonte à des siècles. Les participants, souvent des groupes de jeunes, défilent en portant des costumes traditionnels ou des costumes de leur propre conception. Les défilés ont lieu à l'occasion de fêtes locales, de fêtes nationales ou de fêtes religieuses. Les défilés sont très populaires et attirent de nombreux spectateurs. Les défilés sont une occasion pour les participants de montrer leur créativité et leur talent. Les défilés sont également une occasion pour les spectateurs de profiter de la vue de la ville et de la foule. Les défilés sont une tradition qui se perpétue depuis des siècles et qui continue d'être très populaire aujourd'hui.

Donnie Auld du Moyen Age

Le tournoi de joute médiévale, qui se déroule à l'occasion de fêtes locales, est une tradition qui remonte à des siècles. Les participants, souvent des chevaliers ou des nobles, se battent avec des armes médiévales. Les tournois ont lieu à l'occasion de fêtes locales, de fêtes nationales ou de fêtes religieuses. Les tournois sont très populaires et attirent de nombreux spectateurs. Les tournois sont une occasion pour les participants de montrer leur courage et leur talent. Les tournois sont également une occasion pour les spectateurs de profiter de la vue de la ville et de la foule. Les tournois sont une tradition qui se perpétue depuis des siècles et qui continue d'être très populaire aujourd'hui.

Les tournois de joute médiévale sont une tradition qui remonte à des siècles. Les participants, souvent des chevaliers ou des nobles, se battent avec des armes médiévales. Les tournois ont lieu à l'occasion de fêtes locales, de fêtes nationales ou de fêtes religieuses. Les tournois sont très populaires et attirent de nombreux spectateurs. Les tournois sont une occasion pour les participants de montrer leur courage et leur talent. Les tournois sont également une occasion pour les spectateurs de profiter de la vue de la ville et de la foule. Les tournois sont une tradition qui se perpétue depuis des siècles et qui continue d'être très populaire aujourd'hui.

هكذا هو الحال

FILE : la Course de l'Europe ard en super-jet

Sienna en cavalcade de combat



d'horizon

1. The first of these is the fact that the
 2.
 3.
 4.
 5.
 6.
 7.
 8.
 9.
 10.
 11.
 12.
 13.
 14.
 15.
 16.
 17.
 18.
 19.
 20.
 21.
 22.
 23.
 24.
 25.
 26.
 27.
 28.
 29.
 30.
 31.
 32.
 33.
 34.
 35.
 36.
 37.
 38.
 39.
 40.
 41.
 42.
 43.
 44.
 45.
 46.
 47.
 48.
 49.
 50.
 51.
 52.
 53.
 54.
 55.
 56.
 57.
 58.
 59.
 60.
 61.
 62.
 63.
 64.
 65.
 66.
 67.
 68.
 69.
 70.
 71.
 72.
 73.
 74.
 75.
 76.
 77.
 78.
 79.
 80.
 81.
 82.
 83.
 84.
 85.
 86.
 87.
 88.
 89.
 90.
 91.
 92.
 93.
 94.
 95.
 96.
 97.
 98.
 99.
 100.
 101.
 102.
 103.
 104.
 105.
 106.
 107.
 108.
 109.
 110.
 111.
 112.
 113.
 114.
 115.
 116.
 117.
 118.
 119.
 120.
 121.
 122.
 123.
 124.
 125.
 126.
 127.
 128.
 129.
 130.
 131.
 132.
 133.
 134.
 135.
 136.
 137.
 138.
 139.
 140.
 141.
 142.
 143.
 144.
 145.
 146.
 147.
 148.
 149.
 150.
 151.
 152.
 153.
 154.
 155.
 156.
 157.
 158.
 159.
 160.
 161.
 162.
 163.
 164.
 165.
 166.
 167.
 168.
 169.
 170.
 171.
 172.
 173.
 174.
 175.
 176.
 177.
 178.
 179.
 180.
 181.
 182.
 183.
 184.
 185.
 186.
 187.
 188.
 189.
 190.
 191.
 192.
 193.
 194.
 195.
 196.
 197.
 198.
 199.
 200.
 201.
 202.
 203.
 204.
 205.
 206.
 207.
 208.
 209.
 210.
 211.
 212.
 213.
 214.
 215.
 216.
 217.
 218.
 219.
 220.
 221.
 222.
 223.
 224.
 225.
 226.
 227.
 228.
 229.
 230.
 231.
 232.
 233.
 234.
 235.
 236.
 237.
 238.
 239.
 240.
 241.
 242.
 243.
 244.
 245.
 246.
 247.
 248.
 249.
 250.
 251.
 252.
 253.
 254.
 255.
 256.
 257.
 258.
 259.
 260.
 261.
 262.
 263.
 264.
 265.
 266.
 267.
 268.
 269.
 270.
 271.
 272.
 273.
 274.
 275.
 276.
 277.
 278.
 279.
 280.
 281.
 282.
 283.
 284.
 285.
 286.
 287.
 288.
 289.
 290.
 291.
 292.
 293.
 294.
 295.
 296.
 297.
 298.
 299.
 300.
 301.
 302.
 303.
 304.
 305.
 306.
 307.
 308.
 309.
 310.
 311.
 312.
 313.
 314.
 315.
 316.
 317.
 318.
 319.
 320.
 321.
 322.
 323.
 324.
 325.
 326.
 327.
 328.
 329.
 330.
 331.
 332.
 333.
 334.
 335.
 336.
 337.
 338.
 339.
 340.
 341.
 342.
 343.
 344.
 345.
 346.
 347.
 348.
 349.
 350.
 351.
 352.
 353.
 354.
 355.
 356.
 357.
 358.
 359.
 360.
 361.
 362.
 363.
 364.
 365.
 366.
 367.
 368.
 369.
 370.
 371.
 372.
 373.
 374.
 375.
 376.
 377.
 378.
 379.
 380.
 381.
 382.
 383.
 384.
 385.
 386.
 387.
 388.
 389.
 390.
 391.
 392.
 393.
 394.
 395.
 396.
 397.
 398.
 399.
 400.
 401.
 402.
 403.
 404.
 405.
 406.
 407.
 408.
 409.
 410.
 411.
 412.
 413.
 414.
 415.
 416.
 417.
 418.
 419.
 420.
 421.
 422.
 423.
 424.
 425.
 426.
 427.
 428.
 429.
 430.
 431.
 432.
 433.
 434.
 435.
 436.
 437.
 438.
 439.
 440.
 441.
 442.
 443.
 444.
 445.
 446.
 447.
 448.
 449.
 450.
 451.
 452.
 453.
 454.
 455.
 456.
 457.
 458.
 459.
 460.
 461.
 462.
 463.
 464.
 465.
 466.
 467.
 468.
 469.
 470.
 471.
 472.
 473.
 474.
 475.
 476.
 477.
 478.
 479.
 480.
 481.
 482.
 483.
 484.
 485.
 486.
 487.
 488.
 489.
 490.
 491.
 492.
 493.
 494.
 495.
 496.
 497.
 498.
 499.
 500.
 501.
 502.
 503.
 504.
 505.
 506.
 507.
 508.
 509.
 510.
 511.
 512.
 513.
 514.
 515.
 516.
 517.
 518.
 519.
 520.
 521.
 522.
 523.
 524.
 525.
 526.
 527.
 528.
 529.
 530.
 531.
 532.
 533.
 534.
 535.
 536.
 537.
 538.
 539.
 540.
 541.
 542.
 543.
 544.
 545.
 546.
 547.
 548.
 549.
 550.
 551.
 552.
 553.
 554.
 555.
 556.
 557.
 558.
 559.
 560.
 561.
 562.
 563.
 564.
 565.
 566.
 567.
 568.
 569.
 570.
 571.
 572.
 573.
 574.
 575.
 576.
 577.
 578.
 579.
 580.
 581.
 582.
 583.
 584.
 585.
 586.
 587.
 588.
 589.
 590.
 591.
 592.
 593.
 594.
 595.
 596.
 597.
 598.
 599.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

... ..

100-443887-100

20

10-10-68

1. 凡在本行开立存款账户的客户，均可向本行申请开立定期存款账户。

100

1. 姓名: 李德全
2. 性别: 男
3. 年龄: 45
4. 籍贯: 湖南长沙
5. 职业: 教师
6. 学历: 大学
7. 婚姻状况: 已婚
8. 子女情况: 一子一女
9. 健康状况: 良好
10. 兴趣爱好: 读书、运动

THE

1. 1950年10月1日，中华人民共和国成立，标志着中国历史进入了一个新的纪元。

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

[illegible]

1000

...the ...

Mais s'il est juste d'affirmer qu'un Palio se mérite, ce n'est certes pas pour ces seules considérations pratiques. Le visiteur qui débarquerait inopinément au pied du célèbre beffroi dit de la Mangia pourrait bien repartir déçu. Il aura vu durant deux tours d'horloge un somptueux défilé dont les

L'adéquation entre une ville et les générations qui s'y sont succédées jusqu'à aujourd'hui est le génie de Siennese. Son atmosphère est inimitable car elle s'est faite non par la volonté des planificateurs mais par les soins constants de ses habitants eux-mêmes. Sans cesse a dominé le respect d'une ville aimée : du décret de 1297 prescrivant pour les édifices créant la place du Campo l'utilisation de fenêtres à colonnettes « afin de créer un ensemble restant l'harmonie de la vie de la cité » jusqu'à l'ordonnance de 1965 qui interdit l'accès des voi-

Le binôme *Palio-contrade*, est depuis trois ou quatre siècles le moteur de la vie communautaire siennoise. De 15 000 à 20 000 habitants (du quart au tiers de la population) participent activement à la préparation des deux grands jours de l'année. S'étonnera-t-on dès lors que,

autant que jadis « belles par excellence » et fort galamment habillées », ne sont pas les moins ardentes en cette affaire. Quant aux adolescents, ils sont les acteurs désignés du cortège historique qui précède chaque course.

Est-il nécessaire de savoir tout cela pour apprécier un Palio ? Eh

Les *contrade*, que leur taille modeste et leur antagonisme déjà ancien rendaient pleinement acceptables aux nouveaux maîtres,

Le matin du grand jour, vers 10 heures, il pourra rôder autour de l'hôtel de ville pour reconnaître les *fantini* (jockeys) et commencer de se remémorer qui court pour qui et sur qui ! Il apprendra que ceux-ci sont presque tous sardes – les hommes de la Grande Ile sont réputés pour leurs exceptionnelles qualités physiques, – parce que jamais un cavalier siennois n'a réussi à faire bonne figure dans un Palio tant son implication émotive lui fait perdre ses moyens !

(Lire la suite page 10.)

ESCALES



Musique à bord

Vocalises dans le rugissement des cornes de brume : les sirènes seront à bord lors de cette croisière dédiée à l'opéra. En soirée, Mady Mesplé, soprano, interprétera des extraits du *Pays du sourire* de Franz Lehár, de *la Vie parisienne* d'Offenbach, et d'œuvres de Maurice Yvain et Vincent Scotto; Mathé Ahary fera revivre des opérettes de la Belle Époque. Un atelier de claquettes, des conférences de Claude Dufresne, animeront les journées. Enfin, puisqu'il s'agit d'une croisière, des excursions facultatives seront proposées aux escales.

Tourisme SNCF (renseignements au 45-63-05-81; dans ses agences : 127, Champs Élysées; 16, bd des Capucines; 11, bd des Batignolles et dans les gares), organisateur de ce divertissement, a fixé au 18 octobre le départ de Paris, en train, pour Venise, d'où le *Danse*, bateau de la compagnie italienne Costa, lèvera l'ancre à destination de Katakolon (Grèce), Istanbul, Kusadasi (Turquie) et de plusieurs îles grecques (Rhodes, Santorin, Mykonos). Au retour, il fera escale au Pirée et à Dubrovnik (Yougoslavie), avant de regagner Venise, le 30 octobre.

Le prix par personne, au départ de Paris, varie de 10 675 F à 24 365 F selon

l'emplacement de la cabine. Il comprend tout sauf les excursions facultatives qui seront régies à bord.

L'Inde en pensée profonde

Il faut être déjà épris de l'Inde et vouloir s'initier en toute sincérité à sa vie quotidienne ou à l'une de ses disciplines spirituelles pour choisir les formules de découverte mises au point par une nouvelle association, Caravanes (4, avenue Henri-Barbousse, 92600 Asnières; tél.: 47-93-36-20).

Deux propositions originales sont à noter : le trekking, quatre semaines, dont deux de marche en forêt jusqu'aux sources du Gange (28 jours, 9 600 F pour le forfait en pension complète et le voyage Paris-Paris); méditation et yoga lors d'un séjour de deux semaines dans l'ashram fondé par S.Y. Saravati qui enseigne le hatha-yoga à Rishikesh, village qui attire les pèlerins honorant Ganga Mata, la mère-Gange, fleuve sacré de l'hindouisme. Le voyage de vingt jours comprend trois semaines de visite à Delhi et coûte, de Paris à Paris, 8 900 F.

La brochure éditée par l'association Caravanes est déjà une brève et dense initiation à la civilisation indienne.

Un dimanche champignons dans l'Orne

Il ne suffit pas de savoir que l'amanite phalloïde est mortelle, encore faut-il la reconnaître. Pour ne plus avoir à porter sa cueillette chez le pharmacien, la Maison de Bagnoles-de-l'Orne (58, rue Rambuteau, 75003 Paris, tél.: 48-87-74-98) organise du 26 septembre au 25 octobre des « week-ends champignons ».

Les conditions climatiques étant ce qu'elles sont, la récolte devrait être abondante dans la forêt de Bagnoles-de-l'Orne où des mycologues attendent les amateurs qui penseront à se munir de bottes et d'un grand panier : on apprendra à séparer le bon grain de l'ivraie, à distinguer les vertus gustatives ou médicinales de telle ou telle espèce, et les cuisiniers des trois hôtels sélectionnés (le Manoir du Lys, le Bois Joli, et le Lutériat) se feront un plaisir de préparer la récolte et de révéler leurs propres recettes.

Du samedi matin au dimanche soir, le séjour dans cette station thermale, dotée d'un complexe sportif et d'un casino, est fixé, en pension complète, à 1 450 F pour deux personnes (800 F pour une personne seule).



Caucase chrétien

Elevé par l'altitude, assité par la géographie, chrétien par la civilisation : le Caucase. Dans les paysages austères de hauts plateaux, une architecture religieuse dont la première période (V^e au VII^e siècle) annonce l'art roman d'Occident et dont l'apogée se situe du XI^e au XIII^e siècle.

Le voyage en Arménie et en Géorgie mis au point par Optima Tours (12, rue Vignon, 75009 Paris, tél.: 47-42-10-38), spécialiste de l'URSS, commence par une journée à Leningrad, et une étape à Bakou (Azerbaïdjan) et se termine, après dix-huit jours, par une journée à Moscou.

Entre-temps, le groupe (20 à 25 personnes) aura consacré cinq jours à l'Arménie, visité Erevan, la capitale, les musées et le Matenadaran, une des plus grandes bibliothèques de livres et de miniatures du monde (20 000 manuscrits); puis, à partir de cette ville, les monastères de Geghark, celui d'Etchmiadzine, actuelle résidence du catholicos des Arméniens, la forteresse d'Arberd, le temple de style grec de Garni, et dans le nord du pays, les monastères d'Haghpat, Sanahin, et Odzoun. En

route vers la Géorgie, visite de Ketchik aux abords du lac Sevan.

En Géorgie, les voyageurs découvriront Tbilissi, l'ancienne Tiflis, puis Telavi, ancienne résidence des rois de Kakhetie, des églises et des monastères, la ville troglodyte d'Uplistsikhe et enfin, la cathédrale du roi Bagrat à Koutaïssi et le monastère de Guelati.

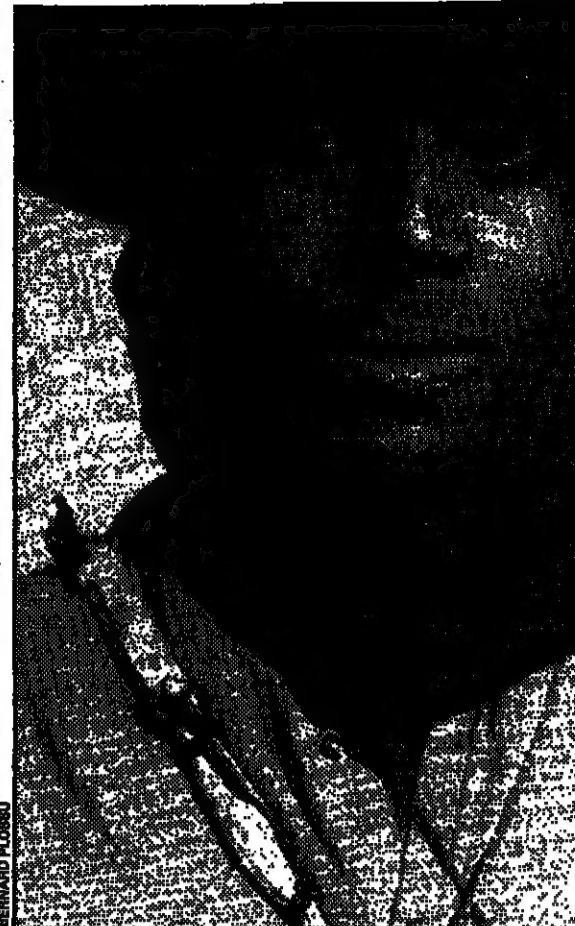
Ce circuit en pension complète coûte 10 900 F (de Paris à Paris) pour le départ du 5 septembre (retour le 24) et 9 900 F pour le voyage du 3 au 22 octobre.

Corot et Monet chez eux

Les paysages d'Ile-de-France ont particulièrement inspiré les impressionnistes. Pour évoquer leurs œuvres et leurs chefs-d'œuvre sur les lieux mêmes de leur création, l'office de tourisme de Mantes-la-Jolie (place Jean-XIII; tél.: 34-77-10-30) vient de mettre au point un circuit en autocar qui mène, en une journée, à la rencontre de Corot, Cézanne, Monet, Renoir, avec un détour par Braque et le cubisme (à La Roche-Guyon) et une incursion dans l'Eure, à Giverny, où Claude Monet peignit sa série des *Nymphéas*.

Avant Giverny, le visiteur aura déjà fait connaissance avec le maître des impressionnistes à Vétheuil (Val-d'Oise), où il déjeunera, non pas sur l'herbe, mais dans l'une des meilleures auberges du bourg. Tout au long du parcours, il aura profité des explications données par un conférencier de la caisse des monuments historiques.

Prix de la journée, tout compris : 230 F par personne en individuel, 200 F en groupe. Prochains départs : 23 août, 13 et 27 septembre, 11 et 25 octobre.



L'Afrique noire en clair

Remonter le Congo, de Brazzaville à Bangui, sillonner la région des lacs au nord du Burundi, suivre la piste des caravanes du sel dans le Niger : le guide touristique de la Maison de l'Afrique propose, pour sa première édition, bien d'autres itinéraires à travers les onze pays qui sont affiliés à cet établissement (Bénin, Burkina-Faso, Burundi, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Mali, Niger, Sénégal et Togo).

Créée en 1976 à l'initiative de la Conférence perma-

nente des compagnies consulaires africaines et françaises, la Maison de l'Afrique n'avait pas, jusqu'à l'an dernier, de département touristique; c'est désormais chose faite, et son guide, qui sera sans doute étoffé au fil des ans, contient déjà une belle somme de renseignements pratiques pour qui hésite à choisir une destination sur le continent noir.

Pays par pays, cet ouvrage de cent quinze pages (éditions Marcus) dresse un panorama géographique et culturel, détaillant notamment la faune et la flore des parcs nationaux, ainsi que les traditions locales. Il est en vente au prix de 55 F, à la Maison de l'Afrique, 2, rue de Vienne, 75001 Paris. Tél.: 45-08-35-87.

ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE	ÉTRANGER (voir norme)
2 semaines 76 F	2 semaines 145 F
1 mois 150 F	1 mois 261 F
2 mois 260 F	2 mois 482 F
3 mois 354 F	3 mois 687 F

Tarifs par avion, nous contacter :
tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le *Monde* à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, DIX JOURS avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au *Monde* du au
NOM Prénom
Mon adresse de vacances :
N° Rue
Localité
Code postal : Ville
Pays
Ci-joint mon versement F AV57

Pensez à nous signaler vos changements d'adresse dès maintenant (10 jours de délai) en nous indiquant votre numéro d'abonnement ou votre adresse actuelle

Sienna en cavalcade de combat

(Suite de la page 9.)

Le touriste apercevant peut-être le mythique Andrea De Gortis, d'un caractère si exécrable qu'on l'a surnommé « Vinaigre » (Aceto) et qu'il s'est fait parfois disqualifier, comme précisément cette année. Aceto a gagné treize courses — le record de tous les temps — et se déclare fier d'avoir « révolutionné la figure du fantino et fait de ce serviteur du Pallo un vrai professionnel ».

Peut-être même l'étranger sentira-t-il naître en lui une préférence — pour le quartier où se situe son hôtel, pourquoi pas ? Enfantillage, oui, mais aussi sérieux que celui qui le poussait, gamin, à la « guerre des boutons » contre ceux du village voisin.

Quatre-vingts secondes de folie

En tout cas, il comprendra mieux ces quatre-vingts secondes de folie aux approches du crépuscule : ces cris de joie ou de déception qui montent d'ici, de là, de la foule, selon l'ordre au départ que le tirage au sort *in extremis* réserve à celles et ceux que le curé vient d'accueillir dans l'arène de la *contrade* : Mariola, Tulipano, Bagnolo, Mariu et autres Amore, piaffant, hennissant sous l'eau bénite : ce véritable ululement échappé de dizaines de milliers de poitrines lorsque le *moissiere* libère la corde, lançant ainsi la course; cette indescriptible exaltation qui accompagne les trois tours et leurs habituels incidents (cinq chutes, le 2 juillet, avec quatre cavaliers se remettant de leurs fractures à l'hôpital, et un cheval, Brandano, superbe bête qui dut

être abattu, deux jambes brisées); les *contradaisti* vainqueurs (ceux de la « Forêt » — selva — au Pallo de juillet) qui envahissent l'arène à la seconde où claque le coup de *mortaretto* (pétard) annonçant la fin de la course; et ces centaines de Siennais qui pleurent, qui sanglotent, parce que leur champion a été battu; on peut même comprendre ces coups de poing qui volent dru longtemps parce qu'un quartier vaincu ne peut en cette minute terrible supporter les lazzi de l'ennemi séculaire.

L'étranger alors sera peut-être moins choqué d'entendre au cours du *Te Deum* qui suit dans la cathédrale (et où les mécréants avouent qu'ils poussent les autres pour avoir une place au premier rang) des blasphèmes proférés dans l'exaltation du moment;

l'archevêque lui-même, Siennais d'origine, a bien dû se faire une raison.

Sans voleurs ni drogués

Le visiteur admettra peut-être qu'on puisse dépenser autant d'énergie pour gagner... un rectangle de soie peinte, pas nécessairement très esthétique. Il s'étonnera probablement qu'un intérêt aussi soutenu pour le passé, loin de faire de Sienna une ville réactionnaire, coexiste avec un constant vote à gauche.

Il méditera sans doute sur le fait attesté par tous que la ville du Pallo est la plus sûre de toute l'Italie, quasiment sans voleurs ni drogués. Il ne manquera pas d'observer avec quelle maestria les hommes ont en cette affaire

dosé le hasard et la nécessité — laissant au sort la liste des *contrade* participant à chaque Pallo, l'attribution des chevaux à chacune d'elles et l'ordre du départ, mais accordant toute liberté sur le choix et la rémunération des cavaliers, et tolérant des pactes plus ou moins troubles entre alliés, portant sur des millions, pour tenter d'incliner le destin.

Enfin, avant son départ, le voyageur ira naturellement fureter dans les librairies pour choisir l'un ou l'autre des nombreux ouvrages qui peuvent lui apprendre ce qu'il ignore encore sur cette fête décidément bien étrange et en tout cas très éloignée de l'acception galvaudée du mot « tourisme ».

JEAN-PIERRE CLERC.

مكتبة القاهرة

سكنا صالون

LIRE

Comment passer sa vie en vacances

POURQUOI cette bougeotte collective au moment des vacances? Quelles réponses? Pourrait-elle être différente? Sommes-nous vraiment entrés dans la civilisation des loisirs? Autant de questions auxquelles répond un universitaire suisse qui propose une nouvelle compréhension des loisirs et des voyages.

Chaque week-end, chaque «pont», chaque congé, des millions de personnes prennent la route. Le voyage est devenu un phénomène de masse. Une «mobilisation totale», pour emprunter à ce spécialiste, Jost Krippendorf, une expression qui illustre bien le caractère quasi militaire de cet exode, entassant tous les ans, aux mêmes époques, des millions d'êtres humains dans des voitures, des autocars, des trains ou des charters pour les lancer vers le soleil, la mer ou la montagne.

Exode dont on a maintes fois dénoncé l'absurdité économique: villes désertées, appareil productif paralysé pendant presque tout

pays en voie de développement, encore que ce débat soit davantage mené par des intellectuels occidentaux que par des autochtones. Pas facile d'instruire le procès d'un tourisme pourvoyeur de devises, créateur d'emplois et de revenus et dont certains nationaux tirent de substantiels profits.

En effet, le tourisme est un conquérant pacifique qui agit souvent avec l'accord des gens en place, voire à leur demande. Il n'en débouche pas moins sur une nouvelle mainmise étrangère qui crée de nouveaux rapports de dépendance et de domination. D'où la naissance de mouvements opposés à un tourisme trop dépendant de l'étranger. D'où la volonté de ces pays ne plus être de simples réserves destinées aux vacanciers des pays nantis.

«Où tout cela nous mène-t-il?», s'interroge le directeur de l'institut de recherches des loisirs et du tourisme de l'université de Berne, sans pour autant céder à la facilité qui consisterait à instruire le procès d'une société à travers celui d'un tourisme considéré

Se dépayser pour guérir du quotidien ou pour l'enrichir? Un universitaire suisse attaque.

l'été alors que la plupart des infrastructures touristiques ne tournent à plein que quelques mois par an. Exode sur la justification duquel on ne peut manquer, par ailleurs, de s'interroger en observant ces vacanciers agglutinés sur les plages, entassés dans les campings ou faisant la queue au pied des pistes. Avant de regagner des cubes encore plus exigus que des HLM de banlieue.

On pense d'abord aux motivations «nobles»: la curiosité, le dépaysement, le désir de découvrir de nouveaux horizons et de connaître des sociétés étrangères. Pour constater qu'elles sont encore l'apanage d'une élite, d'une aristocratie du voyage et qu'elles n'expliquent guère le comportement des gros bataillons.

«Ils sont malades», répond très sérieusement Jost Krippendorf dans son livre. Ils ne se sentent à l'aise ni où ils sont, ni où ils travaillent, ni où ils habitent. Il s'agit donc, pour eux, de partir. A tout prix et aussi souvent que possible. Pour fuir la monotonie du quotidien, la rationalité de leur travail et la froideur de leur environnement habituel. Afin de les oublier pour pouvoir, ensuite, les affronter et les supporter de nouveau.

C'est ce que Jost Krippendorf appelle «le cycle de reconstitution de l'être humain dans la société industrielle». Un cycle qui voit le vacancier consommer le climat, le paysage, la culture et les habitants des régions visitées transformées ainsi en «espaces thérapeutiques». Une répétition d'où le cycle tire sa dynamique: «Nous travaillons pour prendre les vacances dont nous avons besoin pour reprendre le travail».

Cette thérapeutique néanmoins a ses limites. Partir chercher le changement, le vacancier se retrouve le plus souvent parmi la foule, dans les villégiatures bétonnées, des sites dénaturés, une atmosphère artificielle et en fuyant le quotidien, il retrouve le quotidien.

Personne ne conteste les répercussions négatives du tourisme dans les régions ainsi visitées ou «investies». Surtout dans les

comme une sorte d'opium des peuples.

Pas question, par conséquent, de remettre en cause les acquis de la société industrielle (à commencer par le droit aux vacances et aux voyages); mieux vaut réfléchir sur les moyens de maîtriser la civilisation des loisirs. Reste la conviction que «seules une autre société et d'autres conditions de vie engendreront un autre tourisme».

Recettes usées

Favorable à une nouvelle approche, l'auteur dresse l'inventaire des tendances qui, dans notre univers quotidien, pourraient changer nos mentalités et nos comportements et, par conséquent, la façon dont nous concevons nos loisirs et nos déplacements. Finalement, l'objectif n'est pas, selon lui, de réformer nos vacances mais de changer notre quotidien afin que «l'on ne parte plus pour l'oublier ou le fuir mais, au contraire, pour l'enrichir».

Nobles et ambitieux objectifs qui font paraître bien timides les propositions avancées par Jost Krippendorf pour «humaniser» le voyage. Passer de la théorie à la pratique n'a jamais été chose aisée. On s'en aperçoit une nouvelle fois ici avec ce catalogue de vœux pieux, dont l'accumulation transforme finalement la brillante démonstration initiale en fastidieux catalogue de recettes parfois usées jusqu'à la corde. Le sujet méritait assurément plus de fougue et d'ardeur, voire un petit grain de folie.

De quoi s'interroger sur le bien-fondé de l'option de Jost Krippendorf, qui, en privilégiant l'évolution de notre quotidien, se prive des possibilités d'expérimentation offertes par nos vacances. Après tout, les vacances d'aujourd'hui pourraient très bien préfigurer le quotidien de demain. Encore faut-il que les responsables de nos loisirs acceptent de jouer les éclaircisseurs.

PATRICK FRANCÉS.
* Les Vacances, et après?, de Jost Krippendorf. Collection «Logiques sociales», éditions L'Harmattan, 240 p., 120 F.

LA TABLE

Le maître d'hôtel

EST-CE un métier fichu? «Le service à l'assiette a mutilé le métier. Ce n'est plus un service mais simplement un transport d'assiettes...» Je trouve cette juste phrase dans un ouvrage qui vient de paraître, *Maître d'hôtel, la carte!* aux éditions Olivier Orban. Et le maître d'hôtel qui s'exprime ainsi n'est autre qu'Antoine Ventura, que nous connaissons chez Troisgros, chez Chapel et, aujourd'hui, chez Le Divellec.

Ouvrage intéressant, certes. Même si l'on peut discuter par exemple sur le fait qu'il y ait aujourd'hui carence de bons sommeliers, ou que le fromage en fin de repas ne soit pas «une nécessité» (je parle d'un repas de gourmand et à ce sujet Antoine Ventura remarque justement que, si le gourmet est une personne appréciant le raffinement en matière de boire et de manger, le gourmand est celui qui aime la bonne cuisine et est exigeant en matière de boire et de manger... ce qui est préférable à son sens).

Abordant guides et chroniques, il nous révèle que les inspecteurs du Michelin sont soit d'anciens cuisiniers ou d'anciens maîtres d'hôtel, soit des personnes ayant eu des responsabilités dans l'hôtellerie. En vérité, on ne le disait point. Mais il est vrai qu'il a demandé sa préface à André Tri-

chet, ancien inspecteur-chef du guide rouge!

Où l'ouvrage devient passionnant, c'est dans l'anecdote. On y voit croqués sur le vif le faux gourmet, le pique-assiette (et notons en passant la bonne préférence de Ventura pour la porce-

laine de Limoges en ces temps où la mode est au tape-à-l'œil du grand format des assiettes baroïques), les clients à chiens pas sages, les clients en bonne fortune, les kleptomanes divers, etc. (1).

L'ouvrage se présente en forme de dialogue avec Bernard Sobelman (qui signe de reste le livre). Il se proclame gastronomique mais n'admet point qu'on lui demande d'aller fumer son cigare au fumoir plutôt que d'empestier les voisins. Il n'aime pas, non plus, qu'on lui demande son téléphone lorsqu'il retient une table au restaurant. Il pourtant Ventura est formel: ils sont souvent dix pour cent de la salle, les mal élevés ayant retenu et n'ayant pas l'honnêteté de prévenir s'ils ont un empêchement. On songe au merveilleux J. P. Coffe qui, ayant le téléphone des malotrus, n'hésitait pas à le réveiller vers 2 heures du matin: «Allô, monsieur, nous vous attendons! Puis-je dire au chef de s'en aller?»

M. Sobelman aurait dû mieux lire ses épreuves, éviter l'h d'Emmentaler, savoir qu'au pluriel whisky s'écrit whiskies, mais surtout citer exactement Brillat-Savarin qui n'a pas écrit: «L'animal se nourrit, l'homme mange, l'homme d'esprit sait manger», mais: «Les animaux se repaissent, l'homme mange, l'homme d'esprit seul sait manger».

Revenons à Antoine Ventura, qui s'indigne justement du prétexte de l'al dente, qui fait servir des carottes crues, du poisson «rose à l'arête»; qui veut réserver aux curistes la cuisine (excellent au demeurant pour eux) diététique de Michel Guérard; se

moque de la SACEM des cuisiniers; regrette que la table soit, aujourd'hui, devenue un «spectacle» plutôt qu'un vrai plaisir gourmand.

Certes, un maître d'hôtel compte pour beaucoup dans le succès d'une maison. A condition qu'il soit un grand maître d'hôtel... Il n'y en a pas beaucoup sans doute car, pour bien payer qu'il soit, le métier est difficile, ne s'apprend bien que sur le tas. Exige ténacité mais aussi subtilité, psychologie et bonne humeur. Pris entre la cuisine et le client, il doit savoir «raison garder».

LA REYNIÈRE.

(1) Il y a aussi le client hésitant, poisson, viande... Comment est-il le curé d'après? Claude Sarrute le remarque justement dans son livre: «Comme si le maître d'hôtel pouvait lui répondre: Il est gras, dur, trop cuit, prenez donc une sole, le surêté, c'est moins risqué!»

MIETTES

• Pierre Dequien, qui crée à Lavellois le Jardin, vient de s'installer à Bormes-les-Mimosas (Var). Au Miroir bleu, restaurant à dominante méditerranéenne, et le Hangar, restaurant tahitien. A découvrir si vous passez par là.

• Aux Bouillottes d'or... Un docteur-lecteur gourmand vient de le découvrir après le Bortin gourmand qui donne une étoile à cette excellente maison, où J.-M. Cornut cuisine le français avec bonhomie. Menus à 185 F et carte: compteur 200-250 F (10, quai du Remontailou, 16110 Chaudes-Aigues, tél.: 71-23-51-42).

SEMAINE GOURMANDE

La Franche-Comté

C'est le restaurant de la Maison de Franche-Comté, donc une ambassade de cette province gourmande. On s'attardera alors à trouver à la carte la soupe de poissons avec sa rouille, la timbale de saint-jacques, un tartelette maison, que sais-je encore? Sans oublier l'inévitable chèvre chaud sur toast et le foie gras frais de canard. Alors, en attendant la potée jurassienne, les gaufres, le mets fain (promis pour cet hiver), on se réglera du bréai, des saucisses de Montbéliard, du morteau tiède «dans son jardin» (drôle d'endroit pour découvrir cette admirable charcuterie), de la daube de bœuf à l'arboisienne, du coq au vin jaune, etc. Les vins sont en majorité du pays (quel dommage de ne pas trouver sur la carte le château d'Arlay!) et le directeur comme le personnel sont infiniment aimables. Un menu à 160 F. Et la carte à 250 F environ. Cadre moderne, impersonnel.

2, boulevard de la Madeleine, 75008 Paris.
Tél.: 42-68-41-90.
Pas de fermeture.

La Coupe

Un hôtel de famille que M. Gatien a restauré: chambres fonctionnelles et, pour le centre de Paris, calmes (sur la rue de Turin). Mais sur la rue Clapayron, derrière, l'entrée particulière du restaurant: la Coupe. C'est la chose de Patricia, la fille de M. Gatien, apôtre du sous-vide, proposant un menu à 110 F à ses touristes étrangers, et une carte qui doit dépanner les gens du quartier (excellents escargots, harengs pommes chaudes, terrines diverses (entre 18 F et 32 F), plats (de 71 F à 85 F), fromages de chez Rayot et desserts pour des repas corrects (150 F environ).

• La Coupe, 4, rue Clapayron, 75008 Paris.
Tél.: 43-87-56-50.
Fermé samedi et dimanche.
CB-AE-DC.

L'Alsace

Jouxtant la Maison d'Alsace, c'est le restaurant-brasserie-type mais, dans son nouveau

décor, d'une élégance coasse avec, en sous-sol, une salle des plus agréables, tandis qu'en terrasse les touristes se regardent défilier, en quelque sorte.

Carte très représentative de notre belle province, avec aussi le plateau de fruits de mer (huîtres et coquilles) des brasseries classiques (et ici d'une fraîcheur garantie). De la tarte à l'oignon aux escargots, à l'aila-cienne, de la truite au riesling grand cru 1983 et le gewurztraminer vendanges tardives 85, notamment. Belle collection d'œuvres de vie du pays (Massenex). A la carte, compter 150-250 F.

• L'Alsace, 39, Champs-Élysées, 75008 Paris.
Tél.: 43-59-44-24.
Pas de fermeture, ouvert tard le soir.
AE-DC-CB.

Le Clos Saint-André

L'allure d'un gentil bistrot de quartier, mais avec une cuisine de bon chef de talent: André Montalan en l'espèce, dont les plats (croustade de corvilles financière, petit salé salade de lentilles, rognon de veau grillé, œufs meurette, quenelles de brochet au coulis d'écrevisses, sauté provençal aux pâtes fraîches) ont la franchise d'une cuisine d'autrefois, sincère et sans embrouillaminis à la mode. Vins à moins de 100 F (une dizaine) et un menu à 110 F d'un rapport qualité-prix remarquable. Mais choisissez la carte et, le soir, dans le calme bienfaisant du quartier, le chœur amical du service, le gouteux (l'utilise ce mot que n'aime pas un lecteur car il me semble bien exprimer la chose) des plats. Compter 250 F.

• Le Clos Saint-André, 21, rue de Turin, 75008 Paris.
Tél.: 45-22-65-34.
Fermé samedi et dimanche.
En août, ouvert seulement aux déjeuners.
CB.

L. R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Maison de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITES
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-85-43-56 - Tél. 470-111.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-85-35-60
Petit centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, tél. direct, minibar.

Montagne

05490 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD + TENNIS
Chamb. et duplex + cuisine, dep. 350 F pers./sem. Tél. 92-45-82-86.
BEAUREGARD + TENNIS + PISCINE
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-82-82.

Pyrénées

AU PIED DES PYRÉNÉES
FORAÏT 7 jours pens. ou 1/2 pens. Tarif. doc. RELAIS ASPÔIS, 64400 OLORON.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation: 41-52-32-333 VENISE.
Tél. 411 150 FENICE I.
Directeur: Dante Apollonio.

Suisse

LOC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. COTTI
Tél. 10-41/93/330232 - Tél. 846143
Via Sempione, CH 6400 LOCARNO.

Le Monde sur minitel

VACANCES : PARTIR DEMAIN...

Pour ceux qui s'y prennent à la dernière minute

3615 TAPÉZ LEMONDE puis VVF

Deux musées insolites à Paris, le Kwok On et le Camondo

Quand la flûte chinoise cache son jeu

La civilisation fut, de tout temps, l'un des attributs de la Chine. Il existe, à Paris, un beau musée chinois. Le musée Kwok On, si court, si discret, qu'il se fait carrément invisible. Ce qui est quand même un peu trop de tact pour un musée.

Le musée Kwok On se dissimule dans le quartier du Marais (les marais sont l'assise d'édification des petits ducs chinois), tout au fond d'une cour intérieure, et si vous passez, même lentement, sur le trottoir, vous ne pouvez pas le deviner.

Résultat : il n'y a pas beaucoup de visiteurs, mais ceux qui y vont, c'est bien sûr, parce que les « sœurs de Paris », autochtones ou étrangères, ont parfois du temps devant soi. Or les belles choses de la Chine ont, comparées à celles des autres pays, une vertu supplémentaire : elles irradient une quiétude, une sagesse, et une gaieté. Ce qui est bien salutaire. Laquelle d'entre nous n'a pas besoin de ça ?

N'importe quelle image, n'importe quel conseil, l'écoute de la Chine sont de bon conseil. Écoutez le Livre des Bienveillances :

« Si des hommes armés se trouvent en faction dans de nombreux cantons ou même à courte distance de la capitale, c'est une honte pour les ministres. »

Cela dit, la sagesse chinoise s'applique volontiers aussi à des choses moins politiques, plus privées :

« A table, quand vous êtes invités, ne faites pas de bruit en mangeant, ne rongez pas les os, ne saisissez pas les morceaux comme une proie que vous ne voulez pas lâcher. » Et cette recommandation, plus intermédiaire : « Ne remettez pas dans le plat le chair de poisson que vous retirez de votre bouche. »

Un cas cas les plus « tangents » de la politesse chinoise est celui de l'épouse renvoyée chez ses parents. Le mari doit à la fois rester correct, et les parents de l'informuler.

tiennent, tout en admettant peut-être les imperfections de leur fille, à garder leur amour-propre :

« Lorsque l'époux répudie sa femme, le message qui l'accompagne doit lui dire que sa maison paternelle désire à ses parents : notre humble maître n'est pas assez intelligent pour servir avec votre fille les esprits de la terre et du grain, je me permets d'en informer les maîtres de votre maison. » Et les parents répondent : « Certainement, dans les informations qui précèdent le mariage, nous n'avons pas fait connaître les manques de notre humble fille qui ne nous sont pas connus. Pouvons-nous, respectueusement, nous permettre de ne pas nous être

Il faut dire que l'on y voit des objets pas ordinaires. Par exemple, une peinture faite par un médium. Les médiums, en Chine, ont des dons de perception et d'expression particuliers, qu'ils saisissent en se faisant mille visions, avec des larmes agitées, des boules hérissées de pointes, des os de poisson (qui, bien sûr, sont exposés là). L'un de ces médiums s'est taillé la langue dans un élan d'enthousiasme créateur et, en promenant sa langue en sang sur un magnifique papier blanc de murier, il a peint une figure très étrange, qui vous fascine, c'est bien le moins.

Un peu plus loin, nous voyons un autre artiste, moins radical mais aussi

Chaque été, en particulier dans le grand calme du 15 août, Paris est à découvrir, hors les points chauds touristiques, au long de balades dans les rues devenues provinciales. Il y a les musées insolites, atypiques de riches extravagants.

préparé à recevoir le message du maître de votre maison ? »

C'est donc avec modestie, pour être dans le ton, qu'il convient d'entrer dans le musée Kwok On, ce qui ne veut pas dire, en chinois, musée « imperceptible » ou musée « secret » : Kwok On est tout simplement le nom du monsieur chinois qui avait réuni, dans son pays, une fabuleuse collection de dragons, tambours, gongs noirs ou rouges, des grandes cérémonies, gravures, poupées de théâtre, costumes, ou des choses comme des disques chinois introuvables de la période 1820-1830... Et un beau jour, il y a une vingtaine d'années, ce monsieur Kwok On est venu en France, et il a voulu nous faire don de ses trésors.

Qui, des trésors, parce que le musée Kwok On n'est pas, comme le musée Guimet ou le musée Carnavalet, une collection de vases anciens, de sculptures chinoises. C'est autre chose : c'est un « musée vivant » : d'ailleurs les gongs des écoles, qui en sont à peu près les seuls visiteurs, d'octobre à juin, y font un chahut d'entrée.

talentueux, peindre, à quatre parties, un paysage de pluie, en promenant sur le papier ses cheveux, préalablement trempés dans un bol de peinture bleue.

Soit dit en passant, le hic, lorsque les enseignants amènent les enfants au musée Kwok On, c'est de prévoir ce que ces jeunes visiteurs vont bien pouvoir inventer, le soir, quand ils seront rentrés chez eux.

Plus saisisants tout de même sont les instruments de musique, très beaux : cloches, tambours, flûtes à deux tuyaux, pierres musicales, plumes de faisan, boucliers et haches de guerre (ces deux derniers n'étant là que pour « décorer » l'orchestre).

« Lorsque les actes de brigandage cessent, dit le Livre des Bienveillances, que les armes soient offensives soit défensives ne sont plus employées, qu'il n'y a plus de crimes à punir, que le peuple n'a plus aucun sujet de chagrin, c'est que la musique est cultivée partout. »

Et voilà l'explication : « La grande musique imite l'harmonie qui existe entre le ciel et la terre. Ayant sa source dans les senti-

ments du cœur, elle part de l'intérieur. Partant de l'intérieur, elle est calme et silencieuse. »

La musique silencieuse ? Évidemment, les musiciens chinois n'avaient rien à voir avec nos rockers. Mais voyez comme les Chinois poussent loin le concordance musique-silence :

« Quelles sont les trois choses dont l'existence est imperceptible ? La musique sans aucun son, l'urbanité sans aucune démonstration apparente, le deuil sans aucun vêtement particulier. »

Or il semble, pour les Chinois, que de soit cela le nec plus ultra :

« Quand la musique n'a aucun son, le sentiment et la volonté atteignent une perfection. Quand l'urbanité n'a aucune démonstration apparente, l'union règne entre le supérieur et l'inférieur. Quand le deuil n'a aucun vêtement particulier, le vertu est pure et orfèvrine. »

Bref, la sagesse chinoise n'est pas une vaine légende.

Or nous avons vu que le musée Kwok On, si discret, si invisible, si imperceptible, n'est-ce pas regrettable ?

Or nous avons vu que le musée Kwok On, si discret, si invisible, si imperceptible, n'est-ce pas regrettable ?

Allez donc y rêver, et y devenir plus sage. Ne tardes pas, il est question que la ville de Montpelier, plus avisée que la nôtre, donne à ces merveilleuses choses les grandes et belles salles accolées qu'elles méritent.

MICHEL GOURNOT.
Le musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois, Paris (3^e), est ouvert du lundi au vendredi, de 12 heures à 18 heures.

L'ambiance retrouvée

Les Américains en raffolent. Beaucoup de Parisiens l'ignorent. Partiellement restauré, le musée Nissim de Camondo attire depuis juin deux mille huit cents visiteurs par mois. Le record de sa carrière.

Il est à Paris la ce que Frick Collection est à New-York : un musée où les touristes marchent sur la pointe des pieds, parlent tout bas, comme si le maître de maison les espionnait derrière les lourdes tentures damassées, à l'ombre des dorures et des boiseries. Là, près du parc Monceau, il n'y a pas de cafés, pas de cartes postales. Juste le charme d'un hôtel particulier où chaque meuble ressemble à une confidence, où chaque bibelot invite à parcourir le dix-huitième siècle : tapis d'Aubusson, bureau de dame en bois de rose et porcelaine de Sèvres de Carlin, marqueteries de bouquets de fleurs signées Riesener, frises, bronzes ciselés, rubans, rosaces, torsades, pieds cambrés, guéridons d'orfèvre.

L'«ôte invisible s'appelle Moïse de Camondo, un comte issu d'une famille de banquiers espagnols chassés par l'Inquisition, puis établis à Venise, à Constantinople, à Paris, et anoblis par le roi d'Italie en 1867. Quand Paris rêve de progrès, ce comte nostalgique n'hésite pas à mettre à bas un hôtel Napoléon III pour faire construire, en 1911, par l'architecte Sergent, une réplique du Petit Trianon de Versailles. Son fils, le lieutenant pilote Nissim de Camondo, ayant été abattu au cours d'un combat aérien en 1917, il choisit de perpétuer son nom en léguant demeure et collection à l'Union des arts décoratifs (1935).

Mais les souvenirs prennent la poussière. Quand Nadine Gasc, conservateur du musée Camondo (et également responsable du département textile au Musée des arts de la mode), arrive en 1969, elle découvre des rideaux en lambeaux, « des bouts de ouate qui sortent des fauteuils ». L'association américaine Friends of French Art prend bientôt en charge les peintures du hall d'entrée, et l'Etat la réfection des toitures, du chauffage, ainsi que le ravalement de la façade. Mais il

aura fallu attendre 1985 pour que soit formé le comité Camondo, et que soit lancée la première tranche de grands travaux d'intérieur. Ils seront soutenus par Honda (1 250 000 F), le Paul Getty Trust (40 000 dollars), le Syndicat des antiquaires, et le baron Elie de Rothschild.

A chaque mécène, son lieu : ainsi Henri Samule a financé la réfection du rez-de-chaussée et celle de galerie du Salon bleu ; grâce à David Weil, le Salon doré est écuré par 350 mètres de lampas cramoisi, depuis juin 1987.

Du neuf pas neuf

La merveille, c'est que le neuf ne fait pas neuf : pas de lustres-arbres de Noël, mais de discrètes coupelles lumineuses glissées sous les grosses gouttes de cristal de roche pas de vernis miroir ni de bronzes trop clinquants ; juste une lumière et une ambiance retrouvées. Certaines pièces resplendent, d'autres, non rafraîchies, tels le Cabinet des porcelaines, la Bibliothèque, la Chambre du comte, ressemblent à de luxueux flacons de parfum éventés. Là, un bronze vert-de-gris, un velours fard, ici une salle de bains 1900 fermée au public, car elle sert à ranger les archives.

Installée dans l'antichambre du comte, M^{me} Nadine Gasc annonce ses projets : ouverture d'une salle d'exposition consacrée au dix-huitième siècle grâce au démantèlement de l'Ecole Camondo (implantée, dès 1988, boulevard Raspail), réfection du Salon de Hue.

Les chiffres font écho aux esprits. Les restaurateurs ont élaboré des devis poétiques. L'ébéniste parle de « réassembler l'âme » d'un bureau Louis XVI, le tapissier évoque une solerie couleur « des cheveux de la reine ». Emu, le visiteur redescend de son rêve dans une cage en acajou. La notice d'usage est toujours là : « Prière instante de renvoyer l'ascenseur en appuyant longuement sur le bouton de renvoi ».

LAURENCE BENAÏM.
Musée Nissim de Camondo, 63, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 45-63-26-32. Ouvert tous les jours, sauf lundi, mardi et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

CINÉMA

« Prêchi-prêcha » de Glenn Jordan

Le pur et le sage

Jack Lemmon possède toutes les qualités du notable souriant, aimablement démagogue. Curi dans une paroisse bon genre, il est l'un de ses paroissiens bon chic, et conservateur. Il aime la bonne chère, le bourgeois, les meubles anciens, et n'éprouve aucune concupiscence envers sa femme, qui n'est d'ailleurs pas séduisante. Il se prépare à une retraite confortable, quand arrive un jeune diacre au visage angélique, mais fermé, buté, Zelig Ivanek, qui ne se contente pas de ses plaisanteries.

Il pose des questions simples, mais gênantes, prend avec apreté la défense de deux séminaristes soupçonnés d'homosexualité. Il n'en faut pas plus pour que l'évêque — sinistre doctrinaire — l'accuse lui aussi... Ce n'est pas tout à fait faux. Avant de choisir le célibat, le jeune homme a vécu pendant trois ans dans le stupre, sans s'attarder aux différenciations sexuelles.

Son expérience et son choix lui permettent de se montrer intriguant. Toute la pièce — car le film est l'adaptation d'un spectacle à succès — se fonde sur la confrontation des deux philosophes. C'est Philinthe et Alceste, Danton et Robespierre, Savonarole et un Médicis... C'est un problème jamais résolu, donc toujours d'actualité, et qui a fait ses preuves.

Il n'y a pas d'action, tout est dialogue bien solide, équilibré, avec ce qu'il faut d'humour et d'attendrissement. De ce fait, on ne souffre pas du théâtre filmé. Les randonnées et déplacements des débats semblent aussi « naturels » dans la convention que leurs échanges de répliques. Le film est à l'image du personnage de Jack Lemmon, également producteur complaisant, effaçable.

COLETTE GODARD.

La rénovation du Théâtre des Champs-Élysées

(Suite de la première page.)

Les décorations d'Henri Lebasque et de Jacqueline Marval ont été nettoyées. Les panneaux de Maurice Denis, couverts de petits trous par lesquels les machinistes pouvaient suivre les spectacles de Maurice Chevalier ou de Joséphine Baker, sont rebouchés. Chaque fauteuil a été démonté : les ressorts, les sangles et le cuir changés. Il aurait sans doute été beaucoup moins coûteux de les faire copier, mais que ne ferait-on pas pour sauvegarder le siège d'où Stravinski a observé la première de son *Sacre du printemps*.

En revanche la reconstitution d'objets de factures industrielles a souvent été impossible. Les loquets, fabriqués en série, sont introuvables, et les vases lumineux de Lalique — 60 kg de verre — ont dû être remplacés par des copies en résine. Le chauffage à la vapeur sous pression a quand même été modifié ainsi que l'ensemble de l'installation électrique : une partie du réseau était encore en 110 volts. Les nouvelles rampes d'éclairage, au dernier balcon sont plus discrètes que celles d'origine.

Mais les diverses étapes de ce programme complexe de rénovation ont permis de dissimuler un peu partout des kilomètres de câbles et d'innombrables prises d'enregistrement — image et son. Un plafond technique est intégré au grand lustre. En dépit des apparences, l'élégante salle début de siècle est aussi un plateau de tournage ultra sophistiqué. Cell saute aux yeux dès qu'on franchit le rideau de scène. La nouvelle machinerie, ultra-moderne, rivalisera longtemps avec celle de l'Opéra Bastille. La cage de scène est totalement restructurée. Des ponts roulants pour la télévision sont en place. Un espace pour loger les décors, construit. Une nouvelle salle de répétition, aménagée.

« Le plancher de scène, 340 mètres carrés, est l'élément le plus nouveau, fait remarquer Bernard Guillaumot, l'architecte-scénographe. Nous avons réussi la synthèse du principe allemand, avec son découpage en travée, et de l'italien avec son système de trappes. Nous avons rajouté un deuxième plancher, mobile, sous la scène. Il permet une libre circulation des acteurs et des décors à ce niveau. » Une fosse d'orchestre de



Rénovation des fresques de Maurice Denis.

102 mètres carrés, transformable à volonté, complète ce dispositif. L'ensemble est, bien évidemment, entièrement informatisé.

« Cette salle doit être polyvalente et d'une grande souplesse d'utilisation, assure Pierre Lebaillif, le représentant de la Caisse des dépôts. Car cet établissement, privé, ne recevra pas de subventions. Il ne devra compter que sur ses propres ressources : vente des billets, productions audiovisuelles et mécénat éventuellement. A la présentation de spectacles vivants s'ajoutera désormais la production de produits audiovisuels. Techniquement, le Théâtre des Champs-Élysées était, à sa naissance une salle d'avant-garde. Il le sera encore demain. »

Construit en béton armé, une nouveauté à l'époque, par Henri Van de Velde et Auguste Perret, la conception originale du bâtiment fut revendiquée par les deux architectes. Dès sa naissance, encore une originalité, c'était un véritable complexe culturel. Une grande salle de 2 000 places coexistait avec une autre, plus petite (700 places), et une galerie que Jouvet contribuera à

transformer en studio de 150 places dès 1924.

C'est vers cette époque que la société immobilière qui gère l'ensemble de cette adéquate a eu des difficultés financières graves. Une ancienne cantatrice, d'origine polonaise, Ganna Walaka, épouse d'un riche Américain, acquit alors la majorité des parts de la société. Pendant longtemps, elle subvint aux déficits chroniques de l'entreprise. Mais, au milieu des années 60, sa passion dramatique l'ayant, sans doute abandonnée, elle voulut vendre ses parts. Des contacts assez poussés furent pris avec un promoteur de Las Vegas, qui entendait, disait-on, transformer la prestigieuse salle de concerts en une annexe du Crazy Horse ! Le ministre des affaires culturelles, André Malraux, en eut presque une jaunisse. C'est finalement son successeur, Jacques Duhamel, qui obtint de la Caisse des dépôts une opération de « portage provisoire ».

La Caisse des dépôts est un organisme public qui jouit d'une assez grande autonomie, puisqu'elle est soumise à un contrôle du Parlement et non de l'exécutif. Lorsque l'Etat ne peut dégarer immédiatement les

sommes voulues pour une opération, elle peut se substituer à lui. La revente se fait dès que l'Etat trouve les fonds nécessaires. Et la société immobilière du Théâtre des Champs-Élysées fut acquise pour 8 millions de francs. Par la suite, le directeur de la Caisse des dépôts écrivait chaque année à tous les ministres de la culture successifs pour leur rappeler l'existence de cette opération. En vain. Quand, en 1982, Robert Lion fut nommé à la direction de la Caisse, son prédécesseur lui confia : « Je vous laisse là un mauvais dossier. » D'autant plus mauvais, que, un an plus tard, le Théâtre est menacé de fermeture administrative.

Des investissements « productifs »

L'installation électrique et le système de chauffage sont dangereux. Ne parlons pas de l'état du grand lustre qui perdit, un après-midi où le parterre était heureusement vide, une de ses lames de verre, 80 kilogrammes. Ce rasoir volant trancha net cinq fauteuils.

Les simples exigences de la sécurité étaient chiffrées à 30 millions de francs et nécessitaient huit mois de fermeture. La Caisse songea un moment à se débarrasser du tout pour un franc symbolique. Après un temps de réflexion, Robert Lion estima que cette carte forcée pouvait être un atout. La Caisse s'intéressait de plus en plus à des opérations de mécénat dont Pierre Lebaillif, responsable du financement de la vie associative, était la cheville ouvrière.

Par ailleurs, la Caisse finançait le câblage de nombreuses communes, à travers toute la France. Le Théâtre des Champs-Élysées, minutieusement restauré — prestigieuse vitrine — pourrait être, aussi, le studio d'images qui alimenterait le réseau câblé géré par la Caisse. L'idée est approuvée et l'opération lancée. La rénovation menée tambour battant coûte 95 millions de francs (dont 25 millions de subventions). Mais comme la Caisse est également devenue actionnaire (36 % des parts) de la Société d'exploitation du Théâtre des Champs-Élysées (Radio-France possède le même pourcentage), elle a injectée au titre du mécénat pour la première saison, 8 millions de francs. Une saison qui verra neuf productions lyriques, trois programmes de ballets, cent cinquante concerts et quelques grands événements de variétés dont le retour à la scène du mime Marceau, et le jubilé de Charles Trenet. Enfin, 1988 sera aussi l'année du démarrage d'une deuxième tranche de travaux avenue Montaigne.

La Comédie des Champs-Élysées et le Studio seront rénovés. Sur le toit de l'immeuble, un vaste restaurant sera construit. Le Club des Champs-Élysées, bruyante boîte de nuit installée depuis la fin de la guerre dans l'ancien fumoir du théâtre sera demain l'annexe « prestigieuse » de la salle Drouot. Une addition totale de 40 millions de francs. Mais précise modestement Pierre Lebaillif : « Il ne s'agit là que d'investissements purement productifs. »

IMMANUEL DE ROUX.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
(de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Vendredi 14 août

01-59) ; Fuvrette, 13 (45-31-56-86) ;
Galazie, 13 (45-80-18-03) ; Mistril, 14
(45-39-52-43) ; Convention Sain-
te-Justine, 15 (45-33-00) ; Paté
Clly, 19 (45-22-61) ;

BRAZIL (Brit. v.), Saint-Lombert, 13
(45-32-91-65) ; Epée-de-Bois, 13 (45-37-
37-47) ;

RUSSION ARDENT (Fr.) ; Soudie 43, 9
(45-67-63-40) ;

CHAMBRE AVEC VUE (Brit. v.),
14-Juillet Odéon, 6 (45-25-59-83) ;
Raspode, 7 (45-07-52-12) ; 14-Juillet Bas-
sille, 15 (45-32-19-79) ; Beaugrenier,
15 (45-75-79-79) ;

LA CHAMBRE DE MARIAGE (Turc.
v.) ; Reflet Médica, 3 (45-34-34-34) ;
h. sp.

**CEROPONE D'UNE MORT ANNON-
CÉE** (R.-Fr. v. it.) ; Saint-Lazare Pen-
quiser, 8 (45-87-35-43) ;

LA COULEUR DE L'ARGENT (A.
v.) ; 15-Sept, 13 (45-10-82) ;

CROCODILE DUNDY (A.-v.),
Marignan, 8 (45-39-92-82) ; v. f.

MON CHER PETIT VILLAGE (Tel.
v.) ; Clair-Bonheur, 3 (45-71-
52-35) ; Cluny-Saint-Jacques, 13 (45-54-70-70)
Triomphe, 8 (45-45-57-76) ; Basille, 11
(45-43-16-80) ; Gaumont-Parade, 14

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
(Brit. v.) ; Cinéochs, 6 (45-33-10-52) ;

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong.
v.) ; Triomphe, 8 (45-52-43-76) ;
Cluny-Saint-Jacques, 13 (45-54-70-70)
LE NINJA BLANC (A. v.), Forum
Orient-Express, 13 (45-34-70-70) ;
Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Rex,
2 (45-36-53-53) ; Paramount Opéra, 9
(45-36-53-53) ; Lyon, 13 (45-36-53-53)
43-01-59) ; Galazie, 15 (45-80-18-03) ;
Gobelins, 13 (45-36-23-44) ; Montpar-
nasse, 14 (45-30-20-20) ; Convention
Saint-Christophe, 15 (45-30-20-20) ;

UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ;
Paté Wexler, 18 (45-22-46-01) ;
5-Sept, 13 (45-36-79-79) ; Gam-
betta, 20 (45-36-10-36) ;

NOLA DARLING (NPA) ; Paté Opéra 8

Impérator, 1° (47-42-72-52); **Montpar-**
nassee, 1° (43-20-12-06).
DANGERUEUX SOUS TOUS RAP-
PORTS (A. v.a.): **Formica** (46-33-
 42) (42-97-53-74); **Mariguana, 1°** (43-59-
 52-82) - **V.F.:** **Parassennia, 1°** (43-20-
 20-20).
LE DÉSOLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-
CAIN (Can.): **Studio de la Haye, 1°**
 (46-34-25-52) **UCC Normandia, 1°**
 (43-43-16-16).
DOWN BY LAW (A. v.a.): **Saint-André-**
des-Arns, 1° (43-26-48-18).
LES ÉCRIVAINS DU SILENCE (A. v.a.):
Saint-André, 1° (46-33-
 63-00); **Ambedonne, 1°** (43-59-19-08).
V.F.: **Luzière, 1°** (42-46-49-07); **Montpar-**
nassee, 1° (43-27-32-37).
EVIL DEAD 2 (A. v.a.) (v.a.) - V.a.:
Formica Orient Express, 1° (43-20-
 42-26) **Parassennia, 1°** (43-20-82-82).
Parassennia, 1° (43-20-82-82).
TÊTE (A. v.a.): **Républicain-Chêne, 1°**
 (48-05-31-31).
LE NOM DE LA ROSE (P. v.a.): **Lang:**
Publica Champe-Elysées, 1° (47-20-
 76-76) **Parassennia, 1°** (42-46-49-07);
Basille, 1° (43-42-16-80).
LES OREILLES ENTRE LES DENTS
(P. v.a.): **UCC Montparnassee, 1°** (45-74-
 94-94); **Barris, 1°** (45-62-20-40);
UCC Bernard, 1° (47-74-95-40).
LA PETITE BOUTIQUE DES MO-
RUEURS (A. v.a.): **UCC Odéon, 1°** (43-
 25-10-30).
LA PIE VOLEUSE (A. v.a.): **Gasmont**
Hailes, 1° (42-97-49-70); **Publica St-**
Germain, 1° (42-22-73-80); **Gasmont**
Odéon, 1° (43-23-33-33) **V.F.:** **Gasmont**
Opéra, 1° (47-42-30-30) **V.F.:** **Gasmont**
 12° (43-43-04-67); **Faveria, 1°** (43-31-
 04-04); **Gasmont Alkisa, 1°** (43-27-84-
 84); **Mitranur, 1°** (43-20-89-52).
GO-UP

LES FILMS NOUVEAUX

CHATEAUBOURG DISTRICT: Film français de Philippe Chatrier.
Forum Arc-en-Ciel, 1^e (42-57-37-74); Hantefueille, 6 (46-33-79-38); Georges-V, 6 (45-62-70-65); Paramount Opéra, 9 (47-43-51-31); Nations, 12 (51-36-04-67); Fauveux, 13 (43-31-04-76); Mistral, 14 (45-39-32-43); 3 Parisiennes, 14 (45-20-30-19); Pathé Clichy, 14 (42-52-46-01).

EXTREME PREJUDICE: Film américain de Walter Hill, vo: Forum Arc-en-Ciel, 1^e (42-97-53-74); Danton, 6 (42-25-10-30); Erimlak, 6 (42-34-16-63); Normandie, 6 (42-43-16-16); VF: Rex, 2 (46-34-33-93); UGC Monparnasse, 6 (45-74-94-84); Paramount Opéra, 9 (47-43-51-31); UGC Les Deux Titlle, 11^e (43-34-43-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-24-43); Mistral, 14 (45-39-32-43); Gammont Convention, 15 (45-74-94-30-40); 3 Secrètes, 19 (42-06-79-79).

LA PETITE ALLEUMUSE: Film français de Danielle Dubroux; Pour l'Europe, 6 (45-08-57-71); Rex, 2 (42-36-33-93); Hantefueille, 6 (46-33-79-38); Marignan, 6 (45-59-82-82); Saint-Laurent, 6 (45-59-82-82); UGC Biazzi, 6 (45-62-20-40); UGC Biazzi, 6 (45-62-20-40); Nations, 12 (43-31-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-31-01-59); Fauveux, 13 (43-31-04-76); Genève, 13 (43-31-04-76); Mistral, 14 (45-39-32-43); Monparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Convention, Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Gammont Convention, 15 (45-73-79-79).

Mallot, 17^e (47-48-06-06); Pathé Wexler, 19 (42-52-46-01); 3 Secrètes, 19 (42-06-79-79).

PÉCUNIÈRE-PÉCUNIA: Film américain de Gordon Douglas; Odeon, 6 (42-71-32-36); Clés, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (47-44-94-94); Biazzi, 6 (45-62-20-40); 14 Juillet Beaumarchais, 14 (45-74-94-84); 14 Juillet Bonaparte, 14 (45-74-94-84); UGC Rotonde, 14 (45-39-32-44); Imagem, 19 (42-23-47-97).

SUROCOO (*): Film franco-italien de Aldo Leele; Forum Orient Express, 1^e (45-35-92-82); Marignan, 6 (45-59-82-82); Saint-Laurent, 6 (45-59-82-82); Rex, 2 (46-34-33-93); François, 2 (43-37-33-88); Fauveux, 13 (43-31-04-68); Galeries, 13 (54-80-16-16); Gammont Convention, 14 (47-29-54-94); Gammont Parada, 14 (43-35-30-40); Gammont Convention, 15 (45-79-33-00); Pathé Clichy, 15 (46-52-46-01); Gambetta, 20 (46-58-10-40).

SOUL MAIN: Film américain de Steve Miner, vo: Gammont Hantefueille, 6 (47-49-70-70); Hantefueille, 6 (46-33-79-38); Colisée, 6 (43-59-29-49); Marignan, 6 (47-48-06-06); VF: Gammont Opéra, 9 (47-43-51-31); Maxwelle, 10 (47-70-72-86); Nations, 12 (43-34-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-31-01-59); Fauveux, 13 (43-31-04-76); Genève, 13 (43-31-04-76); Gammont Alsace, 14 (43-20-82-32); Miramar, 14 (43-20-82-32); Gammont Convention, 15 (45-79-33-00); Pathé Clichy, 19 (42-52-46-01).

Francais, 9° (47-70-33-88); Mauzeville, 9° (47-70-72-86); Farnette, 13° (43-31-56-86); Patbé Cléchy, 13° (45-62-56-81).
LEVEY ET LE NOUVEAU MONDE
 (A. v.f.) (h. sp.); Saint-Ambroise, 11° (47-00-59-16); Saint-Lambert, 15° (45-32-91-66).
GOOD MORNING BAHIA (It. A.): Forum Arc-en-Ciel, 1° (42-97-59-83); Jalliet Odéon, 6° (43-25-59-83); 14-Juillet Parnesse, 14° (43-26-58-00); 14-Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); 14-Juillet-Beaugaulle, 15° (45-73-79-79).
LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Horizon, 11° (45-08-57-57); Impéréal, 2° (47-72-52-52); Ambassade, 6° (43-59-59-80); 14-Juillet, 14° (43-52-41-67); 14-05; Gaumont Ambassade, 6° (43-59-30-40); Montparnasse, 14° (43-57-52-37); 14-05; Convention, 15° (48-28-20-72); Mollit, 17° (47-06-06-06).
GRENZ ET LES OMIBRES (Fr.): Studio 43, 9° (47-70-62-40).
E JUPON ROUGE (Fr.): Parisiennes, 14° (43-20-32-20).
MAGRITH (Fr. v. R.): Vendôme, 2° (47-42-97-52).
BALLOON (A. v.f.): George-V, 6° (45-62-41-45); v.f.: Franpaia, 9° (47-33-38-88).
L'AMORION DES SOURCES (Fr.): Elysée-Lindou, 14° (43-59-36-14).
AUTOUR SANG (Fr.): Cité-Beaugaulle, h. sp., 3° (42-71-52-30); 14-05; (45-73-10-82).
HELO (Fr.): Templest, 3° (42-72-94-56).
LA MÉNAGERIE DE VERRE (A. v.a.): Lacerale, 6° (45-54-57-34); Ciocheo, 6° (46-33-10-82).
UNE MEUSE EST FINIE (It. v.a.): Temples, 3° (47-52-94-56).
MISSION (A. v.a.): Châtelet-Victoria, 11° (43-59-36-14); Elysée-Lindou, 14° (43-59-36-14).
UN BEL AMOUR, MA DÉCHÉUR (v.f.) (Fr.): 7 Parisiennes, 14° (43-20-32-20).
 42-57); Patbé Cléchy, 13° (45-62-56-81).
PLATOON (*) (A. v.a.): Banterfilla, 6° (46-33-79-39); George-V, 6° (45-62-41-46).
POLICE ACADEMY 4 (A. v.a.): Marignan, 6° (45-59-32-82); v.f.: Franpaia, 9° (47-33-38-88); Montparnasse-Patbé, 14° (43-20-12-06).
QUATRE AVENTURES DE RAHNETTE ET MIRABELLE (Fr.): 14-05; 14° (45-62-57-77).
RADIO DAYS (A. v.a.): Gaumont-Hôles, 11° (42-97-49-70); Gaumont-Opera, 2° (47-42-60-33); 14-Juillet, 14° (43-26-58-83); Pagode, 7° (47-05-11-11); Gasteau, 14° (43-59-81-83); Elysées, 6° (43-59-04-67); Champagne-Bastille, 11° (43-57-90-81); Gaumont-Parnesse, 14° (43-33-30-40); 14-Juillet-Beaugaulle, 15° (45-73-79-79).
RIEN EN COMMUN (A. v.a.): Forum Orient-Express, 11° (42-33-42-26); George-V, 6° (45-62-41-46); v.f.: Suzanne Pasquier, 9° (43-87-33-42).
SABINE KLEIST, SEPT ANS (RDA. v.a.): République-Chêne, 11° (48-05-33-42).
LE SECRET DE MON SUCCES (A. v.a.): George-V, 6° (45-62-41-46); Danton, 6° (42-25-10-30); Mollit, 17° (47-42-96-06) v.f.: Rex, 2° (42-36-63-93); UGC Boulevard, 9° (45-57-94-94); 14-05; 14° (43-59-36-14); Bastille, 12° (43-53-01-59); Gobelin, 15° (43-62-32-44); UGC Convention, 15° (48-28-94-93); Images, 19° (45-52-47-94).
SIX HOMMES POUR SAUVER HARRY (A. v.f.): Rex, 2° (42-36-63-93).
STAND BY ME (A. v.a.): Studio de la Harpe, 11° (46-34-25-52).
LA STORIA (It. v.a.): Latine, 4° (42-78-47-86).
STRANGER THAN PARADISE (A. v.a.): Cité-Beaugaulle, 3° (42-71-52-30); 14-05; 14° (43-59-36-14).
STREET WASH (*) (A. v.a.): Forum Orient-Express, 11° (42-33-42-26).
TANDEM (Fr.): Forum-Horizon, 11° (45-08-57-57); Impéréal, 2° (47-72-52-52).

HAUTEVILLE (A. v.a.) : 37-38-39-43 ; **Marianna**, 3* (43-39-42-32) ; **Nations**, 12* (43-43-04-67) ; **Lyon Bastille**, 12* (43-43-01-59) ; **Mistral**, 14* (43-39-52-43) ; **Montparnasse-Patée**, 14* (43-30-12-06) ; **Montparnasse-Patée**, 15* (48-45-75-79-79) ; **Maillet**, 17* (47-48-06-06).
THE BIG EASY (A. v.a.) : **Cinéma Beaubourg**, 3* (42-71-52-36) ; **UGC Odéon**, 6* (42-25-30-30) ; **Bizarria**, 8* (42-30-30-40) ; **Excellia**, 13* (47-07-22-04) ; **UGC-Montparnasse**, 15* (43-74-94-94).
THÉRÈSE (Fr.) : **Cinoclus Saint-Germain**, 6* (46-33-10-82).
TIN MIEN, LES FLOUS (A. v.a.) : **Templiers**, 3* (42-72-94-56) ; 14-Juillet-Océan, 6* (42-55-93-93) ; **Cinoclus**, 6* (46-33-10-82).
73-72 LE MATIN (Fr.) : **Épée-de-Bois**, 5* (43-37-47-47) ; **Publicité-Montmartre**, 8* (43-37-47-47).
TRUE STORY (A. v.a.) : **Templiers**, 3* (42-72-94-56).
UNE FLAMME DANS MON COEUR (Suis.) : **St-André-des-Arts**, 6* (43-26-46-46) ; **St-André-des-Arts**, 6* (48-05-51-33) ; **Duhamel**, 14* (43-21-01-41).
VINE GOUTTE D'AMOUR (Turc, v.a.) : **Utopia**, 5* (43-26-84-65).
UN HOMME AMOUREUX (Fr.), **Utopia**, 5* (42-72-94-56), 8* (43-37-57-57).
Collette, 8* (43-37-57-57).
Utopia-Opéra, 2* (47-42-60-33) ; **Mistral**, 14* (43-39-82-32).
LA VEUVE NOIRE (A. v.a.) : **Templiers**, 3* (42-72-94-56), 8* (43-37-57-57).
WELCOME IN VIENNA (Autr., v.a.) : **Utopia**, 5* (43-26-84-65).
JOUR DE FÊTE (Fr.) : **Gaumont Opéra**, 2* (47-42-60-33) ; **St-Germain**, 13* (42-79-17) ; **Gaumont Concorville**, 13* (48-28-22-72).
LE LOCATAIRE (Fr.) : **Utopia**, 5* (43-26-84-65).
LUDWIG (VINCENOT) (It., v.a.) : **Cinéma Beaubourg**, 3* (42-71-52-36), 12* (47-07-22-04) ; **Excellia**, 13* (47-07-22-04).
MON ONCLE (Fr.) : 14-Juillet-Océan, 6* (43-25-59-83) ; **Gaumont Colisée**, 8* (43-25-59-46) ; 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; **Gaumont Alfinia**, 11* (43-57-90-81) ; **Gaumont Montparnasse**, 14* (43-35-30-40) ; **Reinagrande**, 15* (45-72-79-79).
MY FAIR LADY (A. v.a.) : **Parfum Hélium**, 1* (43-08-57-57).
NEW-YORK, NEW-YORK (A. v.a.) : **Parfum Hélium**, 1* (43-33-45-26).
LES PROIES (A. v.a.) : **Action Christiane**, 6* (43-29-11-30).
QUAI DES ORFÈVRES (Fr.) : **Champs**, 5* (43-54-51-60).
SHANGHAI GESTURE (A. v.a.) : **Parfum Hélium**, 1* (43-08-57-57).
THE KING OF MARVIN GARDEN (A. v.a.) : **Radios Odéon**, 3* (42-56-19-88) ; 3 Balcas, 8* (45-61-10-40).
THE SERVANT (A. v.a.) : **Studio des Ursules**, 5* (43-26-19-09).
LE TEMPS D'AMOUR ET LE TEMPS DE MOURIR (A. v.a.) : 3 Balcas, 8* (46-33-97-77) ; 3 Balcas, 8* (45-61-10-40).
TO BE OR NOT TO BE (A. v.a.) : **(Ludbrook)** ; **Panthéon**, 3* (43-54-15-04).

Les grandes reprises

AMADEUS (A. v.a.) : Forum Horizon, 1^{er} (45-57-57.71); GGC Béziers, 1^{er} (45-57-57.71); 41-46; Beaugrenelle, 1^{er} (45-57-57.79-79).
APOCALYPTIC NOW (A. v.a.) : Garmont Parmesan, 1^{er} (43-35-30-40).
ARMEN HUR (A. v.) : V.F. : Paramount Opéra, 1^{er} (47-42-56-51); Garmont Aîné, 1^{er} (47-42-56-51).
ARMON (A. v.a.) : Saint-Germain-des-Prés, 63 (42-32-87-23); Studio 43, 9 (47-70-63-40).
CABARET (A.v.a.) : Forum Horizon, 1^{er} (43-08-57-71); UGC Odéon, 6 (42-25-16-30); UGC Rotonde, 6^{er} (45-74-74-74); V.F. : 1^{er} (45-74-74-74).
**V.F. : Lumière, 9 (42-46-49-07); UGC Bobino, 13 (43-26-23-44); Images, 1^{er} (45-22-47-94).
CHEROUX OUGALA (Roy, v.a.) : Ciel d'Or, 1^{er} (45-22-52-50); Cosmos, 6 (45-44-28-28); Triumph, 6 (45-44-28-28); V.F. : UGC Boulevard, 9 (45-74-85-40); UGC Bobino, 13 (43-26-23-44).
CHRYNE MADRINE (A. v.a.) : UGC Bérlioz, 9 (45-63-16-14).
CHRYSTAL (A. v.a.) : Action Ecote, 5 (45-25-72-07).
CHRYSTAL (A. v.a.) : Action Christianité 6^{te}, 6 (43-29-11-30).
COEURS VAILLUS SAVOIR SUR LE SECRET (A. v.a.) : Beaugrenelle, 1^{er} (47-42-52-36); UGC Danco, 1^{er} (45-74-10-30); UGC Rotonde, 6^{er} (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 8 (45-63-26-26); V.F. : UGC Boulevard, 9 (45-74-85-40); Montparnasse, 1^{er} (42-32-32-37); Garmont Aîné, 1^{er} (43-27-84-50).
UN TRAMWAY NOMMÉ DESIRÉ (A. v.a.) : Action Rue Ganuche, 5 (43-29-26-26); Champs-Élysées-Luxembourg, 36-14; Paramount, 1^{er} (45-74-74-74).
28 000 ANS A SING SING (A. v.a.) : 3 Luxembourg, 6^{er} (46-33-97-77); Paramount, 1^{er} (43-20-32-20).
VOL AD-DÉSIRUS D'UN NID DE COLLEMBUS (A. v.a.) : Studio des Ursulines, 5 (43-29-29-29); Paramount, 1^{er} (43-20-30-30).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (R. v.a.) : Lattès, 4 (47-78-47-86).
**VOLPONE (Roi) Champ, 5 (49-54-50-50).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.a.) (*) :** Ranelagh, 1^{er} (43-68-64-64).
WOODY ET LES ROBOTS (A. v.a.) : Hautecloche, 6 (46-33-79-38) - V.F. : Bérlioz, 11^{er} (43-88-64-64).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A. v.a.) : Grand Palais, 1^{er} (45-64-64-64).**

PARIS EN VISITES

SAMEDI 15 AOUT

- Une heure au Père-Lachaise », 10 heures, 11 h 30, 14 h 30 et 16 heures, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).
- Les hôtels et l'église de l'Île Saint-Louis, 10 heures, 11 h 30, métro Pont-Maillot (G. Bouteau).
- Montmartre », 10 h 30, 14 h 30 et 17 heures, métro Abbesses (M. Polver).
- Une heure dans le Marais », 11 heures, 14 h 30, 15 h 30, métro Saint-Paul (M.-C. Lamière).
- Passages et vieux villages de Belleville », 14 h 30, angle de la rue de Belleville et de la rue d'Alger (P. Filibeaux).
- L'hôtel de Clugny », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monsieur des Intérieurs).
- Mystérieux abbayes de Saint-Germain-des-Près et jardins secrets alentours », 15 heures, métro Saint-Germain-des-Près, sortie (I. Hanlier).
- La Vieux Belleville et ses jardins », 15 heures, métro Télégraphe, sortie (Régis et J. Desbès).
- Hôtels du Marais. Place des Vosges », 15 heures, parvis de l'Hôtel de Ville, devant la poste (G. Bouteau).
- Hôtels et jardins du Marais », 15 heures et 17 heures, rue du Grand Canal, rue des Grille-Bourgeois (C.-A. Mamer).
- Le collège des Quatre Nations et l'Académie française à l'Insitut », 15 heures, 23, quai Conti (A. Fernand).
- La Madeleine et son quartier », 15 heures, métro Madeleine, sortie Trois quardiers (Lutèce-Valentin).
- Côté d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Commissaire d'Etat et d'ailleurs).
- Delacroix dans son atelier et son musée », 15 heures, 6, place Furstemberg (Péris et son histoire).
- Artistes au cimetière de Passy », 15 h 15, 2, rue du Commandant-Schloetzing (S. Barvier).
- Hôtels du Marais, place des Vosges illuminée », 21 heures, parvis de l'Hôtel de Ville, devant la poste (G. Bouteau).
- Hôtels du Marais, place des Vosges illuminée », 21 heures, métro Pont-Maillot (P. Filibeaux).

DIMANCHE 16 AOUT

• Hôtel de la marine, 10 h 30, 30, rue Royale (Galerie d'Identité) (Monuments historiques).
 • Versailles : le potager du Roy, 10 h 30, 10, rue du maréchal Joffre (Monuments historiques).
 • La galerie dorée de la Banque de France, 10 h 30, 1, rue des Petits-Champs (cours d'Identité) (Paris et son histoire).
 • Une heure au Père-Lachaise, 10 heures, 11 h 30, 14 h 30 et 16 heures, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).
 • L'Église Saint-Louis, 10 h 30, 14 h 30, 16 h 30, métro Porte-Mairie (M. Polyver).
 • Le Louvre et son architecture, 10 heures, métro Louvres, sortie (Monuments historiques).
 • (Mobiliers du dix-huitième siècle à l'hôtel de Camondo), 15 heures, 63, rue de Monceau (Monuments historiques).
 • La tragédie de Picpus, 15 heures, 15, rue de Picpus (Paris et son histoire).
 • Mouffettard et ses secrets, 15 heures, métro Monge (Comnaissance d'ici et d'ailleurs).
 • Ateliers d'artistes, jardins et ornements de Montparnasse, 15 heures, métro Vavin (Comnaissance d'ici et d'ailleurs).
 • Mouton, le vieux village de Montparnasse, 14 h 30, métro Abbesses (Fémaries).
 • Notre-Dame de Paris. Jacques Cour alchimiste. Le secret de la Table ronde, 15 heures, métro Clignancourt, 15 heures, métro Cité, sortie (L. Haellier).
 • L'ancienne cour des miracles et la rue Montorgueil, 15 heures, métro Saint-Pierre (Réurrection du passé).
 • Montmartre, cités d'artistes, ruelles et jardins, 15 heures, métro Abbesses (M.-C. Lasserre).
 • Hôtels et jardins du Marais, 15 heures et 17 heures, grille du musée Carnavaul, des Franco-Bourgeois (C.-A. Messier).
 • Hôtel de Soubise, 15 heures, 60, rue des Franco-Bourgeois (A. Ferrière).
 • Le vieux village de Saint-Germain l'Auxerrois, 15 heures, métro Pont-Neuf, sortie (G. Botteau).
 • Le Marais. Ruas pittoresques et vieux hôtels, 15 h 15, 8, rue des Hospitaliers Saint-Germain.

Le Monde
sur minitel
CINEMA

Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires.

36.15 **TAPEZ** **LEMONDE**

Vendredi 14 août

Case 1910

[illegible]

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

[illegible]

Samedi 15 août

... ..

FBI

[illegible]

CANAL PLUS

[illegible]

Audience TV du 13 août 1987

DATE	TIME	TYPE	FROM	TO	REMARKS
12-12	14:00	TR	100	100	100
12-13	14:00	TR	100	100	100
12-14	14:00	TR	100	100	100
12-15	14:00	TR	100	100	100
12-16	14:00	TR	100	100	100
12-17	14:00	TR	100	100	100
12-18	14:00	TR	100	100	100
12-19	14:00	TR	100	100	100
12-20	14:00	TR	100	100	100
12-21	14:00	TR	100	100	100
12-22	14:00	TR	100	100	100
12-23	14:00	TR	100	100	100
12-24	14:00	TR	100	100	100
12-25	14:00	TR	100	100	100
12-26	14:00	TR	100	100	100
12-27	14:00	TR	100	100	100
12-28	14:00	TR	100	100	100
12-29	14:00	TR	100	100	100
12-30	14:00	TR	100	100	100
12-31	14:00	TR	100	100	100

(continued)

Le Monde

RADIO TELEVISION

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

**Le Monde
RADIO TELEVISION**
CHRONIQUE
PAR MICHELLE DE LAURENT

Rentrée : la lutte des cours

AU SOMMAIRE :

- Rentrée : les nouvelles grilles
- Les films de guerre américains
- Lio et les programmes chaîne par chaîne

RADIO TELEVISION

SUPPLEMENT EN VENTE DEMAIN avec

Le Monde

هكذا من الأصل

Dimanche 16 août

Vendredi 14 août

Samedi 15 août

avec ou sans confort
 SEZ IMMO MARCADET
 Marcadet, 75018 PARIS.
 Tél. : 42-62-01-82.
 42-23-73-73.

Le Monde
sur minitel
CINEMA
LEMONDE

Le Monde
sur minitel
CINEMA
LEMONDE

C'est la lutte !...

$\frac{d}{dt} \left(\frac{\partial L}{\partial \dot{x}} \right) = \frac{\partial L}{\partial x}$

OROLOGIE

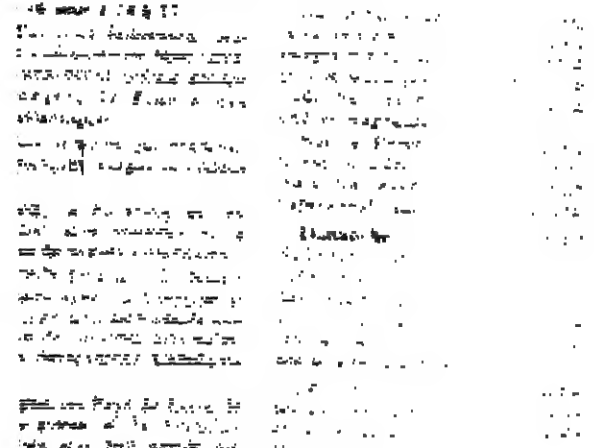
SITUATION LE 14 AOÛT 1987 A 12 HEURES



PRÉVISIONS POUR LE 16 AOÛT 1987 A 12 HEURES



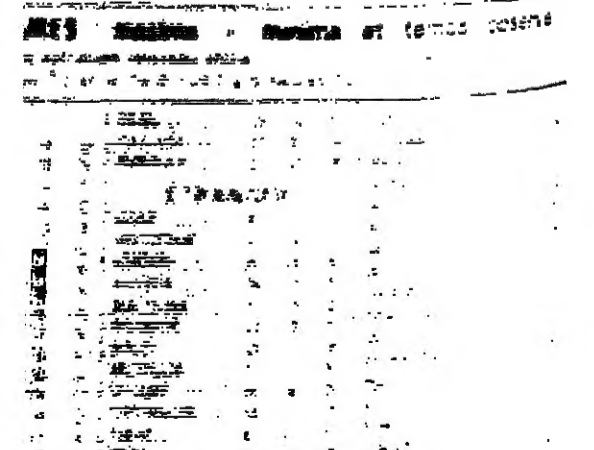
PRÉVISIONS POUR LE 18 AOÛT 1987 A 12 HEURES



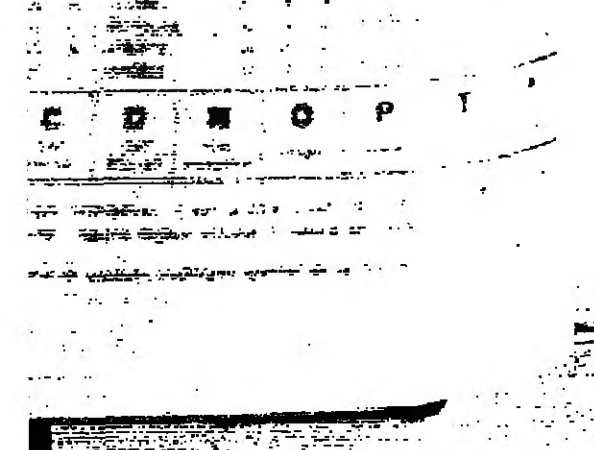
PRÉVISIONS POUR LE 20 AOÛT 1987 A 12 HEURES



PRÉVISIONS POUR LE 22 AOÛT 1987 A 12 HEURES



PRÉVISIONS POUR LE 24 AOÛT 1987 A 12 HEURES



REPÈRES

Prix de gros

Flambée au Japon

Les prix de gros au Japon ont augmenté de 0,9 % en juillet, ce qui est la plus forte augmentation mensuelle depuis avril 1980. Selon la Banque du Japon, qui fournit ces statistiques, cette hausse est due à une augmentation des prix du pétrole brut et à un repli du yen par rapport au dollar. Par rapport à juillet 1986, la baisse des prix de gros est de 2,2 %.

Ventes au détail

Progression aux Etats-Unis

Au cours du mois de juillet, les ventes au détail, l'un des principaux indicateurs de l'activité économique aux Etats-Unis, ont progressé de 0,6 % (+ 854 millions de dollars par rapport au mois précédent). Le montant de ces ventes, corrigé des variations saisonnières, a atteint 127,57 milliards de dollars (+ 6 % par rapport à juin 1986). La progression des ventes d'automobiles, stimulée par la guerre du crédit que se livrent les grands constructeurs de Detroit, a beaucoup pesé dans cette augmentation (+ 1,9 % en juillet).

Electronique

La production américaine en hausse de 5 % au premier semestre

La production américaine de matériels électroniques a progressé de 5 % au premier semestre, pour atteindre 107,9 milliards de dollars, selon les dernières statistiques de l'Electronic Industries Association (EIA). Cette reprise a concerné tous les secteurs, à l'exception de l'électronique de défense qui est restée stable avec 28 milliards de dollars. En revanche, les composants — en ordes depuis 1985 — affichent une hausse de 6,5 % (à 20 milliards de dollars par rapport au premier semestre de

1986), l'informatique progresse de 5 %, les télécoms de 4,5 %. L'électronique grand public enregistre de son côté une hausse de la production de 9,6 %.

Chômage

Recul en Grande-Bretagne

Le nombre de chômeurs a reculé en Grande-Bretagne, selon les statistiques officielles, pour le troisième mois consécutif en juillet : le chiffre corrigé des variations saisonnières s'établit désormais à 2 877 000 (- 47 000 par rapport au mois de juin), soit 10,4 % de la population active. Il y a un an, en juillet 1986, le nombre des demandeurs d'emploi avait atteint 3 222 000, soit 11,6 % de la population active.

Les offres d'emploi sont à leur meilleur niveau depuis le début de leur comptabilisation, en 1980 : elles sont estimées à 234 900 (+ 22 % par rapport au mois de juin 1986). Le recul du chômage s'étend à l'ensemble du pays, mais les baisses les plus fortes ont été enregistrées dans les régions les plus durement touchées : Pays de Galles, nord-ouest et ouest des Midlands.

Bâtiment

Optimisme des chefs d'entreprise

L'activité dans le bâtiment a fortement progressé au deuxième trimestre en France, selon l'enquête réalisée par l'INSEE en juillet auprès des entrepreneurs de cette branche.

Cette amélioration est particulièrement marquée dans le secteur du gros-œuvre, où plus d'une entreprise sur quatre en moyenne estime pouvoir accroître sa production. Sans s'améliorer significativement par rapport à l'enquête précédente, les commandes reçues s'inscrivent à un niveau « très satisfaisant ». En matière d'effectifs, les prévisions des entreprises sont également « très favorables » pour les prochains mois.

AFFAIRES

Perquisition chez une secrétaire du président de la Bundesbank

L'escroquerie aux changes chez Volkswagen élaboussée le monde bancaire allemand

FRANCFORT
de notre correspondant

Le scandale de l'escroquerie aux opérations de change de Volkswagen, depuis qu'il a été révélé en mars dernier, gagne par capillarité les milieux bancaires allemands et internationaux de Francfort. Volkswagen y a perdu 480 millions de deutschemarks (environ 1,5 milliard de francs), soit le bénéfice d'une année entière. Un coup qui aurait été fatal pour beaucoup d'autres groupes, mais l'auguste firme de Wolfsburg (nord de la RFA), toujours austère mais blessée, a su faire front.

On a appris, le jeudi 13 août, qu'il élaboussait le « saint des saints », la Bundesbank, la banque centrale de la RFA qui vient de fêter ses trente ans d'existence avec une réputation au-dessus de tout soupçon. L'office fédéral de la police judiciaire fédérale, le BKA de Wiesbaden, a en effet annoncé qu'il avait procédé le 4 août à une perquisition dans l'appartement et le bureau d'une des deux secrétaires de l'Institut d'émission ouest-allemand, M. Karl-Otto Pöchl.

La secrétaire, dont l'identité n'a pas été révélée, est accusée d'avoir vendu des informations, sans doute à propos des interventions de la banque centrale sur les marchés des changes, à la principale « bris-galouse » connue de l'affaire, Joachim Schmidt (trente-huit ans), courtier en devises, disparu avant qu'elle n'éclate.

Joachim Schmidt, un « flambeur » bien connu sur la place de Francfort, a trouvé, avec des compli-

ciés qui n'ont pas encore été définitivement établies par le parquet de Brunswick chargé de l'enquête, la faille dans le système financier de Volkswagen : le mécanisme international des techniques de couverture utilisées par la société pour parer aux fluctuations des devises.

Un art de l'anticipation extrêmement aléatoire. On s'engage par avance en pariant sur des cours ultérieurs. A la mesure d'une maison comme VW, ce genre de pari devient proprement vertigineux. Joachim Schmidt a apparemment fourni l'ensemble de la direction financière du constructeur automobile, lorsqu'il a fallu suivre les mouvements de la devise américaine, passée de 3,47 DM en février 1985 à 1,85 DM deux ans plus tard.

La première réaction du groupe dirigé par M. Carl Hahn, lui-même blanchi et reconduit dans ses fonctions en juin, a d'ailleurs été de licencier l'ensemble de cette direction financière. Celle-ci était accusée non d'escroquerie, mais de négligence dans des opérations menées pour l'essentiel avec la Banque nationale de Hongrie.

Un réseau international

Selon ce qu'on peut entrevoir du fond de l'affaire, les cambistes de VW, avec les services de la « maison » Schmidt, ont acheté des centaines de millions de dollars au cours de 3 DM, au début 1985. Ils croyaient pouvoir les revendre un an plus tard au même cours à Budapest.

Mais le constructeur automobile se foudroya sur des documents falsifiés.

et la Banque hongroise a simplement refusé d'acheter les dollars dépréciés. La direction a constaté la su-percherie à la fin de 1986, se retrouvant avec un paquet de billets verts achetés à 3 DM et qui n'en valaient plus que 1,80 DM.

Après avoir longtemps refusé de reconnaître publiquement l'escroquerie, VW s'y est résolu en mars. La direction fide la firme le chef cambiste de la firme M. Burkhard Junger qui de avis des experts n'y pouvait rien et proclame depuis en vain son innocence, a été incarcéré.

En avril, on apprenait que Joachim Schmidt, avait réussi à mettre en place un réseau international de cambistes à Zurich, Tokyo, New-York et dans les emirs arabes, pour escroquer le géant de l'automobile. L'enquête établissait ensuite que le courtier infidèle, contre lequel un mandat d'arrêt international a été délivré, avait impliqué dans ses opérations plusieurs banques ouest-allemandes et étrangères, ayant pignon sur rue dans cette capitale financière de la RFA qu'est Francfort, sans que les autorités judiciaires soient en mesure jusqu'à aujourd'hui d'intervenir contre elles.

M. Pöchl vient d'être reconduit pour huit ans dans ses fonctions de patron de la banque centrale par le gouvernement du chancelier Helmut Kohl. Rien ne laissait prévoir pour lui pareille déconvenue. La RFA était plus coutumière des secrétaires espions travaillant au gouvernement ou à la présidence de la République... au profit de l'Etat.

(Interim.)

Hausse des taux sur les bons du Trésor américains

Les Japonais reprennent leurs achats massifs

Les investisseurs japonais, qui avaient boudé les bons du Trésor américains en mars dernier ont cette fois-ci, et comme en mai, acheté massivement des titres du gouvernement américain. La vente de bons du Trésor, cette semaine à New-York, et pour un montant de 28 milliards de dollars s'est, de ce fait, déroulée sans difficulté particulière. Les enchères ont cependant fait ressortir une légère tendance à la hausse des taux d'intérêt.

Ainsi, pour certains des nouveaux titres à trente ans en vente jeudi 13 août (pour un montant total de 9,01 milliards de dollars), on a pu constater des prix en progression de 1,25 point. En moyenne, le rendement des nouveaux bons à trente ans, se situait à 8,99 %, légèrement au-dessus des taux enregistrés lors de la dernière vente de titres équivalents, en mai, où le taux moyen avait été de 8,76 %.

Pour la plupart des observateurs, qui craignent des niveaux supérieurs à 9 %, le dénouement de ces enchères amènera à nuancer les propos souvent enudus en ce moment sur la tendance à la hausse des taux d'intérêt.

Les achats importants des Japonais lors de ces enchères (ils auraient acquis près de 40 % des titres mis sur le marché) en ont facilité le déroulement. A ce sujet, la caisse d'épargne de la poste japonaise, autorisée par la loi depuis juin dernier à investir à l'étranger, a fait connaître, à Tokyo ce 13 août, ses intentions précises dans ce domaine.

Le ministère des postes et télécommunications a indiqué qu'il avait alloué 2 000 milliards de yens (13,2 milliards de dollars) pour des investissements à l'étranger sur un total de 110 000 milliards de yens (728,5 milliards de dollars) de dépôts à la poste.

Une partie du fonds d'assurance postale sera également destinée à l'achat de titres étrangers, essentiellement des obligations d'Etat.

La poste japonaise étant l'une des plus puissantes institutions financières mondiales — elle récolte une part importante des économies des Japonais, — dont l'épargne est la plus forte dans le monde, — cette nouvelle loi devrait renforcer encore l'importance de la force de frappe japonaise sur tous les marchés financiers.

Les moyens de l'agence de garantie des dépôts renforcés

Record de faillites bancaires aux Etats-Unis

Depuis le début de cette année, cent neuf banques américaines ont fermé leurs guichets, indique le FDIC, le Federal Deposit Insurance Corp., l'agence qui garantit les dépôts bancaires aux Etats-Unis, dans son rapport d'activité rendu public à Washington le jeudi 13 août. L'agence est en outre venue au secours de seize autres établissements pour leur permettre de poursuivre leurs activités. Pour l'ensemble de cette année, M. William Seidman, le responsable du FDIC, prévoit deux cents faillites de banques aux Etats-Unis en particulier les plus petites (il y a 14 000 banques outre-Atlantique).

Cette vague de défaillances bancaires a débuté en 1981, année au cours de laquelle dix banques ont fermé leurs portes. Le mouvement s'est depuis accéléré, avec cent trente-huit faillites l'an dernier. Cette année, le nombre des faillites devrait être le plus élevé jamais enregistré depuis la création du FDIC, en 1934 : il y avait eu alors plus de quatre mille banques fermées.

Pour faire face à cette crise du système bancaire, les moyens de l'agence fédérale ont été renforcés. Au cours du premier semestre de

cette année, ses ressources se sont accrues de 164 millions de dollars, portant à 18,4 milliards le montant total de ses réserves. Cet accroissement est surtout le fruit de la politique plus dynamique conduite par le FDIC pour recouvrer les prêts défectueux. Présentant le rapport d'activité, M. Seidman a estimé que l'agence « est en mesure de faire face aux difficultés actuelles ».

La nouvelle loi bancaire, signée par M. Reagan le 10 août, donne à l'agence des moyens nouveaux d'intervention. Ceux-ci sont d'ailleurs mis en œuvre dans l'opération de sauvetage de la First City Bank, la quatrième banque du Texas, particulièrement affectée par les difficultés des secteurs pétroliers et immobiliers.

Pour la première fois, le FDIC use de ses pouvoirs renforcés. L'agence travaille sur plusieurs hypothèses. Parmi les solutions envisagées, le FDIC pourrait proposer la création d'une nouvelle banque nationale — financée par l'Etat fédéral — qui prendrait le contrôle de la First City pour une période transitoire d'un maximum de trois ans. Un tel dispositif, la création d'une « bridge bank », est prévu dans la nouvelle loi bancaire.

BURKINA FASO

TRAVAUX DE RENFORCEMENT ET D'ALLONGEMENT DE PISTE DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE OUAGADOUGOU

Avis d'appel de candidatures pour appel d'offres restreint

OBJET DU MARCHÉ
• Lieu d'exécution : Aéroport International de Ouagadougou.
• Nature des prestations à fournir :
- Renforcement complet de la piste existante et son allongement sur une longueur de 500 m pour la porter à 3 014 m ;
- Assainissement des surfaces nouvellement créées.
L'ensemble de ces travaux nécessite la mise en œuvre d'environ 41 000 tonnes de grave bitumée et 25 000 tonnes de béton bitumineux.

DELAI D'EXECUTION

Huit mois.

DOSSIER DE CANDIDATURES

Dossier de préqualification comprenant :
- une déclaration d'intention de soumissionner (possibilité d'exprimer toutes les raisons particulières pouvant faire valoir la candidature de l'entreprise à ce projet),
- dénomination sociale et adresse de l'entreprise,
- capital social en francs locaux,
- chiffre d'affaires en francs français 1984/1985/1986,
- agence au Burkina Faso,
- agence en Afrique,
- références aéronautiques,
- autres références, les plus récentes dans les domaines concernés, et ce plus particulièrement en Afrique.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES

Les candidatures devront parvenir à chacun des deux destinataires suivants :

• AEROPORTS DE PARIS
Direction de l'Architecture et de l'Ingénierie - Parc Central - Orly Sud 103
93896 ORLY AEROPORT CEDEX.

A l'attention de M. SAUVAGE - Chef de Projet P.K.E.

• DIRECTION DE L'AVIATION CIVILE
R.P. 115 - OUAGADOUGOU - BURKINA FASO.

A l'attention de M. TALL - Chef de Projet.

Le délai pour la réception des candidatures expirera le 31 août 1987 à 12 h, terme de rigueur.

Les plis devront porter en suscription : Appel de Candidatures - Aéroport International de Ouagadougou - Travaux de piste.

Les conséquences de la chute du MATIF

La Compagnie du Midi et Thomson-CSF démentent avoir subi de grosses pertes

Le plongeon des cours sur le MATIF (Marché à terme des instruments financiers), tombé le 12 août dernier au plus bas niveau de sa courte histoire (dix-sept mois et demi d'existence), après avoir, au passage, crevé le plancher « psychologique » de 100, a dû provoquer de lourdes pertes dans les établissements financiers. Mais il est difficile de savoir lesquelles.

Depuis quelque temps, la rumeur boursière avait désigné, par filiales interposées, la Compagnie du Midi et Thomson-CSF. Résultat : les actions des deux groupes, très en cours pourtant rue Vivienne, avaient rapidement baissé, d'environ 27 % chacune par rapport à leur plus haut niveau de l'année.

La Compagnie du Midi, présidée par M. Bernard Pagézy, a vivement réagi. Elle dément que sa filiale Delabancque, spécialisée dans les opérations sur les marchés à terme d'instruments financiers, ait subi des pertes. « Delabancque, dans les interventions quotidiennes qu'elle effectue sur le MATIF, indique un communiqué de la société publié le 13 août, n'a enregistré ni avant le 30 juin ni au cours des semaines qui ont suivi, de conséquences dommageables pour son compte d'exploitation des opérations traitées sur ce marché. On ne peut être plus clair ».

Des rumeurs infondées

La Compagnie reconnaît toutefois que Delabancque peut subir des pertes-values sur des opérations d'arbitrage sur bons du Trésor « si certaines hypothèses d'évolution des taux venaient à se réaliser », et d'ajouter : « Ces risques ne devraient cependant en aucun cas mettre en cause l'équilibre de Delabancque et, a fortiori, de la Compagnie du Midi ».

Rue Vivienne, on avait murmuré que Delabancque avait perdu quelque 100 millions de francs.

De son côté, le groupe Thomson-CSF, pour lever sans doute toute équivoque, publie les comptes de sa filiale financière, la BATIF (Banque d'arbitrage de trésorerie et d'instruments financiers). Pour le premier semestre, le résultat social avant impôts et après provisions s'établit aux alentours de 400 millions de francs. « Selon les premières conclusions de l'examen actuellement mené par les commissaires aux comptes, ce résultat, précise le communiqué de Thomson-CSF, ne devrait pas être modifié de façon significative ». Toujours après le groupe, le résultat du premier semestre comprend 110 millions de francs de gain de change sur intérêts de « swaps » (échanges de devises, qui ont été inclus dans les positions de change à compter de 1987. Acquis en décembre 1985, la BATIF avait dégagé, pour 1986, un bénéfice net de 494 millions de francs.

Les rumeurs étaient donc infondées, selon ces deux sociétés. Reste que les victimes ont dû être nombreuses sur ce marché, où les échanges journaliers sont en moyenne de 30 milliards de francs, avec des pointes à 50 milliards. La compagnie du Midi précise qu'elle a une des sociétés d'assurances du groupe de Paris AGP n'est intervenue ou n'intervient sur le MATIF et de ce fait, ne saurait être concernée par les opérations qui s'y traitent ». S'agit-il de fautes des AGP ? Interrogés, les spécialistes assurent que les placards du premier étage « sont pleins de cadavres ». Les morts, il est vrai, ne parlent jamais.

A. D.

A la Bourse de Paris

Nouveaux achats des titres Prouvost

Les actions du groupe lainier Prouvost ont fait l'objet, le jeudi 13 août, de nouveaux achats à la Bourse de Paris : 160 864 titres (pour une valeur de 59,18 millions de francs) ont changé de main. Le cours a progressé de 13,5 %, à 382,50 F. Vendredi matin, suspendu provisoirement, le titre était en hausse de 9,8 %.

D'après certaines rumeurs, ces achats pourraient être effectués pour le compte des Chargeurs SA, qui ont indiqué, la semaine dernière, posséder déjà 11,69 % du capital de Prouvost. Aucun commentaire n'était fait, vendredi, chez Prouvost. On affirmait que Prouvost vendrait dernier que les Chargeurs avaient acheté leurs participations parmi les 40 % d'actions dans le public.

Si aucune explication officielle n'a encore été donnée par le patron des Chargeurs, on confirme récemment dans son entourage la volonté du groupe de se développer dans le textile, un secteur où il réalisait, en 1986, environ 1 milliard de francs de chiffre d'affaires.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :

Daniel Vermet.

Correspondant en chef :

Claude Sèze.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer

tous les noms propres et capitales

d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉPHONE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Impression

du Monde

7, rue des Italiens

PARIS-IX

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 0395-2037) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde

s/o Speedprint, 45-45 38 th street, L.I.C. N.Y. 11104. Second class postage paid at

L.I.C. and additional offices, N.Y. postmaster: send address changes to Le Monde c/o

Speedprint U.S.A., P.O. Box 48-25 38 th street, L.I.C., N.Y. 1110

Economie

ÉTRANGER

Réticences ou ignorance des réalités européennes

Les Suisses cherchent prudemment à s'adapter à la CEE

BERNE
de notre correspondant

La Suisse pourra-t-elle se tenir indéfiniment en marge de la construction européenne ? Jusqu'ici, la Confédération avait préféré se cantonner dans son superbe isolement, et cela ne lui a pas trop mal réussi. Mais, trente ans après la signature du traité de Rome, la question d'un rapprochement, du moins d'un aménagement des rapports avec l'Europe communautaire ne saurait plus longtemps être éludée dans la perspective de la création d'un grand marché unique.

Avec ses cinq partenaires de la « petite Europe » (Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède), la Suisse a commencé à se préparer à cette échéance. Le développement de la coopération avec la CEE était le thème dominant de la dernière réunion du conseil des ministres de l'Association européenne de libre échange (AELE), en mai à Interlaken (1).

Au cours d'une rencontre avec M. Willy de Clercq, membre de la commission chargée des affaires extérieures, il a été décidé de donner une nouvelle impulsion au processus amorcé par la déclaration conjointe signée en avril 1984 à Luxembourg. L'objectif est d'éviter, par la conclusion d'accords bilatéraux et l'adoption de normes communes, « l'Europe à deux vitesses ».

Les deux parties ont réaffirmé leur volonté de consolider et d'intensifier leur collaboration parallèlement aux progrès accomplis par la Communauté dans la réalisation de son marché intérieur. Ainsi, pour la première fois, l'AELE et la CEE ont signé deux conventions visant à har-

moniser la documentation douanière et les procédures de transit.

L'avenir des relations avec la CEE est également régulièrement abordé par les dirigeants helvétiques lors de leurs rencontres avec des représentants des pays membres. Tel fut le cas à l'occasion des brèves visites successives en Suisse, début juin, du président de la République et du premier ministre français. Aussi bien M. Mitterrand que M. Chirac se sont prononcés en faveur d'arrangements avec la Suisse, étant donné son poids dans l'économie mondiale.

« Le gouvernement et le peuple suisse », a indiqué le président de la République, « doivent décider souverainement de leur adhésion ou non au marché commun, mais il faudra bien marcher ensemble ». Le même langage a été tenu quelques jours plus tard par M. Raymond Barre devant les responsables de l'horlogerie helvétique à Bienne : « La Communauté doit s'ouvrir à la Suisse et aux autres pays européens afin d'éviter leur marginalisation ».

Tout en se souciant de s'adapter aux transformations de la CEE, la Suisse persiste à croire que, compte tenu de son statut particulier, les inconvénients d'une éventuelle adhésion continuent de l'emporter sur les avantages. Comme ne cesse de le répéter le chef du département fédéral de l'économie publique, M. Jean-Pascal Delamuraz, trois facteurs au moins expliquent cette réserve : le système de démocratie semi-directe en vigueur dans la confédération, les structures fédérales et la neutralité.

M. Delamuraz admet volontiers qu'il n'en sera pas nécessairement ainsi « jusqu'à la fin des siècles ». Il reconnaît aussi que le choix à opérer

entre les considérations intérieures et l'intérêt commercial de la Suisse lié à sa volonté d'ouverture « conduit peut-être à des évolutions ». Mais, ajoute-t-il, « je ne les vois ni aujourd'hui ni à l'horizon 2000. C'est totalement impensable. Il ne faut pas oublier qu'il existe en Suisse des réactions et des convictions profondes qui vont dans ce sens ».

Tendance à la dramatisation

Les autorités fédérales, qui se veulent pourtant à l'écoute de l'opinion, resteraient-elles insensibles aux mises en garde de ceux qui redoutent une marginalisation de la Suisse ? Interrogé par l'hebdomadaire *Weltwoche* de Zurich, le nouveau ambassadeur de la Confédération à Paris, M. Carlo Jagmetti, qui, auparavant, représentait son pays auprès de la Communauté à Bruxelles, déclarait dernièrement : « Je suis quelquefois stupéfait du degré d'ignorance à l'égard de l'Europe et cela, jusque dans mon propre ministère. J'ai le sentiment que notre pays s'occupe de plus en plus exclusivement de ses propres affaires, qu'il centre de plus en plus son attention sur lui-même ».

Une partie de la presse helvétique, celle de langue française, exprime aussi la crainte de voir la Confédération manquer le train de l'Europe. Se fondant sur un sondage, le magazine *l'Hebdo*, de Lausanne, a pu dévoiler récemment l'opinion d'un courant favorable à l'adhésion en Suisse romande. Ces quelques signes sont cependant encore trop timides pour lever les fortes préventions qui subsistent.

L'AELE, principal partenaire de la CEE

« L'opinion publique en Suisse a, ces derniers temps, tendance à dramatiser les choses », déclare M. Franz Blankart, secrétaire d'Etat helvétique chargé des relations avec la Communauté. Les responsables de la Confédération ont par le passé tenté d'expliquer que l'adhésion à la CEE, le corps électoral suisse également, ne nullement l'intention d'aller au-devant d'un nouvel échec. « Il est difficile de croire, remarque M. Blankart, que le peuple suisse, qui a renoncé à entrer aux Nations unies principalement pour ne pas compromettre notre concept de neutralité, trahirait aisément d'adhérer à une institution de caractère indéniablement supranationale, avec tout ce que cela implique pour notre politique et nos institutions ».

traditionnelles. Sans minimiser les répercussions que la réalisation du marché intérieur ne manquera pas d'avoir pour la Suisse, M. Blankart constate que les partis politiques et les milieux économiques adoptent une attitude plus prudente. « Notre politique économique extérieure libérale semble jusqu'à présent avoir assuré une participation adéquate à l'économie européenne ».

Comme ses partenaires de l'Association européenne de libre-échange, la Suisse est soucieuse au premier chef, d'éviter que la réalisation du programme communautaire n'érige de nouvelles barrières entre les Douze et la Petite Europe. Dans leurs relations avec la CEE, les Six estiment qu'ils ne manquent pas d'arguments pour faire valoir leurs intérêts. Certes, ils ne sont que 30 millions face à 320 millions, mais ils peuvent se targuer d'un poids économique non négligeable. Ainsi l'AELE est-il le principal partenaire commercial de la CEE, avec laquelle elle réalise plus du cinquième de son commerce extérieur.

En 1985, la CEE a vendu à l'AELE pour 2030 dollars de marchandises par habitant de cette dernière. Ce qui est valable pour l'ensemble de l'AELE l'est encore plus pour la Suisse, deuxième partenaire économique de la CEE après les États-Unis. Le Marché commun lui fournit 73 % de ses importations et absorbe 55 % des exportations helvétiques. Les Douze réalisent avec la Confédération un excédent commercial de 4,3 milliards de dollars et accueillent 42 % de l'ensemble des investissements misés à l'étranger. Les responsables de Berne ne déduisent que leur pays représente pour la Communauté un partenaire « intéressant ».

Depuis 1972, une centaine d'accords bilatéraux ont déjà été conclus avec la CEE. Après la suppression des droits de douane sur les produits industriels, le gouvernement helvétique compte bien persévérer dans ce sens. Avec les cinq autres membres de l'AELE, la Suisse souhaite aller encore plus loin en intensifiant les pratiques des accords bilatéraux. Malgré leur volonté de développer la coopération avec la CEE, les Six ne peuvent ignorer qu'ils courent, à la longue, un danger de marginalisation, d'autant qu'ils ne participent pas aux délibérations. Aussi n'ont-ils cessé d'insister sur le fait que l'évolution de l'intégration communautaire, la Suisse semble prête à en payer le prix, consciente des sacrifices qu'une adhésion exigerait d'elle.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

(1) L'AELE comprend l'Autriche, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse. La Finlande est associée.

Marchés financiers

PARIS, 13 août

Légère amélioration

Après avoir fait du sur-place dans la matinée et en début d'après-midi, la Bourse de Paris s'est, jeudi, raffermie très légèrement, mais il lui a fallu pour cela déployer de très gros efforts, car les courants d'échanges sont restés généralement très maigres.

Peugeot, Club Méditerranée, Cetelem, Guyenne, Casino, L'Oréal, Bie, et même Midi ont été assez bien orientés. Provost a de nouveau été très recherché, et a tenu la vedette (+ 10,7 %). En revanche, Thomson CSF a continué de s'effondrer. Un moment le titre a baissé de 5 % avant de réduire l'écart à - 3 % seulement.

Bref, à la clôture, l'indice instantané enregistrait une modeste avance de 0,5 % environ.

Les professionnels se refusent à tirer la moindre conclusion de ce raffermissement. Partout, c'était le même refrain : il y a trop peu d'affaires. Plus le week-end du 15 août approche, plus l'activité diminue.

D'une façon générale, ce sentiment n'est pas meilleur que mercredi. Tout le monde reste persuadé que les capitaux sont détournés par New-York. Toutes les conversations portent sur l'effacement du franc français et des autres devises du SME par rapport au deutschemark. Comme dans la matinée, des rumeurs continuent à circuler sur un possible ajustement des parités durant le prochain week-end.

Ces bruits sont probablement dénués de tout fondement. Mais le fameux syndrome du 15 août est une réalité.

Sur le marché obligataire et sur le MATIF, le « statu quo » est observé, à une ou deux fractions au-dessus de la barre de 100. Personne n'est capable de dire s'il y a intervention ou pas.

NEW-YORK, 13 août

Nouveau record

Wall Street « super star » ? Le marché américain mérite bien ce qualificatif. Hier, jeudi, il est vigoureusement reparti de l'avant après la petite pause faite l'avant-veille. En séance, l'indice Dow Jones a, pour la seconde fois, franchi la barre des 2 700 points (2 713,81). S'il n'a pas réussi à se maintenir au-dessus, il n'en a pas moins battu un nouveau record d'altitude, s'établissant à la clôture à 2 691,48 (+ 22,16 points). Le bilan de la journée a été de bonne qualité. Sur 1 995 valeurs traitées, 941 ont monté, 693 ont baissé et 361 n'ont pas varié.

Autour du Big Board, l'enthousiasme était à son comble. Les professionnels se précipitent pour s'emparer qu'ils ne rêvaient pas. Les capitaux étrangers continuent d'arriver par vagues successives. L'optimisme est intact. L'annonce d'une hausse de 0,8 % en juillet des ventes au détail démontre que la reprise de l'économie est en bonne voie. La Bourse new-yorkaise est toujours pas, paraît-il, en état d'« overdose » avec la hausse. Si quelques valeurs commencent à donner quelques signes de fatigue, les « trainards » promettent le relais. Bien qu'en diminution, l'activité est restée forte, et 217,07 millions de titres ont changé de mains, contre 235,7 millions la veille.

VALEURS	Cours du 12 août	Cours du 13 août
Alcoa	81 3/4	82 3/8
Amesbury	84 1/4	85 1/2
A.T.T.	34 3/4	34 7/8
Borg	52	53 1/4
Chemical Bank	44 3/4	45 1/4
Du Pont de Nemours	129 1/2	128 1/2
Eastman Kodak	38 3/4	39 1/4
Exxon	36 7/8	37 3/4
Ford	128 1/2	128 1/2
General Electric	63 1/2	64 3/8
General Motors	52 7/8	53 1/8
IBM	170 1/4	172 3/8
ITT	53 1/8	53 1/2
McDonald	24 5/8	25 1/2
Pfizer	48 3/4	49 1/4
Schering	44 3/4	45 1/4
Union Carbide	44 3/4	45 1/4
U.S. Steel	38 3/8	38 1/4
Westinghouse	70 3/4	71 3/8
Index	2 713,81	2 691,48

CHANGES

Dollar : 6,33 F

Dopé par le succès rencontré par le Trésor américain dans ses opérations de refinancement, le dollar s'est redressé vendredi sur toutes les places financières, pour coter 6,3275 F (contre 6,3125 F). Le deutschemark continue de monter contre les monnaies du SME (3,3425 F contre 3,3387 F). Des rumeurs de rajustement continuent à circuler.

FRANCFORT 13 août 14 août

Dollar (en DM) ... 1,898 1,898

TOKYO 13 août 14 août

Dollar (en yen) ... 151,38 151,38

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (14 août) ... 67/84 15/16

New-York (13 août) ... 61 1/16

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1966)

12 août 13 août

Valeurs françaises ... 161,2 161,9

Valeurs étrangères ... 136,1 137,8

C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 494,3 494,6

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

12 août 13 août

Industrielles ... 2 698,32 2 691,48

LONDRES

(indice Financial Times)

12 août 13 août

Industrielles ... 1 775,28 1 778,00

Mines d'or ... 446 436,30

Fonds d'Etat ... 86,56 86,40

TOKYO

13 août 14 août

Nikkei Dow Jones ... 25 574,74 25 494,01

Indice général ... 2 115,89 2 105,96

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 13 août

Nombre de contrats : 37 444

COURS

Sept. 87 Déc. 87 Mars 88 Juin 88

Dernier ... 100,05 100 99,95 99,90

Précédent ... 100,15 100,05 99,90 -

LA VIE DE LA COTE

HOECHST : FAIBLES BÉNÉFICES. - Pour le premier semestre, le groupe chimique allemand annonce un bénéfice avant impôts de 1,48 milliard de deutschemark, en hausse de 0,7 % seulement et encore grâce aux résultats de Celanese, firme américaine rachetée en mars. De la même façon, le chiffre d'affaires consolidé progresse de 4,7 % à 17,92 milliards de deutschemark. Sans Celanese, il aurait baissé de 5,8 %. La direction attribue ces maigres performances au renché-

risement du deutschemark par rapport au dollar et à la livre sterling.

BP : DOUBLEMENT DES BÉNÉFICES. - La compagnie pétrolière britannique annonce pour le premier semestre un doublement de son bénéfice net à 775 millions de livres. Bien qu'en hausse par rapport à la période correspondante de 1986, les profits du deuxième trimestre (317 millions de livres contre 214 millions) sont inférieurs.

Le marché interbancaire des devises

COURS DU JOUR

SE-U ... 6,325 6,325

S. com. ... 4,792 4,793

Yen (100) ... 147,5 147,5

DM ... 3,767 3,768

Franc ... 2,964 2,967

FR (100) ... 16,873 16,886

FR (1 000) ... 4,615 4,618

L (1 000) ... 9,643 9,643

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U ... 6 3/8 6 5/8

DM ... 3 3/4 3 7/8

FR (100) ... 6 3/8 6 7/8

FR (1 000) ... 1 7/8 2 1/8

L (1 000) ... 10 1/4 12 1/4

R. temp. ... 7 1/4 7 3/8

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

b INTERBAIL

Le Conseil de Surveillance s'est réuni à Lucerne le 3 juillet dernier à l'invitation de ses principaux actionnaires étrangers, l'UNION DE BANQUES SUISSES, la Société suisse d'assurances WINTERTHUR et INTERS HOLDING.

Monsieur MARTINEAU, Président du Conseil, a commenté les comptes arrêtés au 31 mai 1987.

Par ailleurs, Monsieur PASCAL, Président du Directoire, a rendu compte de la très bonne activité commerciale des six premiers mois de l'année, puisque le montant des nouveaux engagements contractés (F 450 000 000 hors taxes de crédit-bail immobilier) correspond au montant de même nature de l'année entière 1986.



Situation semestrielle

Progression du bénéfice d'exploitation qui s'élève à £ 82,1 m

- Augmentation de £ 41,0 millions du bénéfice d'exploitation avant impôts (non-audités).
- Les opérations d'assurance-vie et d'épargne réalisent d'excellentes performances.
- Le Royaume-Uni enregistre de très bons résultats.
- Les opérations aux États-Unis et dans les autres pays étrangers progressent régulièrement.
- Dividende intérimaire de 6,25 pence en augmentation de 20 %.

Le dividende intérimaire de 6,25 pence par action sera payé le 17 novembre 1987 aux actionnaires enregistrés le 3 septembre 1987 au soir, et son montant global s'élèvera à £ 26,1 m (1986 : £ 21,5 m).

Les administrateurs ont convenu que les actionnaires auront le choix de recevoir des actions ordinaires intégralement libérées au lieu d'un dividende en numéraire. Des informations sur les conditions de cette offre ainsi qu'un exemplaire du rapport intérimaire seront envoyés le 15 septembre 1987 à tous les actionnaires enregistrés. Par la suite, ces documents seront à la disposition du public sur demande faite à l'agent financier de la Société en France - Société Générale - Direction des Marchés de Capitaux MARC/ACT/ETR 3, rue La Fayette - 75009 PARIS.



Commercial Union Assurance Company plc

PRINCIPAUX CHIFFRES	6 mois 1987	6 mois 1986	exercice 1986
	non-audités	non-audités	audités
	£m	£m	£m
Total des primes émises	1 548,9	1 368,0	2 765,9
Bénéfice des opérations vie	39,6	35,8	88,2
Résultat d'exploitations des assurances dommages	42,5	5,3	30,9
Bénéfice d'exploitation avant impôts	82,1	41,1	119,1
Impôts et intérêts minoritaires	(31,1)	(15,9)	(36,4)
Plus-values sur cessions de placements immobilisés	38,0	39,2	77,2
Résultat net	89,0	64,4	159,9
Capitaux propres	1 430	1 315	1 428
Résultats par action	21,50p	15,60p	38,77p

Bénéfice d'exploitation avant impôts	£m	£m	£m
Royaume-Uni	60,3	34,3	97,5
Etats-Unis	(0,7)	(11,5)	(23,0)
Pays-Bas	22,5	20,3	50,1
Canada	5,7	4,5	6,2
Reste du Monde	14,2	12,8	29,1
Intérêts sur emprunts centraux :			
- externes	(10,7)	(11,4)	(22,3)
- intra groupe	(9,2)	(7,9)	(18,5)
	82,1	41,1	119,1

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours du 12 août	Cours du 13 août
Alcoa	81 3/4	82 3/8
Amesbury	84 1/4	85 1/2
A.T.T.	34 3/4	34 7/8
Borg	52	53 1/4
Chemical Bank	44 3/4	45 1/4
Du Pont de Nemours	129 1/2	128 1/2
Eastman Kodak	38 3/4	39 1/4
Exxon	36 7/8	37 3/4
Ford	128 1/2	128 1/2
General Electric	63 1/2	64 3/8
General Motors	52 7/8	53 1/8
IBM	170 1/4	172 3/8
ITT	53 1/8	53 1/2
McDonald	24 5/8	25 1/2
Pfizer	48 3/4	49 1/4
Schering	44 3/4	45 1/4
Union Carbide	44 3/4	45 1/4
U.S. Steel	38 3/8	38 1/4
Westinghouse	70 3/4	71 3/8
Index	2 713,81	2 691,48

Comptant

VALEURS	Cours du 12 août	Cours du 13 août
Alcoa	81 3/4	82 3/8
Amesbury	84 1/4	85 1/2
A.T.T.	34 3/4	34 7/8
Borg	52	53 1/4
Chemical Bank	44 3/4	45 1/4
Du Pont de Nemours	129 1/2	128 1/2
Eastman Kodak	38 3/4	39 1/4
Exxon	36 7/8	37 3/4
Ford	128 1/2	128 1/2
General Electric	63 1/2	64 3/8
General Motors	52 7/8	53 1/8
IBM	170 1/4	172 3/8
ITT	53 1/8	53 1/2
McDonald	24 5/8	25 1/2
Pfizer	48 3/4	49 1/4
Schering	44 3/4	45 1/4
Union Carbide	44 3/4	45 1/4
U.S. Steel	38 3/8	38 1/4
Westinghouse	70 3/4	71 3/8
Index	2 713,81	2 691,48

Second marché

VALEURS	Cours du 12 août	Cours du 13 août
Alcoa	81 3/4	82 3/8
Amesbury	84 1/4	85 1/2
A.T.T.	34 3/4	34 7/8
Borg	52	53 1/4
Chemical Bank	44 3/4	45 1/4
Du Pont de Nemours	129 1/2	128 1/2
Eastman Kodak	38 3/4	39 1/4
Exxon	36 7/8	37 3/4
Ford	128 1/2	128 1/2
General Electric	63 1/2	64 3/8
General Motors	52 7/8	53 1/8
IBM	170 1/4	172 3/8
ITT	53 1/8	53 1/2
McDonald	24 5/8	25 1/2
Pfizer	48 3/4	49 1/4
Schering	44 3/4	45 1/4
Union Carbide	44 3/4	45 1/4
U.S. Steel	38 3/8	38 1/4

BOURSE DE PARIS

13 AOUT Cours relevés à 17 h 42

Page 1 of 2

Réglement mensuel																							
VALEURS						VALEURS						VALEURS						VALEURS					
Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -				
1010	4,5 % 1977	1950	1959	+ 0,28	1020	4,5 % 1977	1950	1959	+ 0,28	1030	4,5 % 1977	1950	1959	+ 0,28	1040	4,5 % 1977	1950	1959	+ 0,28				
1252	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1262	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1272	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1282	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1292	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1302	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1312	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1322	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1332	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1342	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1352	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1362	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1372	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1382	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1392	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1402	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1412	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1422	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1432	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1442	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1452	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1462	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1472	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1482	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1492	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1502	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1512	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1522	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1532	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1542	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1552	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1562	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1572	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1582	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1592	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1602	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1612	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1622	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1632	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1642	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1652	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1662	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1672	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1682	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1692	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1702	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1712	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1722	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1732	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1742	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1752	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1762	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1772	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1782	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1792	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1802	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1812	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1822	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1832	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1842	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1852	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1862	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1872	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1882	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1892	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1902	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1912	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1922	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1932	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1942	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1952	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1962	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
1972	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1982	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	1992	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2002	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2012	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2022	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2032	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2042	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2052	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2062	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2072	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2082	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2092	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2102	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2112	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2122	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2132	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2142	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2152	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2162	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2172	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2182	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2192	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2202	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2212	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2222	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2232	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2242	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2252	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2262	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2272	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2282	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2292	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2302	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2312	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2322	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2332	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2342	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2352	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2362	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2372	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2382	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2392	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2402	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2412	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2422	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2432	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2442	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2452	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2462	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2472	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2482	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2492	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2502	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2512	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2522	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2532	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2542	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2552	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2562	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2572	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2582	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2592	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2602	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2612	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2622	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2632	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2642	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2652	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2662	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2672	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2682	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2692	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2702	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2712	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2722	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2732	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2742	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2752	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2762	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2772	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2782	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2792	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2802	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2812	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2822	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2832	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2842	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2852	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2862	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2872	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2882	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2892	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2902	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2912	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2922	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2932	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2942	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2952	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2962	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
2972	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2982	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	2992	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3002	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3012	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3022	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3032	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3042	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3052	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3062	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3072	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3082	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3092	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3102	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3112	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3122	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3132	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3142	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3152	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3162	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3172	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3182	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3192	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3202	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3212	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3222	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3232	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3242	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3252	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3262	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3272	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3282	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3292	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3302	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3312	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3322	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3332	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3342	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3352	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3362	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3372	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3382	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3392	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3402	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3412	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3422	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3432	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3442	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3452	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3462	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3472	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3482	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3492	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3502	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3512	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3522	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3532	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3542	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3552	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3562	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28				
3572	C.A.P. 1977	1950	1959	+ 0,28	3582																		

Comptant

SICAV (sélection)

13/8

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emis. francs int.	Rachet net	VALEURS	Emis. francs int.	Rachet net	VALEURS	Emis. francs int.	Rachet net
Obligations																				
Emp. 7 1/2 % 1972	9478		Chemins (Rv)	150	144	Magneta Unipris	251	251	Tatisheng	1853	1850	A.A.A.	825 82	808 39	Fusconino	822 48	802 42	Paribas Energie	164139 94	13382 17
Emp. 6 1/8 % 1977	128	2 886	C.I.C. Financ. del	325	325	Mauritius S.A.	114	112	Touto-Anglais	525	535	Actions France	479 82	482 48	Fusconino			Paribas Energie	105 88	103 76
9 1/8 % 70/80	102	0 884	C.I.C. Maritime	514	514	Montevideo S.A.	410	415	Touto S.M.D.	549	549	Actions France	370 41	376 41	Fusconino	581 03	547 25	Paribas Energie	112 25	108 98
10 1/8 % 75/84	102	10 179	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01	571 01	Fusconino	182021 81	161 81	Paribas Energie	585 85	561 81
13 1/2 % 80/80	106 50	2 807	Compt. Genes	500	500	Midland Delays	418	407	Touto S.M.D.	720	728	Actions France	565 01							

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1090	.....	Deville	900	900	M.M. Services	220	728
Acton International	580	510	Diocese of Cal. convert.	.....	.....	M.M. S. & S.	220	730
Alcan	170	170	Edisons Refining	238	305	Monsieur	292	310
B.A.C.	426	426	Elco. S. Diamond	710	710	Motale	700	690
B. Demarey & Assoc.	782	783	Eyraud Investments	36 40	36 85	Owens-Langdon	418	428
Bell Canada	1070	1070	Exel	640	640	Overland	474	488
B.I.P.	680	660	Finland	640	625	Park Business	210	210 10
Bolton Telephones	1170	1172	Guinoff	900	870	Petrolage	505	501
Bonitas	744	721	Jay Debraque	980	1000	Pip Impact	360	361
Bonitas	1228	1220	J.L.C.	900	870	Q. J. J.	1470	1470
Cathlamet	690	695	L.G.F.	235	235	Reynolds	1495	1345
Cash	2200	2170	L.I.B.F.	191	197	St-Honore Mangrove	208	209
C.E. Inc.	901	901	N Informations	305	305	S.C.E.P.M.	200	217
C.E. Inc.	305	326	Sci. Mater. Sec. (M&I)	1	1	Sci. Mater. Sec. (M&I)	200	217
C.E.I.D.	1450	1410	Sci. Mater. Sec. (M&I)	578	601	Sci. Mater. Sec. (M&I)	1650	1584
C.E.P.E.	224	224	La G. du film de movie	370	379	S.E.P.R.	1890	1878
C.E.P.E. (C)	1241	1239	Lo. Investissement	280	280	S.E.P.R.	1650	1610
C.G.I. International	782	782	Lo. Investissement	370	370	Sodaburg	361	361
Chemicals of Oregon	620	620	Lo. Investissement	329	361	Sapex	1000	1030
C.N.I.M.	395	400	Lo. Investissement	154 80	154 90	T.F. 1	399	399 50
C.N.I.M.	320	315	Lo. Investissement	400	425	Valence de France	356 90	360 50
Danbury G.T.A.	3185	3200	Montclair, Maine	154 80	154 90			
Danbury	2180	2180	Montclair, Maine	400	425			

Hors-cote

Calypso	335	331
C.E.M.		
Cochery	162	
C. Darda	180	181
Copax	425	422
Dubois Inv. (Sant.)	1000	988
Gachet	230	220
Hydro-Energie	320	
Hongrois	250	
Imori Ind. Japon.		
Nicolas	1120	1070
Parasolme-F.R.	1400	
Reid	328	
Romano N.V.	245	153 10
S.M.T. Goupil	380	32
S.M.T.	65 70	0 02
S.P.R.	558	
Ulm	380	
Union Industrielle	135 60	

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	préc.	13/8	Achat	Vente
Euro-Unit (\$ 1)	8 334	8 312	6 080	6 890
Ecus	5 921	5 928		
Alcool 100 % (1 DM)	233 800	233 870	223 500	241 500
Belgique 100 F	16 051	16 055	15 500	16 400
France 100 (L)	236 180	236 330	287	305
Danemark 100 (ord)	87 856	86 700	83	80
Grèce 100 (L)	91 530	91 530	87	87
Grande-Bretagne (£ 1)	9 944	9 975	9 650	10 350
Grèce 100 (dramas)	4 413	4 410		5 100
Irlande 1 000 (Irish)	4 609	4 605	4 350	4 850
Suède 100 (S)	401 330	401 360	388 500	400 500
Suisse 100 (fr)	96 360	96 100	92 550	98 500
Autriche 100 (Sch)	47 480	47 498	46 300	48 700
Espagne 100 (pes.)	4 917	4 916	4 700	5 200
Portugal 100 (esc.)	4 275	4 274	3 800	4 800
Canada (5 can.) 1	4 753	4 753	4 470	4 810
Japon (100 yen)	4 183	4 188	4 022	4 220

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 13/8
Or fin (ballo en barre)	93000	53100
Or fin (meuble)	93250	53000
Pièce française (20 fr.)	543	541
Pièce suisse (10 fr.)	363	355
Pièce suisse (20 fr.)	605	600
Pièce belge (20 fr.)	528	524
Souverain	630	626
Souverain - or	3000	2880
Pièce de 10 dollars	1470	1480
Pièces de 5 dollars	906	900
Pièce de 50 pesos	3480	3460
Pièces de 10 florins	551	551
Or Londres	461	462
Or Zurich	461 50	463
Or Vienne	460 40	462
Argent Londres	451	7

